



# **Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale**

---

## **Recueil de données**



**mars 2002**

**Revenu agricole,  
situation financière  
et  
aide gouvernementale**

**Recueil de données**

Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation  
Direction générale des politiques stratégiques

Mars 2002

# **Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale**

## **Recueil de données**

Mars 2002

Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation  
Direction générale des politiques stratégiques

*Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.*

Pour se procurer des exemplaires supplémentaires, s'adresser à la :

Section de l'analyse du revenu agricole et des programmes  
Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation  
Direction générale des politiques stratégiques  
Agriculture et Agroalimentaire Canada  
930, avenue Carling  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0C6  
Tél. : (613) 759-7380  
Télec. : (613) 759-6556  
Courriel : girardl@em.agr.ca

La version électronique de cette publication est disponible sur l'Internet à: <http://www.agr.gc.ca/spb/fiap/pubsf.html>.

Publication n° 2119/B  
ISSN n° 1482-9770  
Catalogue n° A21-44/2002  
Projet n° 02-034rp

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	1
SOMMAIRE .....	3
<b>SECTION A</b>	
Revenu agricole .....	9
Méthodologie sur le revenu agricole .....	33
<b>SECTION B</b>	
Situation financière des exploitations agricoles .....	37
Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles .....	51
<b>SECTION C</b>	
Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire .....	53
Méthodologie des dépenses publiques .....	71
<b>SECTION D</b>	
Transferts gouvernementaux aux producteurs agricoles .....	77
Méthodologie des transferts gouvernementaux .....	93

## LISTE DES TABLEAUX

### SECTION A : Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces, 2000-2002 . . .	11
Tableau A.2 : Production de grains, oléagineux et cultures spéciales par province . . . . .	15
Tableau A.3 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2001 et 2002 . . . . .	16
Tableau A.4 : Exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard. . . . .	20
Tableau A.5 : Exploitation repère porcine du Sud-Est du Québec . . . . .	21
Tableau A.6 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario . . . . .	22
Tableau A.7 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux dans la zone de sols bruns de la Saskatchewan . . . . .	23
Tableau A.8 : Exploitation repère bovine du Centre-Ouest de l'Alberta . . . . .	24
Tableau A.9 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 1995-2000 . . . . .	25
Tableau A.10 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1992-2000 . . . . .	27
Tableau A.11 : Recettes agricoles, dépenses et revenu net comptant, moyenne par ferme, Canada et provinces, 1998-2000 . . . . .	29
Tableau A.12 : Recettes agricoles, dépenses et revenu net comptant, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 1998-2000 . . . . .	30
Tableau A.13 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société, Canada, 1998 . . . . .	31

### SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1991-2000 . . . . .	39
Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1986-2001 . . . . .	40
Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 1995-1996 à 2000-2001 . . . . .	41
Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), 1993-1994 à 2000-2001 . . . . .	42
Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1995, 1997 et 1999 . . . . .	43
Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2001 . . . . .	48
Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2000 et 2001 . . . . .	48
Tableau B.8 : Salaires horaires versés à la main-d'oeuvre agricole active, Canada et provinces, 1997 . . . . .	49
Tableau B.9 : Intrants agricoles, Canada, 1996-2000 . . . . .	49
Tableau B.10 : Valeur des acquisitions d'équipement neuf et usagé, moyenne pour toutes les fermes, selon la catégorie de revenu, 1999 . . . . .	50

### SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1994-1995 à 2001-2002 . . . . .	55
Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002 . . . . .	57
Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002 . . . . .	63
Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002 . . . . .	67
Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002 . . . . .	69

### SECTION D : Transferts gouvernementaux aux producteurs agricoles

Tableau D.1 : Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1999-2000 et 2000-2001 . . . . .	81
---	----

## LISTE DES GRAPHIQUES

### SECTION A : Revenu agricole

Graphique A.1(a) : Revenu agricole au Canada (dollars courants) . . . . .	14
Graphique A.1(b) : Revenu agricole au Canada (en dollars de 1997) . . . . .	14
Graphique A.2 : Exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard . . . . .	20
Graphique A.3 : Exploitation repère porcine du Sud-Est du Québec . . . . .	21
Graphique A.4 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario . . . . .	22
Graphique A.5 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux dans la zone de sols bruns de la Saskatchewan . . . . .	23
Graphique A.6 : Exploitation repère bovine du Centre-Ouest de l'Alberta . . . . .	24

### SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 1996-2000 . . . . .	39
Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2001 . . . . .	40
Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, au 31 mars 2001 . . . . .	41
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, 2000-2001 . . . . .	42
Graphique B.5 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1989-2002 . . . . .	47

### SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada, 1994-1995 à 2001-2002 . . . . .	55
Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale . . . . .	56
Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire . . . . .	68

### SECTION D : Transferts gouvernementaux aux producteurs agricoles

Graphique D.1 : Transferts gouvernementaux par source de transferts, Canada et provinces, 2000-2001 . . . . .	79
Graphique D.2 : Transferts gouvernementaux par objectif de programmes, Canada et provinces, 2000-2001 . . . . .	79
Graphique D.3 : Transferts gouvernementaux par type de transferts, Canada et provinces, 2000-2001 . . . . .	80
Graphique D.4 : Transferts gouvernementaux, Canada, 1995-1996 à 2000-2001 . . . . .	80

## ABRÉVIATIONS

<b>ACDI</b>	Agence canadienne de développement international	<b>LTGO</b>	Loi sur le transport du grain de l'Ouest
<b>ACRA</b>	Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole	<b>LTTMPM</b>	Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes
<b>CCB</b>	Commission canadienne du blé	<b>LVCPA</b>	Loi sur la vente coopérative des produits agricoles
<b>CSRN</b>	Compte de stabilisation du revenu net	<b>MSAA</b>	Mesures de soutien et d'ajustement en agriculture
<b>FAC</b>	Financement agricole Canada	<b>PCRA</b>	Programme canadien du revenu agricole
<b>GREPA</b>	Groupe de recherche en économie et politique agricoles	<b>PDF</b>	Programme de données fiscales
<b>LPAACFC</b>	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>LPAGP</b>	Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	<b>PNTS</b>	Programme national tripartite de stabilisation
<b>LPAR</b>	Loi sur les paiements anticipés des récoltes	<b>PPTGO</b>	Programme de paiements de transition pour les grains de l'Ouest
<b>LPCA</b>	Loi sur les programmes de commercialisation agricole	<b>RARB</b>	Régime d'assurance du revenu brut
<b>LSGO</b>	Loi sur la stabilisation concernant le grain de l'Ouest	<b>SEE</b>	Société pour l'expansion des exportations
<b>LSPA</b>	Loi sur la stabilisation des prix agricoles	<b>VPA</b>	Valeur de production ajustée
<b>LSTMRA</b>	Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région de l'Atlantique		

## SIGNES CONVENTIONNELS

- .. nombres indisponibles
- ... nombres n'ayant pas lieu de figurer
- x confidentiel

## INTRODUCTION

Le but du présent recueil de données est de faciliter l'accès aux principaux indicateurs économiques et financiers du secteur agricole, de même qu'à l'information sur l'aide gouvernementale accordée au secteur agricole et agroalimentaire. Les renseignements sont préparés en collaboration avec les ministères provinciaux de l'agriculture. D'autres membres d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et des fonctionnaires d'autres ministères provinciaux et fédéraux ont également participé à sa préparation.

Ce recueil de données se divise en quatre sections : La section A renferme de l'information relative au revenu agricole, la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles, la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire, et la section D renferme de l'information sur les transferts gouvernementaux aux producteurs agricoles. Des notes sur la méthodologie empruntée sont fournies à la fin de chaque section.

La présente édition renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers, y compris les données prévisionnelles du revenu agricole pour 2001 et 2002. Pendant l'année en cours, certaines parties du recueil de données seront mises à jour sur le site Web d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à l'adresse suivante : [www.agr.ca/spb/fiap/publication/databook/2002/db2002\\_f.htm](http://www.agr.ca/spb/fiap/publication/databook/2002/db2002_f.htm). Le calendrier provisoire de ces mises à jour figure ci-dessous. La prochaine édition sera publiée en mars 2003 et sera également accessible à partir du site Web du Ministère.

### MISES À JOUR ÉLECTRONIQUES POUR 2001

<b>Section A</b>	Revenu agricole • Niveau agrégé • Niveau de la ferme	Juillet Juillet et octobre
<b>Section B</b>	Situation financière des entreprises agricoles	Juillet et octobre
<b>Section C</b>	Dépenses publiques	Juillet et octobre
<b>Section D</b>	Transferts gouvernementaux	Juillet

### PERSONNES-RESSOURCES

#### Revenu agricole et aide gouvernementale

*Lambert Gauthier*

Tél. : 613-759-7414

Télé. : 613-759-7236

Internet : [gauthil@em.agr.ca](mailto:gauthil@em.agr.ca)

#### Situation financière des exploitations agricoles

*Gordon Andrusiak*

Tél. : 613-759-7286

Télé. : 613-759-7139

Internet : [andrusg@em.agr.ca](mailto:andrusg@em.agr.ca)

Vous pouvez également communiquer avec les personnes suivantes :

#### Revenu agricole—Niveau agrégé

*Rodney Myer (759-7409)*

Internet : [myerrod@em.agr.ca](mailto:myerrod@em.agr.ca)

#### Situation financière des entreprises agricoles

*Maurice Korol (759-7284)*

Internet : [korolma@em.agr.ca](mailto:korolma@em.agr.ca)

#### Revenu agricole—Niveau de la ferme

*Robert Koroluk (759-1889)*

Internet : [korolur@em.agr.ca](mailto:korolur@em.agr.ca)

#### Dépenses publiques

*Sylvie Derome (759-7465)*

Internet : [deromes@em.agr.ca](mailto:deromes@em.agr.ca)

#### Revenu des familles agricoles

*Dave Culver (759-1894)*

Internet : [culverd@em.agr.ca](mailto:culverd@em.agr.ca)

#### Transferts gouvernementaux

*Cameron Short (759-7426)*

Internet : [shortc@em.agr.ca](mailto:shortc@em.agr.ca)

## SOMMAIRE

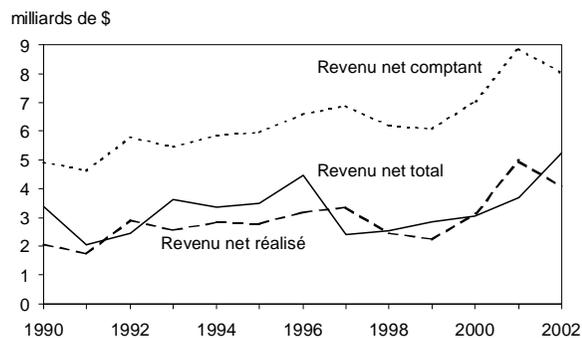
### A. Revenu agricole

#### Revenu agricole—Niveau agrégé

• En 2001, le revenu net réalisé (RNR) au Canada devrait être supérieur à celui de l'année antérieure et à la moyenne quinquennale (1996-2000), puisque les recettes commerciales supérieures, surtout du bétail, et les paiements de programme compensent amplement l'augmentation des frais d'exploitation. Le RNR au Canada devrait baisser en 2002 comparativement à 2001, surtout à cause des paiements de programmes moins élevés, mais il devrait être supérieur à la moyenne quinquennale.

• Toutes les provinces prévoient pour 2001 un RNR supérieur à celui de l'année précédente, sauf la Nouvelle-Écosse. Comparativement à 2001 à l'échelle des provinces, le RNR devrait diminuer en 2002 pour l'Ontario et les provinces des Prairies, mais il ne devrait être inférieur à la moyenne quinquennale qu'en Saskatchewan.

#### Revenu agricole au Canada



• Si la situation globale du revenu agricole s'améliore, celle de chaque exploitation peut varier considérablement en raison des produits, des conditions climatiques locales et de nombreux autres facteurs. Cette situation est particulièrement vraie pour les producteurs de céréales et d'oléagineux qui ont connu, ces dernières années, des prix défavorables et des conditions météorologiques exceptionnelles au cours de l'été 2001.

• Malgré un automne sec en 2001, on prévoit que les régions agricoles connaîtront des conditions météorologiques moyennes à compter de janvier 2002 jusqu'à la fin de la saison de végétation 2002. Néanmoins, les rendements en

Alberta et en Saskatchewan devraient être inférieurs à la moyenne étant donné le grave manque d'humidité du sous-sol.

Les principaux éléments des perspectives du revenu agricole pour 2001 et 2002 sont les suivants :

• Les recettes agricoles canadiennes tirées des récoltes devraient augmenter en 2001 et 2002. Cependant, elles seront légèrement inférieures à la moyenne quinquennale en 2001 et supérieures à cette moyenne en 2002. Malgré les mauvaises conditions agricoles dans l'Ouest canadien en 2001, les recettes tirées des récoltes de céréales, d'oléagineux et de cultures spécialisées devraient augmenter étant donné que l'augmentation des prix devrait compenser amplement la baisse des mises en marché. Les prix de ces denrées ont été soutenus par l'approvisionnement réduit en raison de la sécheresse et par la faiblesse du dollar canadien. Dans l'Est du Canada cependant, les recettes tirées des récoltes en 2001 devraient diminuer en raison des conditions agricoles défavorables et des prix qui demeurent relativement bas pour de nombreuses cultures, notamment, le maïs, le soja et la pomme de terre.

• On prévoit une hausse des recettes tirées du bétail en 2001, car les recettes de l'élevage porcin et bovin demeurent généralement fermes grâce à une combinaison des mises en marché et des prix. La sécheresse a provoqué des mises en marché de bétail plus importantes et un ralentissement de la reconstitution des troupeaux. Les prix de ces produits ont été soutenus par une demande relativement forte et la diminution des approvisionnements nord-américains, de même que par la faiblesse du dollar canadien. En 2002, les recettes tirées du bétail ne devraient pas bouger. Les recettes de l'élevage bovin devraient se stabiliser en raison de mises en marché moins importantes et des prix moyennement élevés. Les recettes de l'élevage porcin devraient diminuer légèrement puisque l'augmentation des mises en marché sera amplement compensée par le fléchissement des prix. Les recettes tirées de tous les produits soumis à la gestion de l'offre devraient continuer d'augmenter en 2001 avec la hausse des prix et de la production. En 2002, la concurrence accrue dans les prix due au fléchissement du prix des viandes rouges devrait aussi faire fléchir légèrement les prix de la volaille.

- Les paiements de programmes devraient augmenter en 2001 et dépasser de 900 millions de dollars les montants atteints en 2000. À cause de la sécheresse de l'été 2001 dans de nombreuses régions du Canada, les paiements d'assurance-récolte devraient atteindre des niveaux presque sans précédent, soit près du double de ceux de l'an dernier. Les paiements de programmes en 2001 ont nettement augmenté en raison des paiements ponctuels effectués au titre du plan d'aide d'urgence annoncé en mars 2001, des paiements anormalement élevés d'assurance-récolte dus à la sécheresse, lesquels devraient être effectués surtout en 2001, et des versements importants de l'Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole (ACRA) pour pallier les difficultés survenues en 1998 et 1999 ainsi que des paiements substantiels du Programme canadien du revenu agricole (PCRA) liés aux problèmes de revenus éprouvés en 2000. Les paiements de programmes devraient diminuer en 2002, mais ils seront quand même légèrement supérieurs à la moyenne quinquennale en raison de la fin des paiements d'aide d'urgence et des paiements moins importants dans tous les grands programmes de soutien.

- Les frais d'exploitation devraient augmenter en 2001 principalement en raison de la majoration du prix des engrais et des aliments industriels du bétail (+ 19 p. 100 et + 11 p. 100, respectivement). Le prix élevé des engrais est dû au prix élevé du gaz naturel et à la faible capacité de production d'engrais. Les achats de bétail devraient augmenter en 2001, principalement en raison des prix supérieurs des bovins et des porcs d'engraissement et de la hausse des prix des céréales fourragères. Les prix des carburants devraient être similaires à ceux de l'an dernier étant donné qu'ils fléchissent graduellement des niveaux très élevés qu'ils ont atteint au début de 2001 tandis que la demande stagne à cause du ralentissement de l'économie américaine. Les frais d'exploitation devraient continuer à augmenter en 2002, mais à un rythme plus lent, en raison de la hausse du prix des aliments industriels du bétail, des coûts de la main-d'oeuvre et des primes d'assurance-récolte et d'assurance contre la grêle. Les frais liés aux engrais devraient diminuer en 2002. Les charges d'amortissement devraient rester stables en 2001 et augmenter légèrement en 2002.

#### *Revenu agricole—Niveau de la ferme*

La construction des exploitations repères est fondée sur des données fiscales et des données d'enquête antérieures et les prévisions reposent principalement sur les résultats des prévisions sur le revenu agricole agrégé. Par conséquent, l'évolution du revenu transposée dans les prévisions sur l'exploitation repère de 2002 suppose que les exploitants adaptent leur production aux changements d'orientation et de grandeur qui se traduisent dans les estimations agrégées des provinces. Les rendements moyens des cultures et les niveaux de production animale sont inclus dans la période couverte par les prévisions. Cependant, de sérieuses variations régionales, comme des pertes répandues de récoltes, sont prises en compte lorsqu'elles sont pertinentes dans la construction du modèle. De plus, les exploitations sont conçues de façon que leur taille augmente avec le temps sous l'effet de l'adoption de nouvelles technologies et d'une meilleure efficacité sur le plan de la production.

- Une exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard devrait connaître une baisse de 67 p. 100 de son revenu net comptant en 2002. Les ventes de pommes de terre sont de 16 p. 100 supérieures, sous l'effet conjugué d'une augmentation anticipée des prix des pommes de terre bien que le volume des ventes soit inférieur. Les dépenses sont légèrement plus faibles en raison principalement de baisses des coûts des engrais.

- L'exploitation porcine repère de la région de Québec s'est agrandie régulièrement ces dernières années grâce à paiements de programmes substantiels. Après l'année 2000 où le revenu a été très élevé, le revenu net comptant devrait diminuer de 23 p. 100 en 2001 et de 13 p. 100 en 2002. La production porcine devrait être légèrement à la hausse et les prix en baisse d'environ 7 p. 100 par rapport à leurs niveaux de 2001. Parallèlement aux augmentations de production, les coûts des aliments du bétail seront plus élevés. Cependant, les coûts du carburant et de l'achat d'animaux conjugués devraient donner lieu à une baisse de 1 p. 100 des dépenses totales.

- En 2002, une exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario devrait atteindre un revenu net comptant fortement inférieur, en baisse de 48 p. 100. Les recettes monétaires totales sont réduites de 10 p. 100, principalement en raison de la baisse des paiements de programmes. Les prix du blé et du

mais devraient être plus fermes alors que ceux du soya devraient diminuer. La baisse des coûts des engrais a empêché une hausse des dépenses d'exploitation totales.

- Les recettes engendrées par les céréales et les oléagineux de l'exploitation repère de la Saskatchewan devraient diminuer de 9 p. 100 en 2002, même si les rendements reviennent à la normale. La sécheresse de 2001 se manifeste par la baisse des ventes des stocks de report de récoltes et de plus faibles paiements finals en 2002. Un paiement en cas de catastrophe sera autorisé, mais ne sera pas versé avant l'année suivante. Les prix du blé de printemps et de l'orge ont augmenté, alors que celui des pois secs est à la baisse. Bien que les coûts des engrais aient diminué, les augmentations des coûts généraux ont donné lieu à une augmentation de 1 p. 100 des dépenses d'exploitation totales. Dans l'ensemble, le revenu net comptant fléchit de 69 p. 100.

- Le revenu net comptant d'une exploitation bovine du Centre-Ouest de l'Alberta demeure élevé en 2002, bien qu'accusant une baisse de 3 p. 100 par rapport à 2001. Les recettes monétaires totales demeurent pratiquement inchangées, l'augmentation des ventes de bovins compensant la baisse des paiements de programmes. Les frais d'exploitation totaux ont augmenté de 1 p. 100 en raison de l'augmentation des dépenses liées à l'élevage.

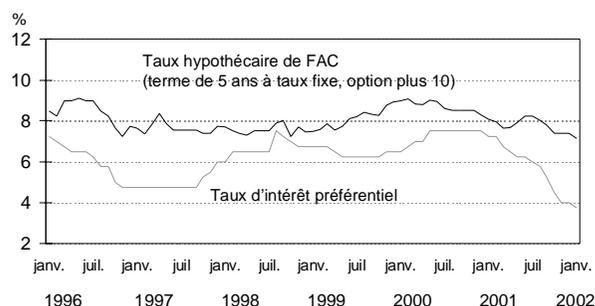
## B. Situation financière des entreprises agricoles

- En 2000, l'endettement agricole au Canada a augmenté de 6,5 p. 100. On trouve le plus fort pourcentage d'augmentation au Québec et au Nouveau-Brunswick.
- Le nombre de faillites d'agriculteurs a augmenté légèrement, passant de 213 en 2000 à 220 en 2001. Il s'agissait toutefois du deuxième nombre de faillites le plus bas au cours de deux décennies.
- De 1999-2000 à 2000-2001, Financement agricole Canada a augmenté son nombre total de prêts de 2,1 p. 100 et le montant total de ces prêts de 9,6 p. 100. Malgré une diminution du nombre de prêts approuvés par rapport à 1999-2000, le montant moyen des prêts approuvés a augmenté de 16,2 p. 100 en 2000-2001.
- La valeur des nouveaux prêts enregistrés en vertu de la LPAACFC a diminué de 12,5 p. 100 entre 1999-2000 et 2000-2001.

- L'actif et la valeur nette moyens des exploitations agricoles canadiennes ont augmenté entre 1997 et 1999.

- On a constaté une augmentation marquée du prix des engrais azotés tant au Canada qu'aux États-Unis entre l'automne 2000 et le printemps 2001. L'augmentation des prix provient des compressions effectuées par les producteurs d'azote en réaction à la hausse des prix du gaz naturel. Les prix d'azote se sont affaiblis au cours des derniers mois comparativement à ceux qui prévalaient au printemps 2001. Les prix du carburant sont généralement plus faibles qu'ils ne l'étaient à l'automne 2000.

### Taux d'intérêt hypothécaire de FAC



## C. Dépenses gouvernementales

- Les dépenses publiques englobent tous les frais liés aux secteurs agroalimentaires qui entrent dans les comptes publics des gouvernements fédéral et provinciaux. Elles comprennent les frais d'exploitation et d'investissement ainsi que les versements ou les contributions nécessaires au titre des divers programmes gouvernementaux.

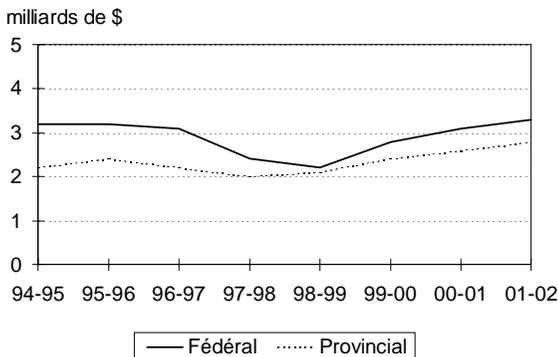
- Les dépenses fédérales pour 2000-2001 représentent des données réelles extraites principalement des comptes publics. Les dépenses provinciales présentées pour la même période sont également constituées de données réelles, sauf pour la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick où elles sont encore des estimations. Pour 2001-2002, les dépenses publiques proviennent surtout des documents relatifs aux budgets fédéral et provinciaux de 2001, y compris le Budget supplémentaire des dépenses (A) publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

- Les dépenses fédérales devraient augmenter de 11,5 p. 100 (324 millions de dollars) par rapport à celles de l'année précédente pour atteindre 3,15 milliards de dollars en 2000-2001. Cette augmentation portera le soutien du fédéral au secteur agroalimentaire au-dessus de la moyenne

quinquennale précédente (1995-1996 à 1999-2000), de 2,68 milliards de dollars. Le soutien fédéral devrait augmenter de 5,5 p. 100 en 2001-2002 pour se chiffrer à 3,32 milliards de dollars. Ce montant comprend le Budget supplémentaire des dépenses pour la gestion des risques agricoles, soit 550 millions de dollars.

• En 2000-2001 et 2001-2002, les paiements de programmes, constitués en grande partie par des versements directs aux producteurs, représentent respectivement 55 p. 100 et 54 p. 100 de l'aide fédérale totale au secteur agroalimentaire. La recherche et l'inspection se classent au deuxième rang, avec 23 p. 100 et 22 p. 100 en 2000-2001 et 2001-2002 respectivement. Les catégories Aide alimentaire, Aide internationale, Développement régional et Commerce représentent ensemble 17 p. 100 et 18 p. 100 du soutien fédéral pour chacune des années.

#### Dépenses agroalimentaires



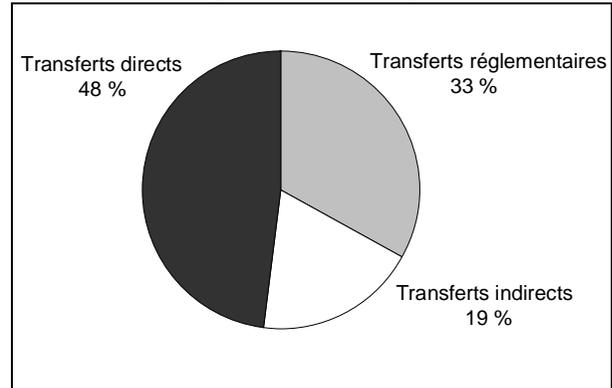
• Les dépenses provinciales devraient augmenter de 7 p. 100 (171 millions de dollars) en 2000-2001 pour s'établir à 2,60 milliards de dollars. Des augmentations ont été enregistrées à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique. Les paiements de programmes en 2000-2001 constituent la plus importante catégorie de soutien, totalisant 45 p. 100 des dépenses.

• Les dépenses provinciales devraient augmenter de 6,6 p. 100 en 2001-2002 pour s'établir à 2,78 milliards de dollars. Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan et l'Alberta prévoient des hausses de leurs dépenses. Les paiements de programmes devraient représenter 49 p. 100 de l'aide provinciale accordée en 2001-2002 au secteur agroalimentaire.

#### D. Transferts gouvernementaux

• Les transferts gouvernementaux aux producteurs tiennent compte des transferts directs (des contribuables aux producteurs), des transferts indirects (des contribuables au secteur agricole, mais non directement aux producteurs) et des règlements gouvernementaux qui offrent un soutien indirect en garantissant un taux de rendement du marché plus élevé (transferts des consommateurs aux producteurs).

##### Transferts gouvernementaux, 2000-2001



• Les transferts gouvernementaux en valeur et en pourcentage, accordés aux producteurs pour les exercices 1999-2000 et 2000-2001, sont présentés dans le tableau qui suit. Les principaux résultats sont les suivants :

- La valeur de l'aide gouvernementale apportée aux producteurs canadiens en 2000-2001 s'est chiffrée à 4,86 milliards de dollars, soit 310 millions de dollars de plus que l'année précédente.
- Une augmentation de la valeur en dollars des transferts gouvernementaux a été observée dans six provinces en 2000-2001. La plus forte hausse a été enregistrée en Alberta (+140 millions) suivie du Québec (94 millions). La plus forte baisse a été observée en Nouvelle-Écosse (13 millions) suivie du Nouveau-Brunswick (5 millions).
- Au niveau national, les transferts gouvernementaux, en dollars par 100 \$ de la valeur de production ajustée (VPA), se sont chiffrés à 15,2 en 2000-2001, soit une hausse par rapport aux 14,0 en 1999-2000. Au niveau provincial, le Québec et l'Alberta ont connu la plus forte hausse, soit une augmentation de 2,3 \$ par 100 \$ de VPA. Quant à la

Nouvelle-Écosse, elle a connu la plus forte baisse, soit une diminution de 3,3 \$ par 100 \$ de VPA.

#### Transferts gouvernementaux, Canada et provinces

	1999-2000		2000-2001	
	millions de \$	\$/100 \$ VPA <sup>(1)</sup>	millions de \$	\$/100 \$ VPA
Terre-Neuve	16	22,6	16	23,6
Île-du-Prince-Édouard	49	12,0	52	13,1
Nouvelle-Écosse	75	19,7	61	16,5
Nouveau-Brunswick	55	15,5	50	14,1
Québec	1 164	21,5	1 258	23,8
Ontario	1 116	16,0	1 146	16,6
Manitoba	410	11,7	409	10,2
Saskatchewan	774	11,2	837	12,7
Alberta	658	9,4	798	11,8
Colombie-Britannique	233	16,5	231	18,4
Canada	4 550	14,0	4 860	15,2

NOTE :

- (1) La valeur de production ajustée (VPA) est la somme de la moyenne triennale de la valeur de la production des années les plus récentes et du total des transferts directs aux producteurs de l'année en cours. Par exemple, la VPA pour les calculs de 2000-2001 est la somme de la valeur de la production moyenne établie pour les exercices 1998-1999 à 2000-2001 et des transferts directs aux producteurs pour 2000-2001.

**SECTION A**  
**Revenu agricole**

**Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces, 2000-2002**

	2000	Moyenne	2001	Variation		2002	Variation	
		96-00		01/00	01/96-00		02/01	02/96-00
	millions \$	millions \$	millions \$	%	%	millions \$	%	%
<b>CANADA</b>								
Recettes des cultures	13 114	13 745	13 595	4	-1	14 192	4	3
Recettes du bétail	17 030	15 034	18 746	10	25	18 880	1	26
Recettes totales du marché	30 144	28 779	32 341	7	12	33 071	2	15
Paiements des programmes	2 829	1 730	3 729	32	116	2 371	-36	37
Recettes monétaires totales	32 973	30 508	36 070	9	18	35 442	-2	16
Dépenses d'exploitation nettes	25 932	23 953	27 197	5	14	27 419	1	14
Revenu net comptant	7 041	6 555	8 873	26	35	8 023	-10	22
Revenu net réalisé	3 160	2 887	4 985	58	73	4 077	-18	41
Revenu net total	3 054	3 067	3 709	21	21	5 235	41	71
<b>TERRE-NEUVE</b>								
Recettes des cultures	15	14	16	6	12	16	4	17
Recettes du bétail	57	59	60	5	1	65	9	10
Recettes totales du marché	72	73	76	5	3	82	8	12
Paiements des programmes	0	3	1	121	-71	1	-23	-77
Recettes monétaires totales	73	76	77	6	1	82	7	8
Dépenses d'exploitation nettes	63	61	65	4	8	67	2	11
Revenu net comptant	10	16	11	15	-28	16	37	-1
Revenu net réalisé	7	12	8	25	-34	12	51	0
Revenu net total	6	12	8	32	-36	12	50	-4
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>								
Recettes des cultures	186	186	152	-18	-18	175	15	-6
Recettes du bétail	119	113	128	8	13	131	3	16
Recettes totales du marché	305	299	280	-8	-6	307	9	2
Paiements des programmes	17	13	58	243	331	50	-15	267
Recettes monétaires totales	322	313	338	5	8	356	5	14
Dépenses d'exploitation nettes	281	260	288	3	11	290	0	12
Revenu net comptant	41	53	50	22	-5	66	33	26
Revenu net réalisé	7	23	16	133	-31	31	94	33
Revenu net total	25	28	-49	-294	-274	97	-299	245
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE</b>								
Recettes des cultures	142	127	121	-15	-5	143	19	13
Recettes du bétail	262	247	281	7	14	283	1	15
Recettes totales du marché	404	375	401	-1	7	427	6	14
Paiements des programmes	12	12	18	51	46	10	-46	-21
Recettes monétaires totales	415	387	420	1	8	437	4	13
Dépenses d'exploitation nettes	327	306	343	5	12	347	1	13
Revenu net comptant	88	81	77	-13	-5	89	16	11
Revenu net réalisé	48	44	36	-24	-18	47	31	7
Revenu net total	49	43	35	-29	-19	44	27	3

Source : Données historiques (2000), Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.  
Données prévisionnelles de 2001 et 2002, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

**Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces, 2000-2002 (suite)**

	2000	Moyenne	2001	Variation		2002	Variation	
		96-00		01/00	01/96-00		02/01	02/96-00
	millions \$	millions \$	millions \$	%	%	millions \$	%	%
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK</b>								
Recettes des cultures	165	154	183	11	19	205	12	33
Recettes du bétail	194	179	215	11	20	219	2	22
Recettes totales du marché	359	333	398	11	19	424	7	27
Paiements des programmes	6	9	7	27	-21	5	-37	-50
Recettes monétaires totales	364	343	405	11	18	429	6	25
Dépenses d'exploitation nettes	302	280	317	5	13	320	1	14
Revenu net comptant	62	63	88	41	39	109	24	73
Revenu net réalisé	30	34	56	86	62	75	36	120
Revenu net total	41	37	49	21	33	84	71	127
<b>QUÉBEC</b>								
Recettes des cultures	1 285	1 222	1 244	-3	2	1 360	9	11
Recettes du bétail	3 595	3 268	3 842	7	18	3 875	1	19
Recettes totales du marché	4 880	4 489	5 086	4	13	5 235	3	17
Paiements des programmes	565	500	611	8	22	462	-24	-8
Recettes monétaires totales	5 445	4 990	5 697	5	14	5 697	0	14
Dépenses d'exploitation nettes	4 149	3 827	4 364	5	14	4 315	-1	13
Revenu net comptant	1 296	1 163	1 333	3	15	1 382	4	19
Revenu net réalisé	846	761	868	3	14	895	3	18
Revenu net total	751	764	950	26	24	922	-3	21
<b>ONTARIO</b>								
Recettes des cultures	3 328	3 096	3 132	-6	1	3 296	5	6
Recettes du bétail	4 138	3 804	4 428	7	16	4 465	1	17
Recettes totales du marché	7 466	6 900	7 560	1	10	7 761	3	12
Paiements des programmes	423	248	775	83	213	444	-43	80
Recettes monétaires totales	7 889	7 148	8 334	6	17	8 206	-2	15
Dépenses d'exploitation nettes	6 265	5 795	6 563	5	13	6 618	1	14
Revenu net comptant	1 623	1 353	1 771	9	31	1 587	-10	17
Revenu net réalisé	716	501	869	21	74	671	-23	34
Revenu net total	471	480	732	56	52	906	24	89
<b>MANITOBA</b>								
Recettes des cultures	1 282	1 541	1 491	16	-3	1 605	8	4
Recettes du bétail	1 567	1 290	1 812	16	40	1 810	0	40
Recettes totales du marché	2 849	2 831	3 304	16	17	3 415	3	21
Paiements des programmes	285	158	371	31	135	157	-58	-1
Recettes monétaires totales	3 133	2 989	3 675	17	23	3 572	-3	19
Dépenses d'exploitation nettes	2 506	2 356	2 632	5	12	2 660	1	13
Revenu net comptant	627	633	1 044	67	65	912	-13	44
Revenu net réalisé	277	296	696	151	135	564	-19	91
Revenu net total	469	370	569	21	54	650	14	76

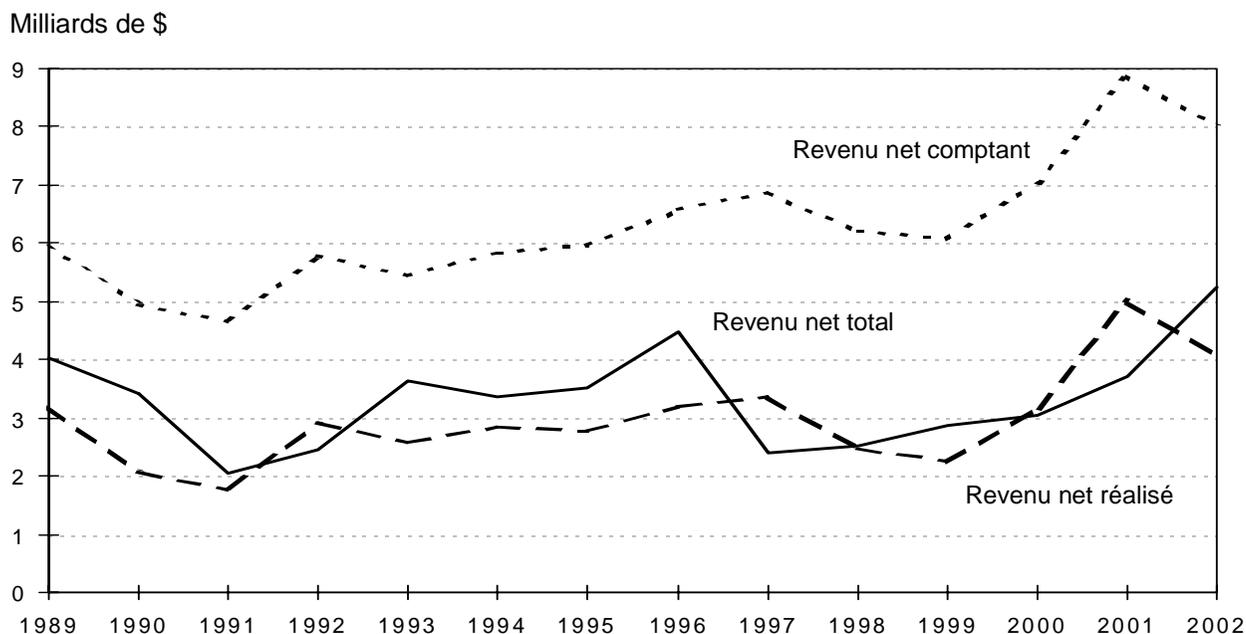
Source : Données historiques (2000), Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.  
Données prévisionnelles de 2001 et 2002, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

**Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces, 2000-2002 (suite)**

	2000	Moyenne		Variation		2002	Variation	
		96-00	2001	01/00	01/96-00		02/01	02/96-00
	millions \$	millions \$	millions \$	%	%	millions \$	%	%
<b>SASKATCHEWAN</b>								
Recettes des cultures	3 474	3 995	3 873	11	-3	3 746	-3	-6
Recettes du bétail	1 568	1 294	1 761	12	36	1 781	1	38
Recettes totales du marché	5 043	5 289	5 634	12	7	5 527	-2	5
Paiements des programmes	776	444	963	24	117	708	-26	60
Recettes monétaires totales	5 818	5 732	6 597	13	15	6 235	-5	9
Dépenses d'exploitation nettes	4 523	4 330	4 756	5	10	4 852	2	12
Revenu net comptant	1 296	1 402	1 841	42	31	1 383	-25	-1
Revenu net réalisé	425	555	972	129	75	517	-47	-7
Revenu net total	516	632	153	-70	-76	942	516	49
<b>ALBERTA</b>								
Recettes des cultures	2 284	2 572	2 325	2	-10	2 530	9	-2
Recettes du bétail	4 447	3 789	5 069	14	34	5 091	0	34
Recettes totales du marché	6 732	6 361	7 394	10	16	7 621	3	20
Paiements des programmes	707	306	862	22	182	489	-43	60
Recettes monétaires totales	7 439	6 667	8 256	11	24	8 110	-2	22
Dépenses d'exploitation nettes	5 943	5 267	6 171	4	17	6 251	1	19
Revenu net comptant	1 496	1 400	2 085	39	49	1 859	-11	33
Revenu net réalisé	506	464	1 090	115	135	849	-22	83
Revenu net total	436	513	892	105	74	1 178	32	130
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>								
Recettes des cultures	953	838	1 058	11	26	1 115	5	33
Recettes du bétail	1 083	989	1 150	6	16	1 159	1	17
Recettes totales du marché	2 036	1 827	2 208	8	21	2 273	3	24
Paiements des programmes	39	36	63	63	75	46	-27	28
Recettes monétaires totales	2 075	1 863	2 271	9	22	2 319	2	24
Dépenses d'exploitation nettes	1 572	1 471	1 698	8	15	1 700	0	16
Revenu net comptant	503	392	573	14	46	619	8	58
Revenu net réalisé	299	196	373	25	91	415	11	112
Revenu net total	291	187	371	27	98	400	8	114

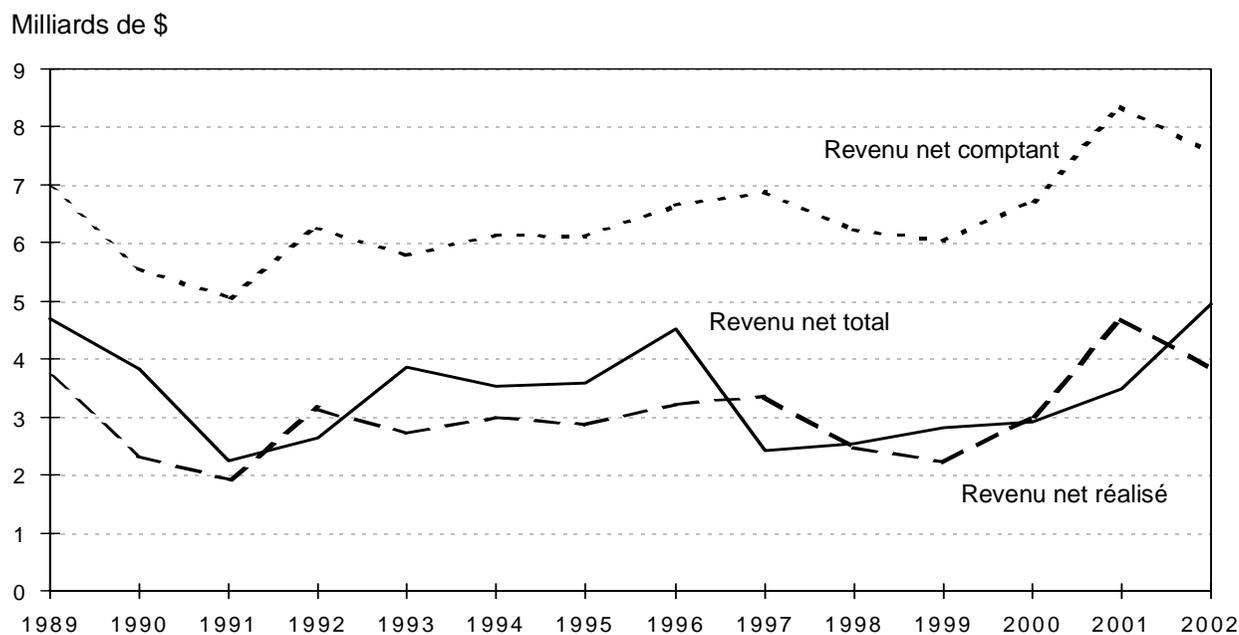
Source : Données historiques (2000), Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.  
Données prévisionnelles de 2001 et 2002, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

### Graphique A.1(a) : Revenu agricole au Canada (dollars courants)



Source : Données historiques, Statistique Canada, n° 21-603, *Statistiques économiques agricoles*.  
Données prévisionnelles de 2001 et 2002, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

### Graphique A.1(b) : Revenu agricole au Canada (en dollars de 1997)



Source : Calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à partir des données de Statistique Canada et de celles du Conference Board du Canada pour le déflateur du PIB. Données prévisionnelles d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

**Tableau A.2 : Production de grains, oléagineux et cultures spéciales par province (milliers de tonnes)**

Cultures	Données	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Grand Total
Blé excluant blé dur	production actuelle 2000	36,6	9,6	11,0	88,8	1 477,8	4 124,5	8 775,3	6 539,4	93,9	21 156,9
	prévisions d'octobre 2001	29,8	8,6	12,3	116,9	1 222,0	3 617,2	7 247,8	5 456,7	79,5	17 790,8
	prévisions actuelles 2001	24,7	8,5	9,5	116,9	1 222,0	3 485,0	7 670,8	5 606,5	83,6	18 227,5
Blé dur	production actuelle 2000						141,5	4 757,3	748,4		5 647,2
	prévisions d'octobre 2001						33,2	2 367,8	503,5		2 904,5
	prévisions actuelles 2001						33,7	2 517,4	503,5		3 054,6
Avoine	production actuelle 2000	13,9	5,0	23,1	180,0	66,3	1 016,3	1 377,2	657,0	50,6	3 389,4
	prévisions d'octobre 2001	7,0	4,3	23,1	210,0	74,0	786,5	1 079,5	601,5	52,4	2 838,3
	prévisions actuelles 2001	7,1	5,8	18,6	210,0	74,0	771,1	1 033,3	592,2	57,1	2 769,2
Orge	production actuelle 2000	128,8	12,9	56,6	405,0	287,4	1 622,0	5 477,9	5 388,7	88,8	13 468,1
	prévisions d'octobre 2001	105,6	7,6	60,9	485,0	387,5	1 328,1	3 614,2	5 007,7	106,7	11 103,3
	prévisions actuelles 2001	97,2	10,1	54,9	485,0	387,5	1 284,6	3 697,0	5 225,4	113,2	11 354,9
Seigle	production actuelle 2000					61,0	55,9	97,8	42,5	0,0	257,2
	prévisions d'octobre 2001						54,6	40,1	71,9	2,0	214,3
	prévisions actuelles 2001				3,2	54,6	41,9	55,6	34,3	4,3	193,9
Maïs	production actuelle 2000		11,3		2 040,0	4 483,3	264,2		27,9		6 826,7
	prévisions d'octobre 2001		9,5		2 800,0	4 750,0	172,1		11,0		7 742,6
	prévisions actuelles 2001		12,1		2 950,0	5 029,4	172,7		6,6		8 170,8
Canola	production actuelle 2000				10,5	31,3	1 487,8	3 379,3	2 154,6	55,2	7 118,7
	prévisions d'octobre 2001				10,0	31,3	1 100,0	2 018,5	1 587,6	41,4	4 788,8
	prévisions actuelles 2001				10,0	31,3	1 145,3	2 109,2	1 723,7	42,5	5 062,0
Lin	production actuelle 2000						205,7	469,9	17,8		693,4
	prévisions d'octobre 2001						215,9	468,7	19,1		703,7
	prévisions actuelles 2001						199,4	482,6	20,3		702,3
Soya	production actuelle 2000	4,7			385,0	2 313,3					2 703,0
	prévisions d'octobre 2001	8,8			380,0	1 660,1					2 048,9
	prévisions actuelles 2001	4,4			320,0	1 224,7	32,7				1 581,8
Pois secs	production actuelle 2000						160,5	2 072,4	620,5	10,9	2 864,3
	prévisions d'octobre 2001						168,5	1 448,1	549,8	9,0	2 175,4
	prévisions actuelles 2001						170,7	1 475,1	541,6	9,0	2 196,4
Total, production actuelle 2000		184,0	38,8	90,7	3 109,3	8 720,4	9 078,4	26 407,1	16 196,8	299,4	64 124,9
Total, prévisions d'octobre 2001		151,2	30,0	96,3	4 001,9	8 179,5	7 461,6	18 316,5	13 782,6	291,0	52 310,6
Total, prévisions actuelles 2001		133,4	36,5	83,0	4 095,1	8 023,5	7 337,1	19 041,0	14 254,1	309,7	53 313,4

Variation depuis les prévisions d'octobre : -11,8 % 21,7 % -13,8 % 2,3 % -1,9 % -1,7 % 4,0 % 3,4 % 6,4 % 1,9 %  
 2001 par rapport à 2000 : -27,5 % -5,9 % -8,5 % 31,7 % -8,0 % -19,2 % -27,9 % -12,0 % 3,4 % -16,9 %

- Note
- Les données d'octobre sur la production sont tirées des estimations de septembre de la production des cultures publiées le 5 octobre par Statistique Canada, sauf pour le maïs en Nouvelle-Écosse, au Manitoba et en Alberta, et le soya à l'Île-du-Prince-Édouard.
  - Les prévisions actuelles de production sont tirées des estimations de novembre de la production des cultures publiées le 5 décembre par Statistique Canada.
  - Ne comprend pas les lentilles, les graines de moutarde, l'alpiste des canaries, les haricots secs et les graines de tournesol.

**Tableau A.3 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2001 et 2002**

	2001	2002
	(\$)	
<b>CANADA</b>		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	271 198 240	133 359 550
Fonds 2	498 854 427	353 365 813
Total	770 052 668	486 725 362
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	360 284 827	379 079 985
Fonds 2	357 433 030	375 350 651
Total	717 717 857	754 430 636
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	1 764 525 391	2 010 245 826
Fonds 2	1 564 992 971	1 792 032 332
Total	3 329 518 362	3 802 278 158
Retraits potentiels		
Fonds 1	510 311 094	398 070 147
Fonds 2	988 681 453	696 732 357
Total	1 498 992 547	1 094 802 505
<b>TERRE-NEUVE</b>		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	55 000	55 000
Fonds 2	150 000	150 000
Total	205 000	205 000
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	100 231	135 701
Fonds 2	103 385	226 169
Total	203 616	361 870
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	753 374	834 076
Fonds 2	1 007 850	1 211 849
Total	1 761 225	2 045 924
Retraits potentiels		
Fonds 1	300 000	300 000
Fonds 2	421 991	400 000
Total	721 991	700 000
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	6 344 175	4 760 999
Fonds 2	10 267 511	11 838 674
Total	16 611 686	16 599 673
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	5 395 333	6 475 612
Fonds 2	5 395 333	6 475 612
Total	10 790 665	12 951 223
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	24 038 744	25 753 357
Fonds 2	20 440 980	19 809 241
Total	44 479 724	45 562 598
Retraits potentiels		
Fonds 1	6 616 567	16 354 587
Fonds 2	13 409 984	23 568 233
Total	20 026 551	39 922 819

**Tableau A.3 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2001 et 2002 (suite)**

	2001	2002
	(\$)	
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE</b>		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	1 300 797	1 255 486
Fonds 2	2 822 134	3 650 103
Total	4 122 931	4 905 589
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	3 363 694	2 889 733
Fonds 2	3 363 694	2 889 733
Total	6 727 387	5 779 466
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	13 325 567	14 959 814
Fonds 2	11 493 386	12 744 617
Total	24 818 953	27 704 431
Retraits potentiels		
Fonds 1	3 143 545	4 827 086
Fonds 2	5 030 219	7 104 666
Total	8 173 763	11 931 752
<b>NOUVEAU BRUNSWICK</b>		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	1 205 728	800 000
Fonds 2	985 551	750 000
Total	2 191 278	1 550 000
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	2 502 745	2 200 000
Fonds 2	2 502 745	2 200 000
Total	5 005 491	4 400 000
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	10 947 888	12 347 888
Fonds 2	11 196 019	12 700 000
Total	22 143 907	25 047 888
Retraits potentiels		
Fonds 1	2 632 257	2 100 000
Fonds 2	5 052 153	4 800 000
Total	7 684 409	6 900 000
<b>QUÉBEC</b>		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	3 362 985	2 001 342
Fonds 2	6 057 477	6 079 994
Total	9 420 463	8 081 336
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	8 978 240	8 900 780
Fonds 2	8 978 240	8 900 780
Total	17 956 479	17 801 560
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	33 830 130	40 729 568
Fonds 2	25 155 320	30 184 933
Total	58 985 450	70 914 500
Retraits potentiels		
Fonds 1	5 872 060	9 613 397
Fonds 2	10 871 294	17 264 288
Total	16 743 354	26 877 685

**Tableau A.3 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2001 et 2002 (suite)**

	2001	2002
	(\$)	
<b>ONTARIO</b>		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	67 777 592	43 240 619
Fonds 2	117 643 492	113 200 471
Total	185 421 084	156 441 090
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	109 819 608	106 891 026
Fonds 2	106 964 656	103 071 225
Total	216 784 264	209 962 251
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	450 051 908	513 702 315
Fonds 2	350 794 279	392 345 738
Total	800 846 187	906 048 053
Retraits potentiels		
Fonds 1	104 706 420	123 231 306
Fonds 2	191 034 032	220 253 262
Total	295 740 451	343 484 568
<b>MANITOBA</b>		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	38 452 336	10 733 011
Fonds 2	70 830 215	26 399 263
Total	109 282 551	37 132 274
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	46 470 025	54 321 224
Fonds 2	46 470 025	54 321 224
Total	92 940 050	108 642 447
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	238 239 579	281 827 792
Fonds 2	205 312 159	258 270 796
Total	443 551 738	540 098 588
Retraits potentiels		
Fonds 1	81 625 836	35 357 827
Fonds 2	146 360 876	53 763 765
Total	227 986 713	89 121 592
<b>SASKATCHEWAN</b>		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	93 020 717	33 281 316
Fonds 2	188 272 060	98 700 785
Total	281 292 777	131 982 101
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	104 191 953	114 422 808
Fonds 2	104 191 954	114 422 808
Total	208 383 907	228 845 616
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	589 887 067	671 028 559
Fonds 2	590 462 181	676 956 698
Total	1 180 349 248	1 347 985 257
Retraits potentiels		
Fonds 1	181 247 242	101 918 845
Fonds 2	396 192 832	195 676 367
Total	577 440 074	297 595 211

**Tableau A.3 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2001 et 2002 (suite)**

	2001	2002
	(\$)	
<b>ALBERTA</b>		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	52 316 656	29 071 134
Fonds 2	90 893 448	78 151 016
Total	143 210 104	107 222 150
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	70 969 323	74 976 685
Fonds 2	70 969 323	74 976 685
Total	141 938 645	149 953 370
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	364 702 870	410 608 422
Fonds 2	316 090 117	354 749 548
Total	680 792 988	765 357 969
Retraits potentiels		
Fonds 1	110 576 296	84 006 028
Fonds 2	200 625 627	149 304 848
Total	311 201 923	233 310 875
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	7 362 254	8 160 643
Fonds 2	10 932 540	14 445 506
Total	18 294 794	22 606 150
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	8 493 676	7 866 416
Fonds 2	8 493 676	7 866 416
Total	16 987 352	15 732 832
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	38 748 264	38 454 036
Fonds 2	33 040 679	33 058 913
Total	71 788 943	71 512 949
Retraits potentiels		
Fonds 1	13 590 872	20 361 073
Fonds 2	19 682 445	24 596 929
Total	33 273 317	44 958 002

**NOTES :**

**Compte de stabilisation du revenu net (CSRN) :** Programme volontaire mis au point conjointement par les producteurs, le gouvernement du Canada et les provinces participantes. Le CSRN, qui fait partie des programmes de protection du revenu agricole du Canada, est conçu pour aider chaque producteur à stabiliser son revenu agricole à long terme. Les producteurs déposent tous les ans une somme d'argent dans leur compte CSRN et les gouvernements versent une contribution de contrepartie. (Pour de plus amples renseignements, visitez le CSRN sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.agr.ca/nisa/>).

**Retraits totaux :** Total des fonds réels retirés par les producteurs dans le cadre du programme CSRN pour l'année donnée.

**Fonds 1 :** Fonds dans lequel se trouvent les dépôts donnant droit à la contribution de contrepartie et ceux n'y donnant pas droit au titre du programme CSRN.

**Fonds 2 :** Fonds qui contiennent les contributions gouvernementales (fédérales et provinciales) et tous les intérêts sur les deux fonds, y compris les bonis d'intérêts. Les retraits sont d'abord effectués du Fonds 2. Une fois ce fonds épuisé, les retraits sont effectués du Fonds 1.

**Dépôts totaux :** Total des dépôts des participants et des contributions gouvernementales. Les dépôts des participants et les contributions des gouvernements ne sont pas égaux en raison des taux de contribution différents pour l'autogestion du risque en Ontario.

**Soldes en fin d'exercice :** Les soldes totaux du Fonds 1 et du Fonds 2 après avoir tenu compte des dépôts, des intérêts accumulés et des retraits pour l'année donnée.

**Retraits potentiels :** Total des fonds disponibles pouvant être retirés annuellement, en tenant compte des soldes des fonds et des indemnités versées dans le cadre du programme.

**Tableau A.4 : Exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard**

Comptabilité de caisse (\$)	1997	1998	1999	2000	2001p	2002p
Ventes de pommes de terre	180 684	303 419	299 466	241 365	187 930	217 733
Paiements des programmes (1)	30 582	29 805	6 830	6 802	118 309	48 952
Autres recettes monétaires	46 852	55 244	50 189	52 942	56 841	60 124
Recettes monétaires totales	258 118	388 469	356 484	301 109	363 079	326 810
Dépenses totales en espèces	220 204	317 055	293 755	307 752	312 595	310 372
Revenu net comptant	37 914	71 414	62 729	-6 643	50 484	16 438

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2001 et 2002 sont des prévisions.

**Graphique A.2 : Exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard**

### Points d'importance

- Les ventes de pommes de terre devraient augmenter de 16 p. 100 en 2002, sous l'effet conjugué d'une hausse de 23 p. 100 des prix des pommes de terre et d'une baisse de 6 p. 100 de la production de la pomme de terre. Les prix de la pomme de terre sont en hausse après un fléchissement constant depuis 1999.
- Les paiements de programmes ont été particulièrement élevés en 2001 et 2002. En 2001, au titre du programme de résorption des excédents de pommes de terre, on a versé 38 200 \$, alors qu'un montant supplémentaire de 13 600 \$ a été payé au titre du programme provincial d'aide en cas de catastrophe en raison de l'infestation par la gale verruqueuse de la pomme de terre. Au titre du programme d'aide en cas de catastrophe, on a aussi versé 18 400 \$ en 2002. L'exploitant était admissible aux retraits du CSRN au cours des deux premières années de la période, les marges bénéficiaires brutes sur cinq ans étant demeurées élevées en raison de revenus annuels intéressants au début des années 1990. Un prélèvement d'importance du CSRN est effectué en 2001 (53 800 \$) et en 2002 (41 600 \$) pour compenser la baisse des revenus qui survient depuis 2000.
- Les dépenses monétaires totales devraient diminuer de 1 p. 100 en 2002 principalement en raison de la baisse des coûts des engrais.
- Le revenu net comptant, en baisse de 67 p. 100 par rapport à 2001, est bien inférieur à la moyenne quinquennale antérieure de 40 200 \$. La remontée de 2001 était attribuable à des paiements de programmes plus élevés qui ne sont plus disponibles en 2002.

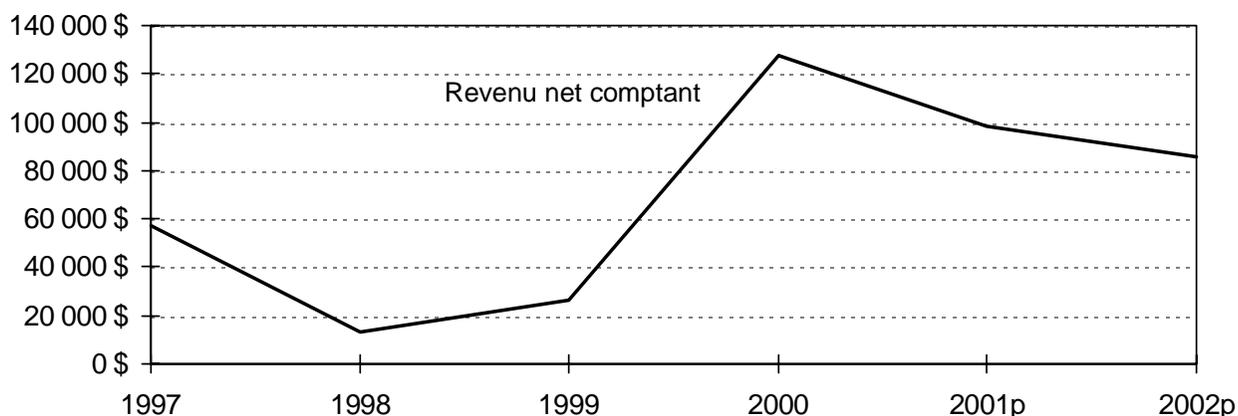
**Tableau A.5 : Exploitation repère porcine du Sud-Est du Québec**

Comptabilité de caisse (\$)	1997	1998	1999	2000	2001p	2002p
Ventes de porcs	421 022	349 115	359 772	489 535	547 563	532 791
Paiements des programmes (1)	11 960	40 802	105 958	77 560	30 565	26 424
Autres recettes monétaires	27 173	53 089	39 766	39 200	40 621	42 302
Recettes monétaires totales	460 155	443 006	505 496	606 295	618 749	601 517
Dépenses totales en espèces	403 235	430 030	479 202	478 992	520 517	516 097
Revenu net comptant	56 920	12 977	26 295	127 303	98 233	85 420

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2001 et 2002 sont des prévisions.

**Graphique A.3 : Exploitation repère porcine du Sud-Est du Québec**

### Points d'importance

- L'exploitation porcine du Québec augmente sa production de porcs de 4 p. 100 en 2002. Cependant, on s'attend à ce que les ventes de porcs connaissent une baisse de 3 p. 100 en 2002, car les prix du porc ont diminué de 7 p. 100 par rapport à ceux de l'année précédente. Ces baisses de prix surviennent après une augmentation de 34 p. 100 en 2000 et une de 8 p. 100 en 2001. Les prix du porc ont connu de larges fluctuations récemment, atteignant des sommets relativement élevés en 1996-1997 et des creux relativement bas en 1998-1999.
- Les paiements de programmes ont été élevés en 1999 et 2000 pour compenser les fléchissements des prix du marché en 1998 et 1999. On s'attend à ce qu'ils soient moins élevés au cours des dernières années de la période en raison du relèvement du prix des porcs.
- Les dépenses monétaires totales devraient diminuer de 1 p. 100 en 2002 sous l'effet de baisses des coûts du carburant et de l'achat d'animaux.
- Le revenu net comptant, bien qu'en baisse de 13 p. 100 par rapport à celui de 2001, reste supérieur à la moyenne quinquennale antérieure de 64 300 \$. L'exploitation s'est agrandie au cours de cette période, et les paiements de programmes ont permis de soutenir les revenus, en période de fléchissement des prix.

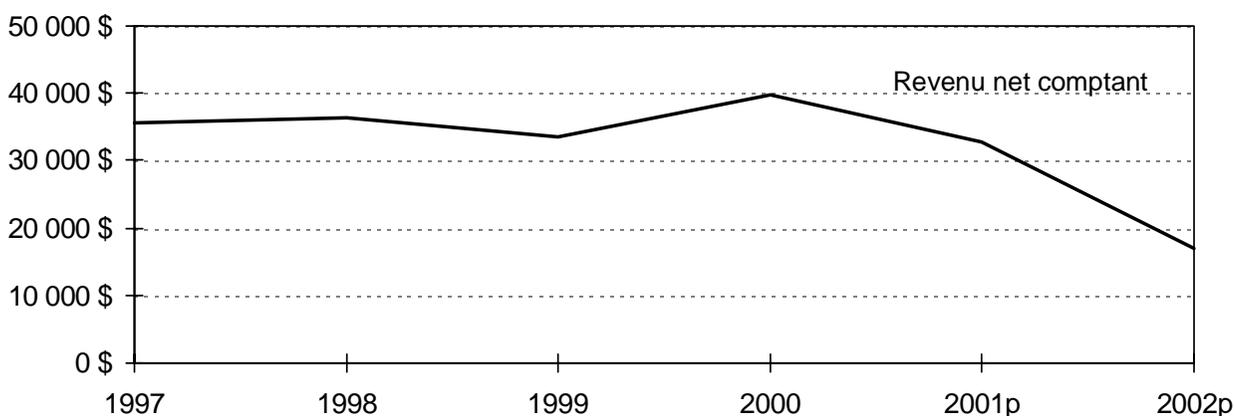
**Tableau A.6 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario**

Comptabilité de caisse (\$)	1997	1998	1999	2000	2001p	2002p
Recettes pour céréales et oléagineux	118 745	122 325	121 450	122 684	103 856	107 780
Paiements des programmes (1)	6 841	5 964	9 956	19 067	35 118	14 513
Autres recettes monétaires	25 565	27 515	27 049	29 423	30 195	30 637
Recettes monétaires totales	151 150	155 803	158 455	171 174	169 170	152 930
Dépenses totales en espèces	115 561	119 458	124 899	131 311	136 472	135 894
Revenu net comptant	35 589	36 346	33 556	39 863	32 697	17 036

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2001 et 2002 sont des prévisions

**Graphique A.4 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario**

### Points d'importance

- On s'attend à ce que les quantités de blé d'hiver et de maïs mises en marché en Ontario soient en hausse en 2002, alors que les ventes de soya seront à la baisse. Cependant, les prix des céréales et des oléagineux se sont en général rétablis par rapport aux creux atteints en 1999-2000. En 2002, les prix du blé devraient se raffermir de 4 p. 100, alors que ceux du soya reculeront de 5 p. 100. Les prix du maïs augmenteront également de 5 p. 100. Dans l'ensemble, les recettes des céréales et des oléagineux devraient connaître une hausse de 4 p. 100 par rapport aux ventes réalisées en 2001 dont le volume avait été réduit à cause des intempéries.
- Les paiements de programmes ont été plus élevés en 2000 et 2001 en raison des retraits du CSRN et des paiements au titre du Programme d'assurance-revenu du marché de l'Ontario. En 2001, l'exploitation a reçu une somme de 13 700 \$

au titre du Programme de stabilisation du revenu des producteurs de céréales et d'un programme fédéral de contrepartie. Les autres sources de revenus comme l'élevage, le travail à forfait et la location sont relativement importantes dans les exploitations de céréales et d'oléagineux de l'Ontario engendrant environ 15 à 20 p. 100 des recettes monétaires totales.

- Les dépenses monétaires totales devraient diminuer légèrement en 2002, principalement en raison de la baisse des coûts des engrais. Les engrais constituent le plus gros poste de dépense des exploitations de céréales et d'oléagineux de l'Ontario.
- En 2002, le revenu net comptant à 17 000 \$ sera en baisse de 48 p. 100 par rapport à celui de 2001. À ce niveau, le revenu net est inférieur à la moitié de la moyenne quinquennale antérieure de 35 600 \$.

**Tableau A.7 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux dans la zone de sols bruns de la Saskatchewan**

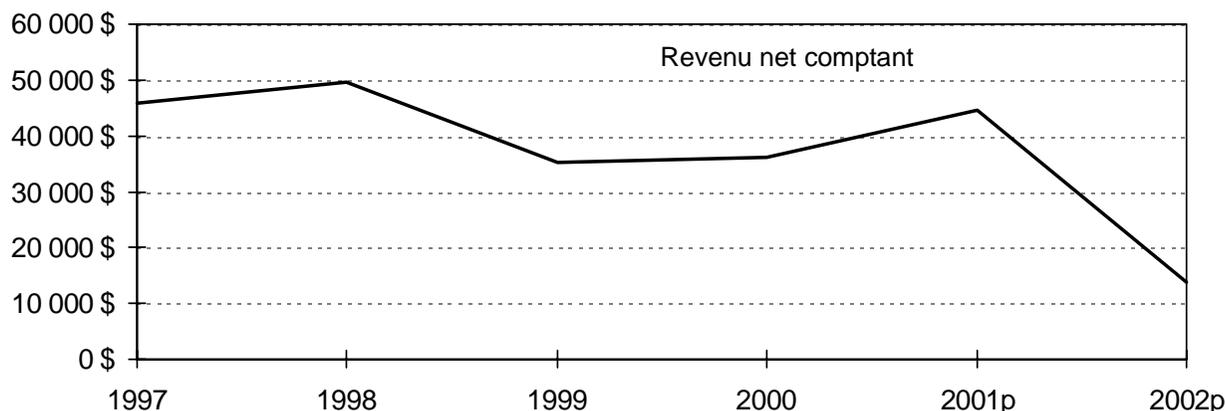
Comptabilité de caisse (\$)	1997	1998	1999	2000	2001p	2002p
Recettes pour céréales et oléagineux (1)	124 417	124 364	124 089	123 630	130 117	118 831
Paiements des programmes (2)	3 150	3 543	5 573	19 137	24 734	6 655
Autres recettes monétaires	21 473	27 980	32 258	30 005	31 609	32 233
Recettes monétaires totales	149 040	155 886	161 920	172 771	186 460	157 720
Dépenses totales en espèces	103 266	106 205	126 763	136 494	141 925	144 034
Revenu net comptant	45 774	49 681	35 157	36 277	44 534	13 685

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) En 2001, les rendements des cultures ont été réduits de 40 p. 100 en raison des pertes reliées aux conditions climatiques. Ceci représente une diminution du rendement typique dans la région. En 2002, on suppose que les rendements des cultures retourneront à la normale.

(2) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2001 et 2002 sont des prévisions.

**Graphique A.5 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux dans la zone de sols bruns de la Saskatchewan**

### Points d'importance

- Les ventes de blé, incluant le blé de printemps et le blé dur, constituent environ les trois quarts des recettes des céréales et des oléagineux de l'exploitation en zone de sols bruns. Malgré un raffermissement des prix du blé et de l'orge, les recettes des céréales et des oléagineux devraient reculer de 9 p. 100 en 2002. Même si les rendements reviendront à la normale, les ventes de céréales en 2002 subiront l'effet de la baisse des stocks de report et de la diminution des paiements finals en raison de la sécheresse de 2001. Cependant, les recettes monétaires totales sont demeurées fortes en 2001 en raison de l'augmentation des paiements finals et des paiements de programmes.
- En 2000 et 2001, les paiements de programmes ont été plus élevés que d'habitude, sous l'effet conjugué de retraits importants du CSRN attribuables à la baisse des revenus en 1999-2000 et des paiements en vertu de l'Accord Canada-Saskatchewan concernant le programme relatif à l'ajustement. Des retraits du CSRN n'ont pas été justifiés en 2002, car les revenus de 2001 ont été élevés malgré la sécheresse. Des paiements en cas de catastrophe seront justifiés par les faibles revenus de 2002, mais ils ne seront pas disponibles avant 2003.
- Les dépenses monétaires totales devraient augmenter de 1 p. 100 en 2002 principalement en raison de hausses générales des dépenses. Cependant, les coûts des engrais seront plus faibles.
- Le revenu net comptant de 13 700 \$ en 2002 marque une baisse de 69 p. 100 par rapport à celui de l'année antérieure et est bien inférieur à la récente moyenne quinquennale de 42 300 \$.

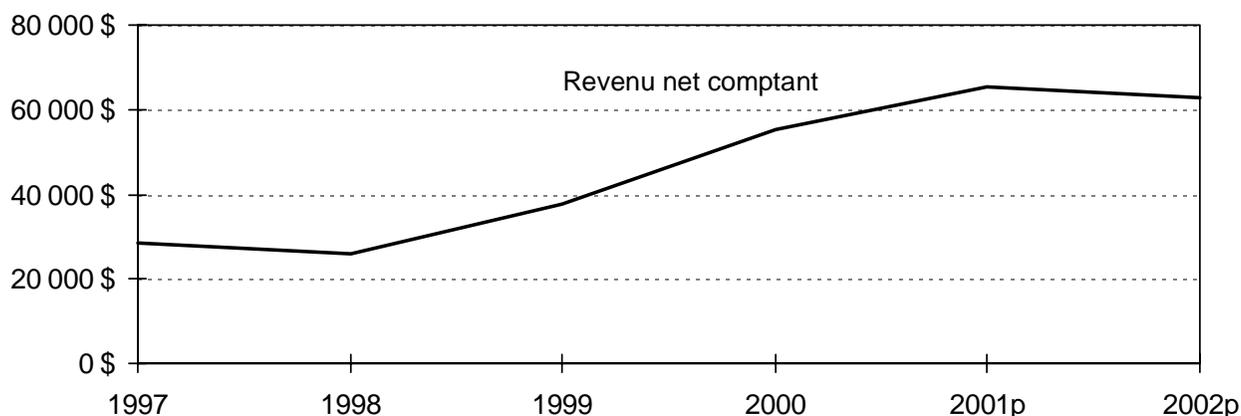
**Tableau A.8 : Exploitation repère bovine du Centre-Ouest de l'Alberta**

Comptabilité de caisse (\$)	1997	1998	1999	2000	2001p	2002p
Ventes de bovins	158 599	170 880	173 352	195 083	223 208	224 261
Paiements de programmes (1)	7 514	4 439	3 052	19 327	6 733	2 880
Autres recettes monétaires	28 697	31 408	34 673	35 262	38 184	41 346
Recettes monétaires totales	194 810	206 726	211 077	249 671	268 125	268 487
Dépenses totales en espèces	166 180	180 948	173 270	194 330	202 968	205 531
Revenu net comptant	28 630	25 778	37 808	55 342	65 157	62 957

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2001 et 2002 sont des prévisions.

**Graphique A.6 : Exploitation repère bovine du Centre-Ouest de l'Alberta**

### Points d'importance

- Les ventes de bovins à 224 300 \$ seront légèrement plus élevées en 2002 qu'en 2001. Ces ventes ont augmenté régulièrement, l'exploitation continuant à grossir et à vendre sur un marché soutenu. Les prix des bovins ont augmenté chaque année depuis 1996.
- Les paiements de programmes ne sont pas appréciables pour l'exploitation bovine. Cependant, l'exploitation repère a reçu 17 600 \$ aux termes du Alberta Farm Income Assistance Program en 2000 et 5 600 \$ en 2001. L'exploitation comprend une petite ferme de céréales et d'oléagineux qui génère des ventes croissant régulièrement et qui engendre environ 10 p. 100 des recettes monétaires totales.
- Les dépenses monétaires totales devraient augmenter de 1 p. 100 en 2002, principalement sous l'effet de hausses des achats de bétail.
- Le revenu net comptant, à 63 000 \$ en 2002, accuse un recul par rapport à celui de l'année précédente. Cependant, les revenus nets ont augmenté régulièrement, et en 2002, le revenu net est encore bien supérieur à la moyenne quinquennale antérieure de 42 500 \$.

**Tableau A.9 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 1995-2000**

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
<b>1995</b>											
Assurance-récolte (1)	0	2	0	6	38	26	37	140	73	3	325
CSRN	0	0	0	0	0	12	4	24	3	2	46
Subventions laitières	0	4	3	3	102	65	8	5	13	10	214
RARB	0	4	1	2	66	0	50	0	55	1	179
Stabilisation provinciale	3	1	2	0	302	0	0	0	0	0	308
Autres paiements (2)	0	16	1	0	2	9	21	143	34	9	234
<b>Paiements totaux</b>	<b>3</b>	<b>27</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>511</b>	<b>111</b>	<b>120</b>	<b>312</b>	<b>177</b>	<b>25</b>	<b>1 305</b>
Rabais sur intrants	0	0	0	0	106	115	0	39	16	0	276
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>27</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>618</b>	<b>226</b>	<b>120</b>	<b>350</b>	<b>193</b>	<b>25</b>	<b>1 582</b>
Primes des producteurs	0	2	1	4	157	35	97	178	108	5	587
<b>1996</b>											
Assurance-récolte (1)	0	2	0	8	28	58	20	97	58	3	276
CSRN	0	1	1	1	1	30	15	48	14	5	115
Subventions laitières	0	3	3	2	78	54	7	4	12	8	171
RARB	0	1	0	1	12	1	9	262	8	0	294
Stabilisation provinciale	2	1	2	0	296	0	0	0	0	0	301
Autres paiements (2)	5	5	7	6	4	1	6	54	60	16	163
<b>Paiements totaux</b>	<b>7</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>18</b>	<b>419</b>	<b>144</b>	<b>56</b>	<b>466</b>	<b>152</b>	<b>32</b>	<b>1 319</b>
Rabais sur intrants	0	0	0	0	83	114	0	36	8	0	242
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>18</b>	<b>502</b>	<b>258</b>	<b>56</b>	<b>502</b>	<b>160</b>	<b>32</b>	<b>1 561</b>
Primes des producteurs	0	2	1	4	145	32	75	332	94	4	688
<b>1997</b>											
Assurance-récolte (1)	0	1	1	3	39	47	33	85	90	13	313
CSRN	0	2	1	1	2	34	20	65	23	5	153
Subventions laitières	0	2	4	3	60	53	5	3	9	8	147
RARB	0	0	0	0	6	0	16	1	21	2	46
Stabilisation provinciale	2	1	0	0	169	0	0	0	0	0	172
Autres paiements (2)	4	2	4	4	6	2	69	112	74	5	281
<b>Paiements totaux</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>282</b>	<b>137</b>	<b>142</b>	<b>265</b>	<b>218</b>	<b>34</b>	<b>1 111</b>
Rabais sur intrants	0	0	0	0	64	116	0	39	7	0	227
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>346</b>	<b>253</b>	<b>142</b>	<b>304</b>	<b>225</b>	<b>34</b>	<b>1 338</b>
Primes des producteurs	0	1	1	2	122	36	57	195	95	2	511

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

(1) Excluant l'assurance privée contre la grêle.

(2) Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que les paiements du RARB, du PNTS et sous forme d'aide spéciale.

**Tableau A.9 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 1995-2000 (suite)**

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
<b>1998</b>											
Assurance-récolte (1)	0	1	1	1	17	51	40	95	103	8	317
CSRN	0	5	2	1	4	76	30	105	38	9	270
Subventions laitières	0	2	3	2	55	47	4	3	8	8	132
RARB	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stabilisation provinciale	0	1	8	0	499	0	0	0	0	0	508
Autres paiements (2)	0	2	0	2	19	27	18	33	86	9	196
<b>Paiements totaux</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>6</b>	<b>594</b>	<b>201</b>	<b>92</b>	<b>236</b>	<b>235</b>	<b>34</b>	<b>1 423</b>
Rabais sur intrants	0	0	2	0	67	8	0	35	5	0	117
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>661</b>	<b>209</b>	<b>92</b>	<b>271</b>	<b>240</b>	<b>34</b>	<b>1 540</b>
Primes des producteurs	0	1	1	1	128	40	59	171	92	2	495
<b>1999</b>											
Assurance-récolte (1)	0	2	1	1	9	29	30	118	46	5	241
CSRN	0	6	2	1	5	109	58	188	66	10	445
Aide-désastre au revenu	0	8	2	0	0	78	42	114	81	14	340
Subventions laitières	0	1	2	2	43	36	3	2	7	7	103
Stabilisation provinciale	0	1	7	0	561	0	0	0	0	0	569
Autres paiements (2)	0	1	1	2	24	81	83	54	18	5	268
<b>Paiements totaux</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>15</b>	<b>6</b>	<b>642</b>	<b>333</b>	<b>216</b>	<b>476</b>	<b>218</b>	<b>41</b>	<b>1 966</b>
Rabais sur intrants	0	0	3	0	74	8	0	35	4	0	124
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>18</b>	<b>6</b>	<b>716</b>	<b>341</b>	<b>216</b>	<b>511</b>	<b>222</b>	<b>41</b>	<b>2 090</b>
Primes des producteurs	0	1	2	1	174	35	43	147	82	2	487
<b>2000</b>											
Assurance-récolte (1)	0	3	0	1	71	72	54	117	116	8	442
CSRN	0	6	2	1	8	110	62	187	72	9	457
Aide-désastre au revenu	0	6	2	1	5	87	45	109	155	11	422
Subventions laitières	0	1	2	1	30	26	2	2	4	4	72
Stabilisation provinciale	0	1	1	0	436	0	0	0	0	0	438
Autres paiements (2)	0	0	5	2	15	128	122	361	360	7	999
<b>Paiements totaux</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>565</b>	<b>423</b>	<b>285</b>	<b>776</b>	<b>707</b>	<b>39</b>	<b>2 830</b>
Rabais sur intrants	0	0	0	0	79	6	0	36	9	0	130
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>644</b>	<b>429</b>	<b>285</b>	<b>812</b>	<b>716</b>	<b>39</b>	<b>2 960</b>
Primes des producteurs	0	1	1	0	183	32	44	134	63	2	460

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

(1) Excluant l'assurance privée contre la grêle.

(2) Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que les paiements du RARB, du PNTS et sous forme d'aide spéciale.

**Tableau A.10 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1992-2000**

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
<b>Recettes des cultures</b>											
1992	11	101	96	98	808	2 147	953	2 317	1 504	565	8 600
1993	9	123	88	115	821	2 144	1 064	2 594	1 566	566	9 088
1994	11	192	95	128	912	2 536	1 225	3 680	2 169	640	11 589
1995	12	179	105	116	1 015	2 845	1 440	4 084	2 636	730	13 161
1996	14	163	116	122	1 144	2 887	1 638	4 253	3 008	772	14 117
1997	14	156	118	133	1 198	2 990	1 726	4 495	2 687	770	14 288
1998	14	202	121	166	1 208	3 128	1 644	4 083	2 529	818	13 913
1999	14	222	140	186	1 274	3 150	1 415	3 667	2 349	876	13 292
2000	15	186	142	165	1 285	3 328	1 282	3 474	2 284	953	13 114
<b>Recettes du bétail</b>											
1992	49	96	211	144	2 440	3 293	826	976	2 558	795	11 389
1993	50	102	216	150	2 611	3 363	936	1 117	2 915	844	12 304
1994	48	99	223	155	2 729	3 419	922	1 034	3 018	874	12 521
1995	50	106	227	160	2 828	3 391	963	1 002	3 136	843	12 707
1996	56	115	249	171	3 147	3 691	1 122	1 039	3 363	907	13 860
1997	58	117	247	173	3 312	3 767	1 208	1 231	3 557	955	14 626
1998	61	109	240	176	3 069	3 686	1 225	1 243	3 666	983	14 459
1999	63	106	238	182	3 214	3 738	1 329	1 390	3 915	1 019	15 194
2000	57	119	262	194	3 595	4 138	1 567	1 568	4 447	1 083	17 030
<b>Recettes totales du marché</b>											
1992	61	197	306	242	3 248	5 440	1 779	3 293	4 062	1 360	19 989
1993	59	225	304	265	3 432	5 506	2 000	3 711	4 480	1 410	21 392
1994	58	291	319	283	3 641	5 954	2 147	4 714	5 188	1 514	24 110
1995	63	285	332	276	3 843	6 236	2 403	5 085	5 772	1 573	25 868
1996	70	279	365	293	4 291	6 578	2 760	5 291	6 371	1 679	27 977
1997	72	273	366	306	4 510	6 757	2 934	5 726	6 244	1 726	28 914
1998	75	311	361	342	4 278	6 814	2 870	5 327	6 195	1 801	28 372
1999	77	328	378	368	4 488	6 888	2 743	5 057	6 263	1 895	28 485
2000	72	305	404	359	4 880	7 466	2 849	5 043	6 732	2 036	30 144
<b>Paiements des programmes</b>											
1992	4	31	14	28	624	644	389	1 100	890	67	3 791
1993	3	13	8	17	539	419	387	838	576	42	2 843
1994	5	16	7	9	574	143	314	346	382	30	1 825
1995	3	27	7	12	511	111	120	312	177	25	1 305
1996	7	13	13	18	419	144	56	466	152	32	1 319
1997	6	8	9	11	282	137	142	265	218	34	1 111
1998	0	11	14	6	594	201	92	236	235	34	1 423
1999	0	19	15	6	642	333	216	476	218	41	1 966
2000	0	17	12	6	565	423	285	776	707	39	2 829
<b>Recettes monétaires totales</b>											
1992	65	228	321	270	3 872	6 084	2 168	4 393	4 952	1 427	23 779
1993	62	238	312	282	3 971	5 925	2 387	4 548	5 057	1 452	24 235
1994	63	307	326	292	4 214	6 098	2 461	5 060	5 570	1 543	25 935
1995	66	312	339	288	4 354	6 347	2 523	5 397	5 949	1 599	27 174
1996	77	291	378	311	4 710	6 722	2 816	5 757	6 523	1 712	29 296
1997	78	281	374	317	4 792	6 894	3 076	5 991	6 462	1 759	30 025
1998	76	322	375	347	4 872	7 015	2 962	5 563	6 430	1 835	29 796
1999	77	347	393	374	5 130	7 221	2 959	5 533	6 482	1 935	30 451
2000	73	322	415	364	5 445	7 889	3 133	5 818	7 439	2 075	32 973

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

**Tableau A.10 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1992-2000 (suite)**

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
<b>Dépenses d'expl. nettes</b>											
1992	55	191	252	208	2 989	4 663	1 710	3 186	3 627	1 110	17 991
1993	54	195	255	212	3 010	4 794	1 806	3 331	3 970	1 163	18 791
1994	57	218	266	234	3 190	5 051	1 989	3 544	4 240	1 307	20 095
1995	60	240	281	246	3 384	5 187	2 090	3 852	4 519	1 364	21 224
1996	63	245	293	258	3 639	5 447	2 256	4 351	4 762	1 401	22 717
1997	57	250	303	275	3 673	5 584	2 318	4 297	4 985	1 408	23 149
1998	60	254	301	278	3 755	5 753	2 356	4 251	5 119	1 468	23 594
1999	60	269	307	286	3 918	5 928	2 345	4 228	5 524	1 508	24 373
2000	63	281	327	302	4 149	6 265	2 506	4 523	5 943	1 572	25 932
<b>Revenu net comptant</b>											
1992	10	37	69	62	883	1 421	458	1 207	1 325	317	5 789
1993	8	43	56	70	961	1 132	581	1 217	1 087	289	5 444
1994	6	90	60	58	1 025	1 047	472	1 516	1 330	237	5 840
1995	6	72	58	41	970	1 161	433	1 545	1 430	235	5 949
1996	14	46	84	53	1 070	1 275	560	1 406	1 761	310	6 579
1997	21	31	71	42	1 120	1 310	758	1 695	1 477	351	6 875
1998	16	68	74	69	1 116	1 262	606	1 311	1 311	367	6 202
1999	17	78	86	88	1 212	1 293	614	1 304	957	428	6 078
2000	10	41	88	62	1 296	1 623	627	1 296	1 496	503	7 041
<b>Revenu net réalisé</b>											
1992	7	16	36	38	580	728	195	508	624	185	2 918
1993	5	21	24	47	661	448	316	513	376	151	2 562
1994	3	67	28	34	714	345	191	786	581	88	2 836
1995	3	47	26	16	636	424	134	787	636	72	2 781
1996	11	19	51	26	710	486	243	605	902	129	3 183
1997	18	4	36	15	746	496	432	878	577	162	3 364
1998	13	38	38	42	713	394	264	443	360	165	2 469
1999	14	48	48	58	789	413	263	425	-25	224	2 257
2000	7	7	48	30	846	716	277	425	506	299	3 160
<b>Revenu net total</b>											
1992	6	50	35	55	543	457	269	419	464	159	2 460
1993	4	8	25	32	675	576	214	961	977	157	3 629
1994	3	56	28	27	798	476	359	799	684	133	3 363
1995	3	86	29	22	652	438	174	959	1 029	104	3 497
1996	10	27	51	35	839	622	538	1 359	896	107	4 484
1997	18	17	30	22	732	496	298	188	473	138	2 412
1998	13	25	40	40	716	417	319	453	333	174	2 529
1999	15	47	44	48	785	396	227	644	426	224	2 855
2000	6	25	49	41	751	471	469	516	436	291	3 055

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

**Tableau A.11 : Recettes agricoles, dépenses et revenu net comptant, moyenne par ferme, Canada et provinces, 1998-2000**

Province	1998	1999	2000 Préliminaire (1)
	- Dollars par ferme -		
<b>Terre-Neuve</b>			
Recettes agricoles	247 968	274 053	279 008
Dépenses d'exploitation	231 991	255 590	252 513
Revenu net comptant	15 978	18 463	26 495
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>			
Recettes agricoles	210 394	238 330	251 657
Dépenses d'exploitation	181 501	201 440	217 927
Revenu net comptant	28 893	36 890	33 730
<b>Nouvelle-Écosse</b>			
Recettes agricoles	166 791	180 664	185 591
Dépenses d'exploitation	143 809	150 775	155 658
Revenu net comptant	22 982	29 889	29 933
<b>Nouveau-Brunswick</b>			
Recettes agricoles	188 595	208 656	225 452
Dépenses d'exploitation	160 949	174 216	194 186
Revenu net comptant	27 646	34 441	31 266
<b>Québec</b>			
Recettes agricoles	186 887	204 388	223 738
Dépenses d'exploitation	154 314	168 785	185 807
Revenu net comptant	32 573	35 603	37 931
<b>Ontario</b>			
Recettes agricoles	167 289	177 095	189 383
Dépenses d'exploitation	143 550	153 106	163 517
Revenu net comptant	23 738	23 989	25 866
<b>Manitoba</b>			
Recettes agricoles	152 531	157 410	154 274
Dépenses d'exploitation	130 456	136 143	133 318
Revenu net comptant	22 075	21 267	20 956
<b>Saskatchewan</b>			
Recettes agricoles	104 762	103 508	108 731
Dépenses d'exploitation	82 794	86 287	89 772
Revenu net comptant	21 968	17 221	18 959
<b>Alberta</b>			
Recettes agricoles	165 637	176 090	194 584
Dépenses d'exploitation	143 796	155 689	171 950
Revenu net comptant	21 841	20 401	22 634
<b>Colombie-Britannique</b>			
Recettes agricoles	201 765	203 877	217 023
Dépenses d'exploitation	183 153	182 964	192 152
Revenu net comptant	18 612	20 912	24 871
<b>Canada</b>			
Recettes agricoles	153 962	161 911	172 796
Dépenses d'exploitation	130 384	139 240	148 395
Revenu net comptant	23 579	22 671	24 401

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

(1) A l'exclusion des colonies huttérites.

### Points d'importance

- Les recettes agricoles moyennes au Canada ont augmenté de 6,7 p. 100 en 2000 compensant ainsi la hausse des dépenses d'exploitation et donnant lieu à une augmentation de 7,6 p. 100 du revenu net comptant.
- Le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard ont eu les revenus agricoles nets les plus élevés avec respectivement 37 931 \$ et 33 730 \$.
- C'est en Alberta qu'a été enregistrée la plus forte croissance des recettes agricoles avec 10,5 p. 100.

**Tableau A.12 : Recettes agricoles, dépenses et revenu net comptant, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 1998-2000**

Type de ferme	1998	1999	2000 Préliminaire (1)
	- Dollars par ferme -		
<b>Lait</b>			
Recettes agricoles	225 223	247 152	259 711
Dépenses d'exploitation	169 276	183 681	193 755
Revenu net comptant	55 947	63 471	65 956
<b>Bovins</b>			
Recettes agricoles	134 725	144 632	164 876
Dépenses d'exploitation	125 883	135 068	153 783
Revenu net comptant	8 842	9 564	11 093
<b>Porcs</b>			
Recettes agricoles	408 421	449 551	522 587
Dépenses d'exploitation	390 037	424 532	460 521
Revenu net comptant	18 384	25 019	62 066
<b>Volaille et oeufs</b>			
Recettes agricoles	539 553	579 728	531 044
Dépenses d'exploitation	470 776	506 279	464 822
Revenu net comptant	68 777	73 449	66 222
<b>Céréales et oléagineux</b>			
Recettes agricoles	109 154	108 413	115 175
Dépenses d'exploitation	84 637	87 464	92 578
Revenu net comptant	24 517	20 949	22 597
<b>Pommes de terre</b>			
Recettes agricoles	452 822	490 190	541 316
Dépenses d'exploitation	382 446	410 150	455 575
Revenu net comptant	70 376	80 040	85 741
<b>Fruits et légumes</b>			
Recettes agricoles	155 343	170 469	178 612
Dépenses d'exploitation	133 008	144 413	155 193
Revenu net comptant	22 336	26 056	23 419
<b>Serre et pépinière</b>			
Recettes agricoles	426 581	520 870	618 916
Dépenses d'exploitation	372 833	455 770	547 562
Revenu net comptant	53 748	65 100	71 354
<b>Tous les types de fermes</b>			
Recettes agricoles	153 962	161 911	172 796
Dépenses d'exploitation	130 384	139 240	148 395
Revenu net comptant	23 579	22 671	24 401

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

(1) A l'exclusion des colonies huttérites.

### Points d'importance

- Les serristes et les pépiniéristes ont eu les recettes agricoles moyennes les plus élevées en 2000, suivis des producteurs de pommes de terre et des producteurs de volaille et d'œufs.
- Les exploitants de fermes porcines ont connu des hausses importantes des recettes agricoles et du revenu net comptant par rapport à ceux de l'année antérieure, principalement en raison de l'augmentation des recettes de la vente de porcs.
- En 2000, les exploitants de fermes bovines ont aussi enregistré un revenu net comptant beaucoup plus élevé, mais encore sensiblement plus faible que celui des autres types d'exploitation, avec seulement 11 093 \$.

**Tableau A.13 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société, Canada, 1998**

Revenu de la famille agricole (avant amortissement)	Nombre de familles		Revenus d'un travail hors-ferme	Revenus de placement	Revenus de pensions et autres revenus hors-ferme	Total des revenus hors-ferme	Revenus nets d'exploitation	Total des revenus de la famille
	Nombre	% du total						
<b>Toutes les fermes</b>								
Moins de 10 000 \$	8 970	5,8	7 361	1 453	7 176	15 990	(32 685)	(16 695)
10 000 \$ - 19 999 \$	9 850	6,4	6 238	1 194	8 447	15 879	(317)	15 562
20 000 \$ - 29 999 \$	17 020	11,0	8 545	1 851	10 477	20 873	4 742	25 615
30 000 \$ - 39 999 \$	19 620	12,7	12 893	2 259	11 014	26 166	9 085	35 251
40 000 \$ - 49 999 \$	19 920	12,9	18 087	2 717	12 037	32 841	12 743	45 584
50 000 \$ - 99 999 \$	60 020	38,7	31 544	3 851	12 423	47 819	24 018	71 837
100 000 \$ +	19 560	12,6	69 783	15 810	20 481	106 073	54 118	160 191
<b>TOTAL</b>	<b>154 970</b>	<b>100</b>	<b>26 748</b>	<b>4 486</b>	<b>12 443</b>	<b>43 677</b>	<b>17 658</b>	<b>61 335</b>
<b>Petites exploitations (recettes agricoles de 10 000 \$ à 49 999 \$)</b>								
Moins de 10 000 \$	4 090	2,6	5 179	1 185	7 253	13 618	(19 778)	(6 160)
10 000 \$ - 19 999 \$	6 080	3,9	6 141	1 232	9 653	17 026	(1 421)	15 605
20 000 \$ - 29 999 \$	10 700	6,9	9 287	2 077	11 986	23 349	2 171	25 520
30 000 \$ - 39 999 \$	10 830	7,0	15 925	2 778	13 444	32 147	2 469	34 616
40 000 \$ - 49 999 \$	9 580	6,2	24 227	3 288	14 857	42 372	2 670	45 042
50 000 \$ - 99 999 \$	23 590	15,2	47 534	4 603	15 063	67 200	2 669	69 869
100 000 \$ +	6 060	3,9	111 945	18 462	27 758	158 164	277	158 441
<b>TOTAL</b>	<b>70 940</b>	<b>45,8</b>	<b>33 300</b>	<b>4 463</b>	<b>14 494</b>	<b>52 256</b>	<b>720</b>	<b>52 976</b>
<b>Exploitations moyennes (recettes agricoles de 50 000 \$ à 99 999 \$)</b>								
Moins de 10 000 \$	1 810	1,0	8 498	1 209	6 193	15 899	(27 256)	(11 357)
10 000 \$ - 19 999 \$	1 980	1,3	6 484	1 221	6 437	14 142	1 919	16 061
20 000 \$ - 29 999 \$	3 700	2,4	7 237	1 565	8 186	16 988	8 709	25 697
30 000 \$ - 39 999 \$	4 730	3,1	10 240	2 010	8 815	21 066	14 481	35 547
40 000 \$ - 49 999 \$	5 000	3,2	15 378	2 486	10 878	28 742	16 613	45 355
50 000 \$ - 99 999 \$	12 250	7,9	30 389	5 100	13 748	49 237	20 248	69 485
100 000 \$ +	2 630	1,7	89 701	17 470	24 166	131 337	20 167	151 504
<b>TOTAL</b>	<b>32 110</b>	<b>20,7</b>	<b>24 553</b>	<b>4 383</b>	<b>11 907</b>	<b>40 844</b>	<b>13 874</b>	<b>54 718</b>
<b>Grandes exploitations (recettes agricoles de 100 000 \$ et plus)</b>								
Moins de 10 000 \$	3 070	2,0	9 593	1 952	7 654	19 199	(53 849)	(34 650)
10 000 \$ - 19 999 \$	1 780	1,2	6 296	1 030	6 566	13 893	1 147	15 040
20 000 \$ - 29 999 \$	2 610	1,7	7 356	1 332	7 535	16 223	10 333	26 556
30 000 \$ - 39 999 \$	4 060	2,6	7 903	1 166	7 103	16 172	21 924	38 096
40 000 \$ - 49 999 \$	5 330	3,4	9 594	1 909	8 056	19 559	28 128	47 687
50 000 \$ - 99 999 \$	24 180	15,6	16 527	2 485	9 177	28 189	47 270	75 459
100 000 \$ +	10 880	7,0	41 502	13 932	15 540	70 975	91 591	162 566
<b>TOTAL</b>	<b>51 910</b>	<b>33,5</b>	<b>19 152</b>	<b>4 582</b>	<b>9 971</b>	<b>33 706</b>	<b>44 066</b>	<b>77 772</b>

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

**Points d'importance**

- Le revenu de la famille agricole moyenne a augmenté de 3,6 p. 100 entre 1997 et 1998.
- Les familles qui font partie de la catégorie de revenu de moins de 10 000 \$ ont vu leurs pertes nettes d'exploitation augmenter légèrement.
- Le pourcentage de familles ayant touché des revenus de plus de 50 000 \$ en 1998 est en hausse.

## Méthodologie sur le revenu agricole

### Prévisions du revenu agricole

Les prévisions du revenu agricole sont préparées par le Ministère, de concert avec les ministères provinciaux de l'Agriculture et Statistique Canada. Elles fournissent une vue d'ensemble à jour du revenu agricole à l'échelle provinciale et nationale. Même si les prévisions sont présentées sous forme d'un seul chiffre, chaque chiffre constitue en fait le point médian d'une marge de prévision ou d'un intervalle de confiance. Les chiffres doivent être interprétés comme étant indicatifs des tendances majeures et des grands tournants décisifs et non comme les valeurs effectives des prévisions.

Le tableau ci-dessous illustre le pourcentage de chaque élément du revenu que l'on peut appliquer aux chiffres prévisionnels pour déterminer la marge de prévision. Par exemple, en 2001, on prévoit que les recettes des cultures se chiffreront à 13 595 millions de dollars, avec une marge d'erreur de  $\pm 1,4$  p. 100, ce qui signifie que les recettes des cultures pourraient varier entre 13 405 et 13 785 millions de dollars.

#### Prévisions de l'erreur quadratique moyenne (PEQM)—Canada

	2001	2002
Recettes des cultures	$\pm 1,4$ %	$\pm 4,2$ %
Recettes du bétail	$\pm 1,1$ %	$\pm 4,8$ %
Paiements des programmes	$\pm 8,5$ %	$\pm 29,6$ %
Recettes monétaires totales	$\pm 0,8$ %	$\pm 3,7$ %
Dépenses d'expl. nettes	$\pm 1,3$ %	$\pm 4,6$ %
Revenu net comptant	$\pm 3,3$ %	$\pm 11,1$ %
Revenu net réalisé	$\pm 7,6$ %	$\pm 25,1$ %

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

L'erreur quadratique moyenne de prévisions correspond à la variabilité moyenne relative des prévisions précédentes de décembre par rapport aux premières estimations publiées par Statistique Canada. La variabilité moyenne relative des prévisions a été obtenue en calculant l'erreur quadratique moyenne sur une période de cinq ans (1996-2000), pour les composantes principales du revenu agricole à l'échelle nationale.

### Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions

Les prévisions concordent avec les renseignements disponibles et les politiques en vigueur en décembre 2001. Les prévisions relatives à 2001 et 2002 reposent avant tout sur les données des analystes des produits, des représentants des provinces et des fonctionnaires de Statistique Canada. Les prévisions macroéconomiques canadiennes sont tirées des documents du Conference Board du Canada. Les prévisions relatives aux revenus agricoles sont sujettes à changement en fonction de l'évolution, même minime, des conditions du marché ou des coûts. Les tendances au niveau du revenu peuvent varier d'une province à l'autre, reflétant les différentes combinaisons de productions et de prix dans chacune des provinces.

Le revenu net comptant (revenus bruts moins les charges d'exploitation) est une mesure des liquidités dont disposent les producteurs agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement des dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire. Le revenu net réalisé mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (amortissement et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année à laquelle les denrées ont été produites. Le revenu net total mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant des ventes de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants

effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie Autres paiements qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont répartis sur l'année pendant laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (Fonds gouvernemental). Les gros montants accumulés dans le Fonds 1 (Fonds des producteurs) et les facteurs de déclenchement non réalisés dans le Fonds 2 ne sont pas compris. À cause de sa conception (régime agro-global et individuel) et du fait que les producteurs ne sont pas tenus de retirer les paiements déclenchés du compte, il est très difficile de prévoir les paiements du CSRN.

Les dépenses d'exploitation comprennent des paiements d'aide du gouvernement tels que les programmes de crédits provinciaux et autres pouvant réduire le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais occasionnés par l'achat de biens et de services à l'extérieur du secteur agricole de chaque province, dans le cadre de la production de marchandises agricoles.

---

**Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 1997**

---

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 1997. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (indice du PIB, 1997 = 100) est utilisé comme déflateur.

---

**Tableau A.2 : Production de grains, oléagineux et cultures spéciales par province**

---

Voir les notes au bas du tableau.

---

**Tableau A.3 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2000 et 2001**

---

Voir les notes au bas du tableau.

---

**Exploitations repères agricoles**

---

Les exploitations ne se veulent pas représentatives de toutes les exploitations agricoles d'un secteur particulier dans une province donnée. Il s'agit plutôt d'exemples d'exploitations agricoles possédant un ensemble de caractéristiques et appartenant à un secteur particulier dans une province ou région donnée. Elle ne servent pas à établir une moyenne. On utilise une comptabilité de caisse basée sur l'année civile. Toutes les exploitations repères sont établies à partir des données provenant des déclarants.

Dans les prévisions visant les recettes et les dépenses des exploitations repères, les niveaux de production et les types de spéculation sont fondés sur les profils de production historiques. Les variations au chapitre des quantités produites par l'exploitation repère sont le résultat des estimations de revenu agrégé à l'échelle provinciale. Cependant, des variations régionales, par exemple des pertes importantes en raison de mauvaises récoltes, sont prises en compte lorsqu'elles sont pertinentes dans la construction du modèle. L'ensemble des exploitations repères choisies dans la présente publication peut différer de celles de versions antérieures du Recueil des données, car on varie la sélection pour tenir compte de la diversité des productions agricoles et de l'évolution des sujets d'intérêt actuels. De plus, les modèles repères sont continuellement actualisés afin d'en améliorer la précision.

---

**Tableau A.4 et graphique A.2 : Exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard**

---

L'exploitation repère de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard est construite à partir des données des déclarants pour les exploitations de pommes de terre dont les ventes totales se situent entre 250 000 \$ et 499 999 \$. En général, ces exploitations sont fortement spécialisées dans la production des pommes de terre qui couvrent près

de 175 acres sur 425. Cette exploitation compte aussi 125 acres de cultures céréalières et une petite ferme bovine. L'exploitant de la ferme de pommes de terre ne souscrit pas à l'assurance-récolte, comme c'est en général le cas.

---

**Tableau A.5 et graphique A.3 : Exploitation repère porcine du Sud-Est du Québec**

---

L'exploitation repère porcine hautement spécialisée du Québec est établie à partir des données des déclarants pour les fermes porcines dont les ventes totales se situent entre 250 000 \$ et 499 999 \$; elle est représentative de la ferme porcine typique de la région Chaudière-Appalaches. L'exploitation possède actuellement 185 truies et produit annuellement près de 4 200 porcs. Elle s'est agrandie constamment au cours des dernières années.

---

**Tableau A.6 et graphique A.4 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario**

---

L'exploitation de céréales et d'oléagineux de l'Ontario est typique des exploitations de maïs (100 acres), de soya (265 acres) et de blé d'hiver (55 acres) du Sud de l'Ontario dont les recettes totales se situent entre 100 000 \$ et 249 999 \$. L'exploitation produit aussi de petites quantités de haricots colorés et blancs. Les céréales et les oléagineux représentent près des trois quarts des recettes totales. Les ventes de bestiaux et d'autres sortes de recettes diverses, par exemple tirées d'un travail à forfait ou de la location, sont aussi importantes, comptant pour environ 15 à 20 p. 100 des recettes totales.

---

**Tableau A.7 et graphique A.5 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux dans la zone de sols bruns de la Saskatchewan**

---

Une exploitation de céréales et d'oléagineux de 1 900 acres représente les producteurs traditionnels de blé de printemps et de blé dur dont les recettes totales se situent entre 100 000 \$ et 249 999 \$ dans la zone de sols bruns de la Saskatchewan. Les emblavures s'étendent sur 700

acres, l'orge sur 50 acres, les lentilles sur 120 acres, et la rotation des cultures inclut 495 acres en jachère. En général, les céréales et les oléagineux comptent pour les trois quarts environ des recettes totales. En moyenne, les ventes de bovins, les paiements de programmes et des recettes diverses forment tous, en proportion égale, le reste des recettes.

---

**Tableau A.8 et graphique A.6 : Exploitation bovine repère du Centre-Ouest de l'Alberta**

---

Les exploitations bovines concentrées dans la région d'Edmonton-Red Deer sur lesquelles sont construits ce repère appartiennent, d'après les données des déclarants, aux exploitations dont les recettes totales vont de 100 000 \$ à 249 999 \$. Fortement spécialisées, ces exploitations tirent plus de 80 p. 100 de leurs recettes totales, en général, de la vente de bœufs de boucherie. L'exploitation compte un total de 390 bovins, dont 130 vaches, le reste étant des veaux et des bovins d'engrais.

---

**Tableau A.9 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs**

---

Les paiements des programmes englobent les paiements bruts/indemnités versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme le CSRN, de même que les programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse. Les paiements versés en vertu du CSRN représentent les retraits du Fonds 2 (Fonds gouvernemental).

Les indemnités d'assurance-récolte comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Par les primes qu'ils paient, les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux tels que l'assurance-récolte et certains programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

---

**Tableau A.10 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces**

---

Voir le Tableau A.1 pour la méthodologie.

---

**Tableau A.11 et Tableau A.12 : Recettes agricoles moyennes, dépenses d'exploitation et revenu net comptant par ferme (A.11) et par type de ferme (A.12)**

---

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales (PDF) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net était différent de zéro, selon la déclaration d'impôt sur le revenu (Revenu Canada, T1, général), ainsi que d'un échantillon de sociétés agricoles déclarant des ventes totales (recettes brutes plus les recettes de coentreprises) de 25 000 \$ et plus, dont 51 p. 100 et plus provenaient d'activités agricoles (T2-Corporations). Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations de revenu du PDF diffèrent des données officielles sur les recettes et les dépenses publiées dans les *Statistiques économiques agricoles* de Statistique Canada (n° 21-603 au catalogue). On trouvera l'explication de certaines de ces différences dans les *Statistiques financières agricoles* de Statistique Canada (n° 21-205 au catalogue).

Par recettes agricoles, on entend les recettes tirées de la vente des produits agricoles ainsi que les paiements et les subventions agricoles du gouvernement. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt et les autres revenus agricoles sont également inclus.

Par dépenses d'exploitation, on entend les dépenses d'entreprises avant amortissement, et engagées par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Tant dans les recettes agricoles que dans les dépenses d'exploitation, les ventes et les achats entre fermes sont pris en compte.

La classification du type de ferme se fonde sur le pourcentage des ventes du produit principal (ou du groupe de produits). Par exemple, on considère les fermes dont 51 p. 100 ou plus des ventes de produits agricoles sont liées aux produits laitiers comme des fermes laitières.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à *Statistiques financières* de Statistique Canada (n° 21-205 au catalogue).

---

**Tableau A.13 : Revenu familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société**

---

Le revenu familial total est déterminé à partir des déclarations d'impôt sur le revenu de chacun des membres de la famille. L'identification des familles agricoles résulte de l'appariement des enregistrements de deux fichiers : le fichier du Programme des données fiscales contenant l'échantillon des individus exploitant une ferme non constituée en société; le fichier des familles T1 de Statistique Canada renfermant les unités familiales constituées par la Division des données régionales et administratives de Statistique Canada.

Les particuliers et les familles qui suivent sont exclus :

- 1) particulier n'appartenant pas à une famille de type conventionnel ou à une famille monoparentale;
- 2) familles dont les membres tirent la totalité de leurs revenus de sources non agricoles;
- 3) familles dont les membres exploitent plus d'une ferme;
- 4) familles qui exploitent une ferme déclarant des recettes d'exploitation brutes inférieures à 10 000 \$.

Pour établir les estimations du revenu non agricole, on additionne les postes de revenus non agricoles des membres de la famille et on applique la pondération appropriée à chaque enregistrement correspondant à une famille.

Pour une description plus complète de cette méthodologie, consulter *Statistiques financières agricoles*, Statistique Canada, n° 21-205 au catalogue.

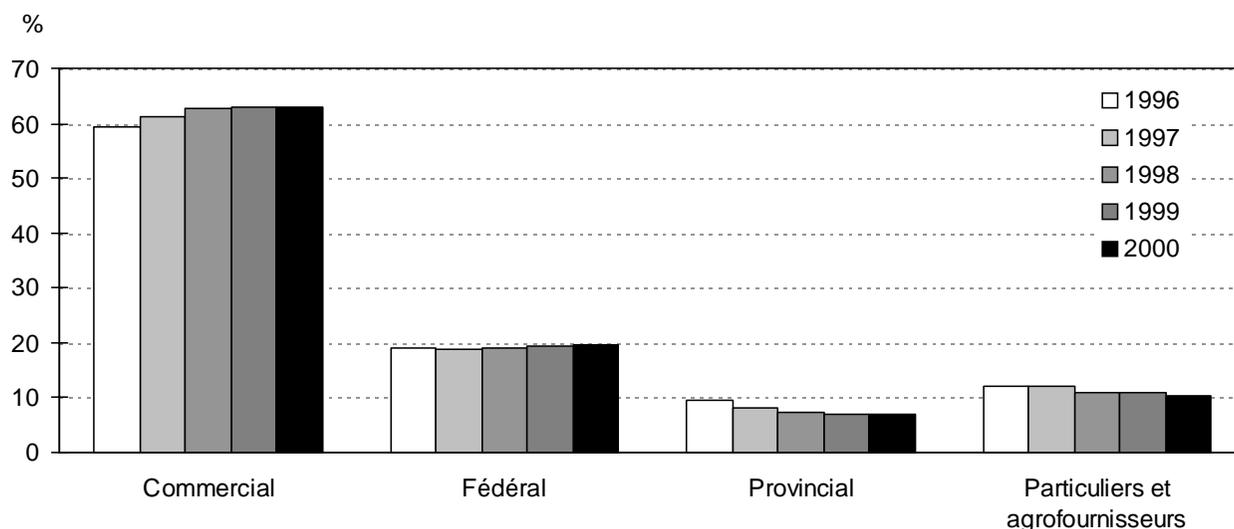
## **SECTION B**

### **Situation financière des exploitations agricoles**

**Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1991-2000**

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
1991	37	188	276	226	3 525	4 813	1 989	4 921	6 401	1 155	23 533
1992	37	207	270	231	3 714	4 798	2 058	4 740	6 227	1 101	23 384
1993	35	235	264	231	3 631	4 975	2 020	4 482	6 360	1 177	23 409
1994	39	285	307	231	4 114	5 160	2 217	4 411	6 399	1 298	24 460
1995	40	310	308	271	4 393	5 442	2 422	4 509	6 613	1 368	25 676
1996	42	331	322	298	4 769	5 964	2 569	4 773	6 705	1 456	27 230
1997	40	372	358	327	5 355	6 868	2 814	5 171	7 398	1 608	30 312
1998	44	411	395	352	5 944	7 618	3 135	5 492	7 966	1 779	33 165
1999	49	435	416	376	6 705	8 219	3 500	5 726	8 457	1 989	35 871
2000	47	463	457	414	7 460	8 961	3 680	5 807	8 831	2 096	38 216

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, Statistiques économiques agricoles.

**Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 1996-2000**

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, Statistiques économiques agricoles.

### Points d'importance

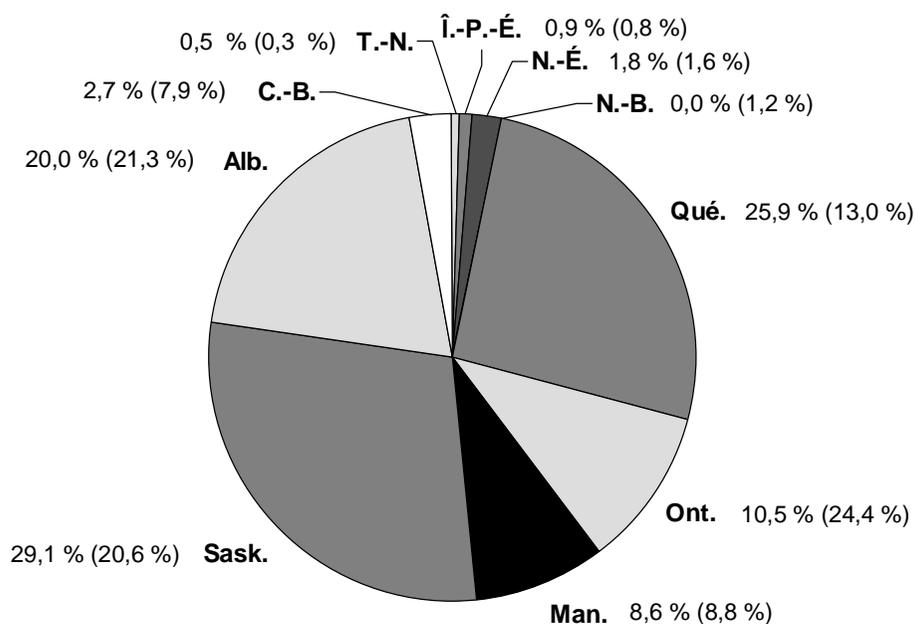
- La dette agricole totale était relativement stable au début des années 90, et a augmenté de 56 p. 100 depuis 1994.
- Les prêteurs commerciaux détenaient 63 p. 100 de la dette agricole en 2000.
- En 1996, les parts fédérale et provinciale de la dette agricole s'élevaient à 19 p. 100 et à 10 p. 100, respectivement. En 2000, la part fédérale était de 20 p. 100, tandis que la part provinciale a chuté à 7 p. 100. La part fédérale de la dette inclut les programmes des paiements anticipés qui facilitent les prêts provenant des prêteurs commerciaux.
- En 2000, la dette agricole détenue par les prêteurs privés représentait environ 10 p. 100 de la dette agricole totale.

**Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1986-2001**

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O./Yn	Canada
1986	1	4	7	2	103	102	50	45	93	33	0	440
1987	0	2	5	2	67	52	47	85	71	23	0	354
1988	1	0	4	4	54	35	27	115	54	31	0	325
1989	0	2	0	3	61	18	26	152	58	14	0	334
1990	2	5	4	7	73	32	15	189	62	18	0	407
1991	0	3	3	7	82	15	21	224	71	15	0	441
1992	0	2	5	3	63	21	15	191	73	10	0	383
1993	1	7	4	2	49	22	13	166	80	5	0	349
1994	0	3	2	3	67	15	7	132	68	11	0	308
1995	1	0	8	5	33	23	10	94	87	12	0	273
1996	0	0	5	4	54	17	24	95	75	1	0	275
1997	0	4	6	4	54	15	19	76	61	4	0	243
1998	0	1	4	1	47	12	27	92	55	5	0	244
1999	0	1	2	2	42	17	29	99	45	6	0	243
2000	0	1	4	2	40	20	18	76	38	14	0	213
2001	1	2	4	0	57	23	19	64	44	6	0	220

Source : Bureau du surintendant des faillites.

**Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2001**



Sources : Bureau du surintendant des faillites et Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 1996.

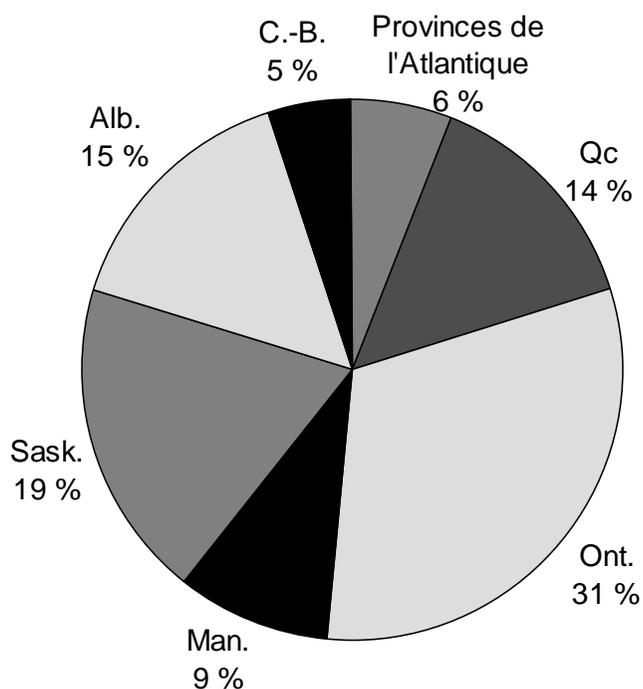
Note : La répartition en pourcentage du nombre total d'exploitations agricoles par province, pour 1996, est indiquée entre parenthèses. Elle est tirée du Recensement de l'agriculture, 1996.

**Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC),  
1995-1996 à 2000-2001**

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Nombre total de prêts	60 250	65 318	69 846	72 311	73 686	75 202
Montant total des prêts (en millions de \$)	4 066	4 687	5 319	5 843	6 304	6 908
Nombre de prêts approuvés	10 193	12 910	15 488	14 880	14 201	13 289
Montant des prêts approuvés (en millions de \$)	1 033	1 403	1 525	1 617	1 612	1 753
Montant moyen des prêts approuvés (\$)	101 315	108 668	98 473	108 700	113 500	131 875

Source : Financement agricole Canada (autrefois Société du crédit agricole).

**Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC,  
au 31 mars 2001**



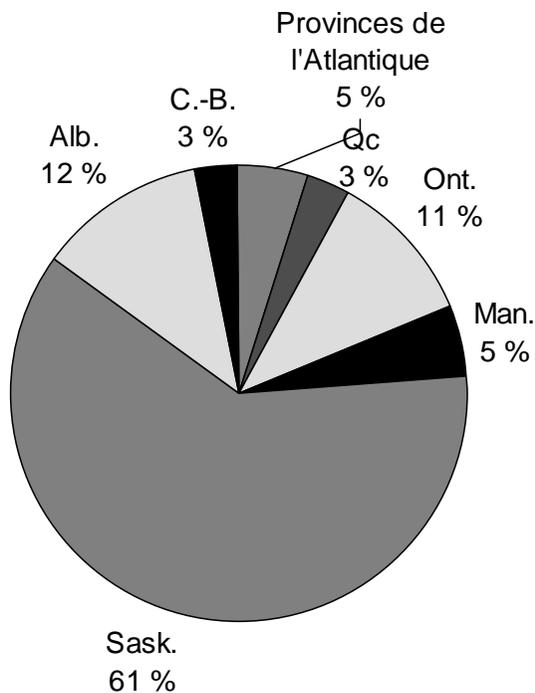
Source : Financement agricole Canada.

**Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), 1993-1994 à 2000-2001**

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	15 902	19 702	14 806	16 250	15 946	8 641	7 628	6 305
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$)	423 267	551 500	371 903	488 759	516 885	259 174	215 998	189 086
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$)	26 617	27 992	26 402	30 077	32 415	29 994	28 316	29 990

Source : Pour 1993-1994, Budget principal des dépenses; pour 1994-1995 à 1999-2000, rapports de rendement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada; pour 2000-2001, Division des programmes de commercialisation nationaux de l'Administration de la LPAACFC; Agriculture et Agroalimentaire Canada.

**Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, 2000-2001**



Source : Administration de la LPAACFC, Division des programmes nationaux de commercialisation, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

**Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1995, 1997 et 1999**

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>CANADA</b>								
<b>Actif agricole</b>								
- 1995	1 017 771	586 408	807 761	1 298 603	709 620	1 356 023	682 711	733 986
- 1997	1 189 875	626 984	1 009 967	1 345 467	692 811	1 539 601	736 144	777 249
- 1999	1 601 036	684 805	1 336 517	1 770 155	749 045	1 686 234	803 062	896 014
<b>Passif agricole</b>								
- 1995	188 862	74 264	189 633	271 677	111 269	285 757	95 834	113 465
- 1997	227 275	93 908	260 508	269 778	130 171	368 443	106 227	130 822
- 1999	315 609	100 323	412 042	357 683	152 280	441 122	134 968	163 112
<b>Avoir net</b>								
- 1995	828 909	512 144	618 128	1 026 927	598 351	1 070 266	586 877	620 519
- 1997	962 599	533 076	749 459	1 075 689	562 639	1 171 158	629 918	646 426
- 1999	1 285 427	584 482	924 476	1 412 472	596 765	1 245 113	668 093	732 901
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
- 1995	44 315	19 122	48 274	..	..	101 196	30 844	30 237
- 1997	51 782	23 754	87 635	43 384	28 888	82 689	36 000	36 195
- 1999	67 480	18 527	68 735	79 523	35 431	83 714	26 067	32 468

**Points d'importance**

- L'avoir net a augmenté pour tous les types de ferme entre 1997 et 1999.
- Les fermes de pommes de terre et de volailles affichaient un niveau moyen de nouveaux investissements supérieur à celui des autres types d'exploitation agricole.
- Le niveau moyen de nouveaux investissements nets a diminué au Canada en 1999.

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>PROVINCES DE L'ATLANTIQUE</b>								
<b>Actif agricole</b>								
- 1995	1 086 968	407 383	620 513	1 217 365	448 766	1 341 959	..	765 298
- 1997	1 241 965	387 199	763 524	1 074 831	416 465	1 482 725	600 156	759 929
- 1999	1 762 587	427 523	729 407	1 419 321	490 501	1 783 279	544 329	937 927
<b>Passif agricole</b>								
- 1995	165 156	35 411	154 085	237 250	54 848	268 211	..	124 008
- 1997	204 383	42 445	197 830	203 193	72 054	355 177	70 703	139 897
- 1999	316 510	49 860	263 039	287 462	94 222	504 626	60 364	193 865
<b>Avoir net</b>								
- 1995	921 811	371 972	466 429	980 115	393 919	1 073 748	..	641 290
- 1997	1 037 582	344 754	565 694	871 638	344 410	1 127 548	..	620 032
- 1999	1 446 076	377 663	466 368	1 131 859	396 280	1 278 653	483 965	744 062
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
- 1995	43 839	..	..	65 543	23 096	96 237	..	36 207
- 1997	52 392	12 416	56 138	39 789	15 169	76 948	26 162	33 373
- 1999	64 844	6 038	29 657	50 301	23 471	99 854	-660	37 146

**Points d'importance**

- L'avoir net a augmenté entre 1997 et 1999 après avoir subi une baisse entre 1995 et 1997.
- Les fermes laitières affichaient l'avoir net le plus élevé en 1999, suivies des exploitations de pommes de terre.
- En 1999, les fermes de pommes de terre affichaient le niveau moyen de nouveaux investissements nets le plus élevé.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

**Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1995, 1997 et 1999 (suite)**

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>QUÉBEC</b>								
<b>Actif agricole</b>								
- 1995	827 697	367 990	792 506	1 419 331	453 125	947 048	731 349	687 272
- 1997	897 465	361 195	901 388	1 248 480	480 975	905 305	838 562	693 564
- 1999	1 346 622	396 388	1 096 958	1 924 025	617 182	769 120	944 312	935 512
<b>Passif agricole</b>								
- 1995	165 636	63 982	201 257	..	96 476	..	161 722	141 742
- 1997	191 824	65 464	305 932	267 274	132 921	253 219	208 446	162 370
- 1999	297 101	69 239	460 004	388 212	172 503	212 486	207 172	220 794
<b>Avoir net</b>								
- 1995	662 061	304 007	591 249	1 127 050	356 649	702 866	569 627	545 530
- 1997	705 642	295 732	595 456	981 206	348 055	652 086	630 117	531 194
- 1999	1 049 521	327 149	636 955	1 535 813	444 679	556 633	737 140	714 718
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
- 1995	37 644	13 387	..	..	..	..	43 259	32 725
- 1997	39 830	..	66 427	44 782	19 160	..	45 804	31 838
- 1999	67 115	3814	59 469	84 473	26 331	23 372	39 167	42 084

#### Points d'importance

- L'avoir net moyen des fermes du Québec a augmenté de près de 200 000 \$ entre 1997 et 1999, après avoir connu une légère diminution au cours de la période précédente.
- Les fermes de volailles affichaient le niveau moyen de nouveaux investissements nets le plus élevé, suivies des exploitations laitières.

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>ONTARIO</b>								
<b>Actif agricole</b>								
- 1995	1 154 295	463 729	638 786	1 207 311	801 055	..	682 873	740 280
- 1997	1 369 056	551 799	934 392	1 372 783	790 661	..	700 675	827 222
- 1999	1 698 200	610 163	1 098 846	1 981 359	808 641	1 831 126	847 555	1 001 592
<b>Passif agricole</b>								
- 1995	187 254	50 774	177 647	213 582	..	..	98 274	113 674
- 1997	231 494	69 238	243 859	239 326	146 954	..	95 450	134 222
- 1999	280 004	69 897	317 262	354 705	135 210	427 833	128 527	162 954
<b>Avoir net</b>								
- 1995	967 041	412 955	461 139	993 729	663 810	..	584 598	626 606
- 1997	1 137 562	482 561	690 532	1 133 457	643 707	..	605 225	693 000
- 1999	1 418 196	540 266	781 584	1 626 654	673 431	1 403 294	719 028	838 638
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
- 1995	48 862	10 114	34 931	..	..	..	25 207	24 409
- 1997	51 968	17 000	88 459	39 089	38 847	..	30 334	35 044
- 1999	61 179	15 020	56 170	94 046	36 861	69 935	26 229	36 361

#### Points d'importance

- L'avoir net moyen des fermes ontariennes a diminué considérablement entre 1997 et 1999.
- Le niveau moyen de nouveaux investissements nets a augmenté par rapport à celui de 1995.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

**Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1995, 1997 et 1999 (suite)**

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>MANITOBA</b>								
<b>Actif agricole</b>								
- 1995	1 024 172	402 484	1 323 889	..	..	..	675 386	687 697
- 1997	1 216 581	433 877	1 371 434	955 635	..	3 698 365	732 308	716 531
- 1999	1 409 128	509 552	1 704 906	1 297 581	267 193	2 676 078	796 662	785 363
<b>Passif agricole</b>								
- 1995	219 305	46 359	259 958	..	..	..	102 171	108 268
- 1997	290 635	67 663	275 149	136 349	..	938 654	119 385	123 883
- 1999	258 839	89 458	473 653	261 482	38 598	798 846	151 282	158 786
<b>Avoir net</b>								
- 1995	804 868	356 125	1 063 931	..	..	..	573 215	579 428
- 1997	925 946	366 214	1 096 285	819 285	..	..	612 923	592 648
- 1999	1 150 290	420 094	1 231 253	1 036 099	228 595	1 877 231	645 381	626 578
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
- 1995	..	12 600	82 793	..	..	..	30 114	32 470
- 1997	63 307	13 895	121 716	..	..	271 101	40 010	38 864
- 1999	72 988	14 474	70 075	41 602	6 188	125 797	27 865	29 429

#### Points d'importance

- L'avoir moyen net des fermes manitobaines a augmenté de près de 34 000 \$ entre 1997 et 1999.
- Les fermes de pommes de terre affichaient le niveau moyen de nouveaux investissements nets le plus élevé. Cependant ces exploitations ont connu une baisse appréciable depuis 1997.

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>SASKATCHEWAN</b>								
<b>Actif agricole</b>								
- 1995	..	581 369	..	..	..	..	622 068	628 592
- 1997	1 181 460	542 031	1 186 623	..	..	..	672 948	657 868
- 1999	1 464 359	578 918	2 168 436	1 236 658	208 000	..	665 437	665 841
<b>Passif agricole</b>								
- 1995	..	79 745	..	..	..	..	84 660	87 272
- 1997	191 130	81 821	246 050	..	..	..	91 654	92 728
- 1999	313 757	91 750	603 891	299 369	27 000	..	112 998	113 978
<b>Avoir net</b>								
- 1995	..	501 625	..	..	..	..	537 408	541 320
- 1997	990 330	460 211	940 573	..	..	..	581 294	565 140
- 1999	1 150 602	487 168	1 564 545	937 289	181 000	..	552 439	551 863
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
- 1995	..	21 030	..	..	..	..	30 185	29 187
- 1997	..	19 871	150 590	..	..	..	34 984	33 502
- 1999	71843	22 716	228 671	171	36 000	..	20 299	22 573

#### Points d'importance

- L'avoir moyen net de la ferme typique de céréales de la Saskatchewan a diminué en 1999 après avoir connu une hausse substantielle en 1997.
- Ce sont les fermes porcines et les fermes laitières qui affichaient l'avoir moyen net le plus élevé en 1999.
- Le niveau moyen de nouveaux investissements nets des fermes de la Saskatchewan a diminué en 1999.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

**Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1995, 1997 et 1999 (suite)**

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>ALBERTA</b>								
<b>Actif agricole</b>								
- 1995	1 285 044	747 023	941 856	..	..	..	817 621	819 259
- 1997	2 259 251	809 241	1 119 426	..	..	2 567 016	880 799	880 037
- 1999	3 159 919	874 686	2 082 185	1 369 954	4 861 214	2 191 784	1 040 769	1 007 202
<b>Passif agricole</b>								
- 1995	..	100 347	183 469	..	..	..	107 152	113 198
- 1997	405 357	131 492	222 446	..	..	600 715	120 861	137 095
- 1999	602 646	133 982	490 189	323 641	1 597 302	406 531	162 815	165 332
<b>Avoir net</b>								
- 1995	1 017 081	646 676	758 387	..	..	..	710 469	706 061
- 1997	1 853 893	677 748	896 980	..	..	1 966 301	759 938	742 942
- 1999	2 557 273	740 704	1 591 997	1 046 313	3 263 911	1 785 252	877 954	841 869
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
- 1995	..	27 518	..	..	..	..	34 947	34 107
- 1997	..	36 228	83 719	..	..	148 347	38 926	40 844
- 1999	86 550	22 624	77 130	65 373	671 586	129 515	34 838	32 379

#### Points d'importance

- L'avoir moyen net des fermes de l'Alberta a augmenté régulièrement entre 1995 et 1999.
- L'avoir net des fermes laitières et des fermes porcines a augmenté de façon sensible entre 1997 et 1999.
- Les fermes de pommes de terre ont affiché le niveau moyen de nouveaux investissements nets le plus élevé.

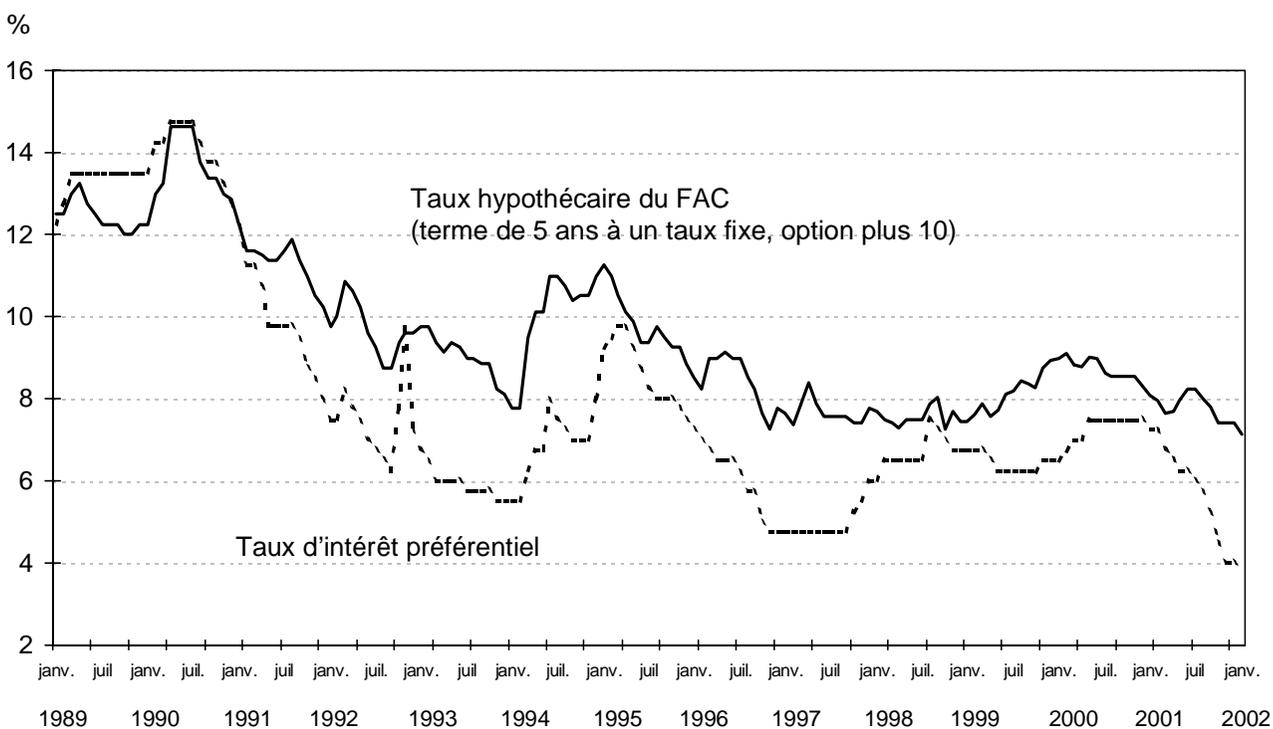
	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>								
<b>Actif agricole</b>								
- 1995	2 065 032	870 049	..	1 642 107	883 449	..	..	1 088 317
- 1997	2 250 119	842 449	958 822	1 712 549	925 693	1 491 359	907 460	1 101 487
- 1999	2 885 975	914 297	1 559 104	1 913 380	834 699	2 320 231	1 003 750	1 139 360
<b>Passif agricole</b>								
- 1995	401 501	82 467	..	..	108 644	..	..	171 363
- 1997	492 504	76 037	236 484	407 152	145 534	..	136 342	199 738
- 1999	727 810	90 972	540 938	427 833	155 433	301 790	173 421	222 205
<b>Avoir net</b>								
- 1995	1 663 531	787 583	..	1 109 948	774 805	..	..	916 954
- 1997	1 757 616	766 411	722 339	1 305 398	780 160	1 325 567	771 118	901 749
- 1999	2 158 164	823 325	1 018 166	1 485 547	679 266	2 018 441	830 329	917 154
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
- 1995	..	27 550	..	..	..	..	..	32 826
- 1997	83 673	22 398	65 742	57 887	33 444	..	22 793	44 773
- 1999	113 868	25 833	64 154	87 782	28 886	89 005	29 481	39 145

#### Points d'importance

- En 1999, l'avoir moyen net des fermes de la Colombie-Britannique a été supérieur à celui de toutes les autres provinces.
- Le niveau moyen de nouveaux investissements nets a diminué entre 1997 et 1999.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

**Graphique B.5 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1989-2002**



Sources : Financement agricole Canada (FAC) et Revue de la Banque du Canada.

**Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2001**

	Manitoba		Minnesota/Dakota du Nord	
	Oct. 01	June 01	Oct. 01	June 01
<b>Azote (\$CAN/tonne)</b>				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	390,58	631,32	383,57	592,35
Urée (46-0-0)	286,17	430,44	272,51	431,43
<b>Phosphate (\$CAN/tonne)</b>				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	341,14	381,29	363,91	382,50
<b>Potasse (\$CAN/tonne)</b>				
Potasse (0-0-60)	187,26	192,89	238,88	237,55
<b>Carburant (\$CAN/litre)</b>				
Diesel	47,32	47,23	43,30	45,99
Essence (ordinaire sans plomb)	56,74	55,78	40,57	51,73

Source : La Corporation Thomsen.

**Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2000 et 2001**

	Ontario		Michigan/Ohio/Indiana	
	19 sept. 2001	21 sept. 2000	19 sept. 2001	21 sept. 2000
<b>Azote (\$CAN/tonne)</b>				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	623,66	453,01	596,47	463,81
Urée (46-0-0)	399,48	313,48	380,53	350,96
Solution d'azote 28	294,60	200,77	281,33	218,64
Nitrate d'ammonium	354,72	294,99	427,38	341,05
<b>Phosphate (\$CAN/tonne)</b>				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	409,98	392,12	399,82	391,92
Phosphate dibasique d'ammonium (18-46-0)	410,11	392,93	380,74	366,97
Superphosphate triple (0-46-0)	378,40	367,14	369,43	343,69
<b>Potasse (\$CAN/tonne)</b>				
Potasse (0-0-60)	264,20	256,39	263,34	252,72
<b>Carburant (\$CAN/litre)</b>				
Diesel	51	56	56	53
Essence (ordinaire sans plomb)	69	72	68	65

Source : Collège Ridgetown, Université de Guelph.

**Tableau B.8 : Salaires horaires versés à la main-d'oeuvre agricole active, Canada et provinces, 1997**

	Travail général	Opération d'équipement	Entretien du bétail	Fruits et légumes	Supervision	Autres genres de travail	Moyenne/ tous genres
	(Dollars par heure)						
Atlantique	8,03	9,85	9,15	8,19	9,06	9,73	8,35
Québec	8,72	9,95	10,01	8,02	10,53	10,93	9,14
Ontario	9,28	11,85	10,84	8,24	14,03	8,16	9,62
Manitoba	8,88	9,71	9,42	7,71	13,71	9,91	9,04
Saskatchewan	9,31	9,50	10,79	7,36	12,74	8,32	9,53
Alberta	10,15	11,43	10,73	7,50	14,14	9,40	10,22
Colombie-Britannique	10,41	12,11	11,09	8,94	13,80	10,36	10,05
Canada	9,27	10,70	10,38	8,32	13,24	9,45	9,50

Source : Statistique Canada, Division de l'agriculture.

**Tableau B.9 : Intrants agricoles, Canada, 1996-2000**

	1996	1997	1998	1999	2000
	(000 \$)				
Dépenses liées à la machinerie	3 178 558	3 218 381	3 128 602	3 221 023	3 608 829
Aliments achetés	3 651 516	3 858 005	3 718 895	3 525 469	3 602 716
Salaires	2 746 443	2 924 611	3 013 382	3 172 657	3 305 025
Engrais et chaux	2 007 492	1 975 710	1 972 778	1 881 913	1 988 214
Intérêts	1 685 126	1 731 246	1 937 098	2 113 990	2 451 142
Loyer	1 065 251	1 096 192	1 130 727	1 166 224	1 167 598
Pesticides	1 223 164	1 305 144	1 337 932	1 366 976	1 410 695
Achats de bétail	908 366	837 888	1 068 400	1 439 912	1 655 315
Semences	719 762	793 817	833 109	872 458	889 114
Réparations des bâtiments et clôtures	634 193	630 211	635 557	642 205	655 805
Électricité	587 558	606 788	594 458	601 920	616 804
Impôts fonciers	504 086	520 633	518 189	512 882	514 799
Assurance-récolte et grêle	430 609	407 712	385 438	332 702	296 468
Assurance commerciale	461 808	485 611	494 825	508 154	516 081
Insémination et vétérinaire	434 374	470 302	479 257	520 401	542 748
Autres*	2 478 309	2 286 886	2 345 426	2 494 143	2 710 507
Amortissement	3 552 604	3 669 341	3 880 283	3 981 797	4 034 095
Dépenses totales	26 269 219	26 818 478	27 474 356	28 354 826	29 965 955

Source : Statistique Canada, Division de l'agriculture.

Note : Les montants des dépenses tiennent compte des remises du gouvernement.

\*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, chaux et irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

**Tableau B.10 : Valeur des acquisitions d'équipement neuf et usagé, moyenne pour toutes les fermes, selon la catégorie de revenu, 1999**

	Revenu agricole					Toutes les fermes
	10 000 \$ à 24 999 \$	25 000 \$ à 49 999 \$	50 000 \$ à 99 999 \$	100 000 \$ à 249 999 \$	250 000 \$ et plus	
<b>OUEST DU CANADA</b>						
Nombre de fermes	14 665	19 615	24 135	29 375	14 955	102 745
Tracteurs neufs	132 \$	384 \$	1 192 \$	1 637 \$	8 199 \$	2 034 \$
Tracteurs usagés	359 \$	1 173 \$	2 531 \$	4 424 \$	6 067 \$	3 018 \$
Matériel neuf de préparation du sol	4 \$	56 \$	253 \$	1 813 \$	6 251 \$	1 499 \$
Matériel usagé de préparation du sol	93 \$	204 \$	732 \$	1 044 \$	1 993 \$	813 \$
Faucheuses à foin neuves	-	198 \$	179 \$	266 \$	1 145 \$	324 \$
Faucheuses à foin usagées	105 \$	157 \$	171 \$	116 \$	360 \$	171 \$
Équipement de récolte neuf	-	115 \$	160 \$	950 \$	9 613 \$	1 731 \$
Équipement de récolte usagé	314 \$	381 \$	1 806 \$	4 982 \$	8 932 \$	3 266 \$
Presses neuves	-	328 \$	669 \$	425 \$	968 \$	486 \$
Presses usagées	34 \$	133 \$	230 \$	369 \$	171 \$	215 \$
Autre machinerie neuve	119 \$	434 \$	593 \$	748 \$	6 845 \$	1 449 \$
Autre machinerie usagée	114 \$	391 \$	765 \$	903 \$	2 889 \$	949 \$
Total de la machinerie neuve	301 \$	1 515 \$	3 046 \$	5 839 \$	33 022 \$	7 523 \$
Total de la machinerie usagée	1 020 \$	2 440 \$	6 234 \$	11 838 \$	20 412 \$	8 431 \$
<b>EST DU CANADA</b>						
Nombre de fermes	11 225	11 355	10 940	18 650	16 180	68 345
Tracteurs neufs	898 \$	670 \$	2 587 \$	4 271 \$	11 647 \$	4 595 \$
Tracteurs usagés	726 \$	1 423 \$	1 023 \$	2 852 \$	3 517 \$	2 130 \$
Matériel neuf de préparation du sol	33 \$	133 \$	144 \$	1 204 \$	2 045 \$	863 \$
Matériel usagé de préparation du sol	95 \$	241 \$	242 \$	735 \$	869 \$	500 \$
Faucheuses à foin neuves	0 \$	123 \$	89 \$	581 \$	995 \$	429 \$
Faucheuses à foin usagées	54 \$	114 \$	104 \$	129 \$	241 \$	137 \$
Équipement de récolte neuf	10 \$	61 \$	157 \$	867 \$	3 651 \$	1 138 \$
Équipement de récolte usagé	25 \$	304 \$	331 \$	460 \$	3 040 \$	953 \$
Presses neuves	-	319 \$	224 \$	522 \$	404 \$	330 \$
Presses usagées	104 \$	108 \$	58 \$	213 \$	175 \$	144 \$
Autre machinerie neuve	422 \$	464 \$	1 393 \$	2 727 \$	7 520 \$	2 894 \$
Autre machinerie usagée	146 \$	326 \$	546 \$	856 \$	1 697 \$	801 \$
Total de la machinerie neuve	1 388 \$	1 769 \$	4 594 \$	10 172 \$	26 262 \$	10 250 \$
Total de la machinerie usagée	1 150 \$	2 516 \$	2 303 \$	5 246 \$	9 539 \$	4 665 \$

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes, 2000.

## Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles

---

### Tableau B.1 : Dette agricole et Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteur

---

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

---

### Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles

---

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites ne rendent compte que d'une petite partie du nombre total d'agriculteurs qui abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières. Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du Surintendant des faillites.

---

### Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.3 : Répartition du montant du portefeuille de prêt de FAC

---

L'information de FAC sur les prêts en cours et sur les prêts approuvés est tirée de ses rapports annuels de 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001. Les données sur la distribution du portefeuille de prêts en cours de FAC par province, sur le nombre de prêts approuvés et sur les prêts moyens approuvés ont été fournis de FAC.

---

### Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC et Graphique B.4 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC

---

Les données sur les nouveaux prêts enregistrés aux termes de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la

commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) proviennent du « budget principal des dépenses de 1996-1997 » pour 1993-1994, des rapports sur le rendement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada couvrant 1994-1995 à 1999-2000; et de l'administration de la LPAACFC pour 2000-2001. Les données sur la distribution des nouveaux prêts enregistrés par province ont été fournies par l'administration de la LPAACFC.

---

### Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, par type de ferme

---

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type de ferme proviennent de l'Enquête financière sur les fermes de 1996, 1998 et 2000. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée environ tous les deux ans par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts sont de plus de 10 000 \$.

Les nouveaux investissements nets sont les achats de biens en immobilisation desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation. Le revenu net d'exploitation est le revenu agricole brut moins les dépenses.

---

### Graphique B.5 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel

---

Le taux d'intérêt préférentiel du Canada est publié dans la *Revue de la Banque du Canada* (dont l'adresse électronique est [www.bank-banque-canada.ca](http://www.bank-banque-canada.ca)). Le taux hypothécaire de Financement agricole Canada (FAC) est établi pour un terme de cinq ans à un taux fixe plus dix.

---

**Tableaux B.6 et B.7 : Prix moyens des engrais et des carburants sélectionnés et Tableau B.8 : Salaires horaires versés à la main-d'oeuvre agricole active**

---

Les données sur les prix des engrais sont fournies à propos du Manitoba et de l'Ontario avec des comparaisons avec les États américains attenants, par des consultants privés en vertu d'un contrat passé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada. Les données sur les prix et les salaires ont été compilées par Statistique Canada en vertu d'un contrat passé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada. Les données sur les salaires ont été recueillies auprès des agriculteurs. L'Enquête a été abolie.

---

**Tableau B.9 : Intrants agricoles**

---

Les dépenses au titre des intrants agricoles tiennent compte des remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts reliés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie empruntée, se référer à la publication de Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

---

**Tableau B.10 : Valeur des achats d'équipement neuf et usagé, moyenne pour toutes les fermes, par catégorie de revenu**

---

L'information est fondée sur l'Enquête financière sur les fermes de 2000 menée par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. L'enquête porte sur les données de l'année civile 1999. La valeur des achats de machinerie neuve et usagée exclut la valeur de l'équipement offert en échange. La valeur des achats tient compte de toutes les fermes, y compris celles qui n'ont pas acheté d'équipement. On peut obtenir d'autres renseignements dans cette enquête, comme les achats par type de ferme ou par province.

## **SECTION C**

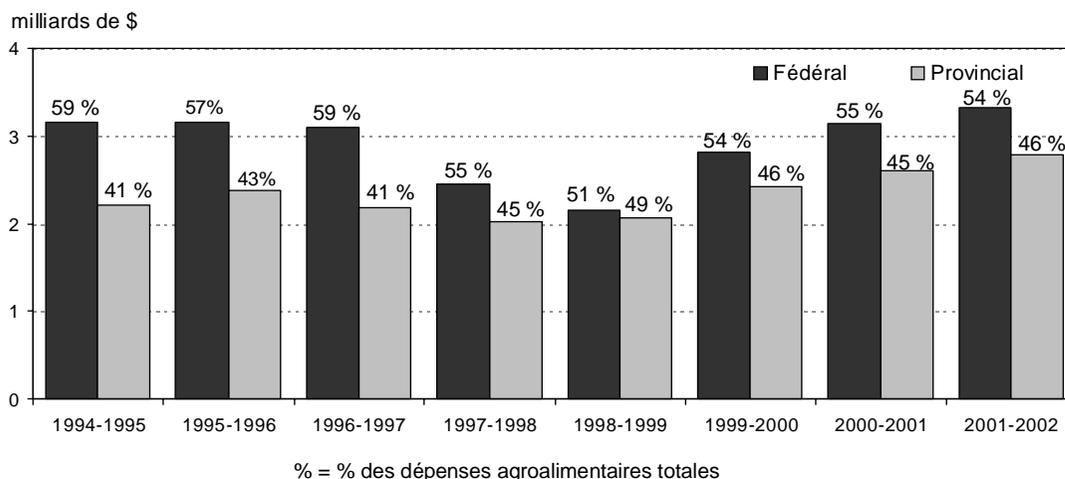
### **Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire**

**Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1994-1995 à 2001-2002**

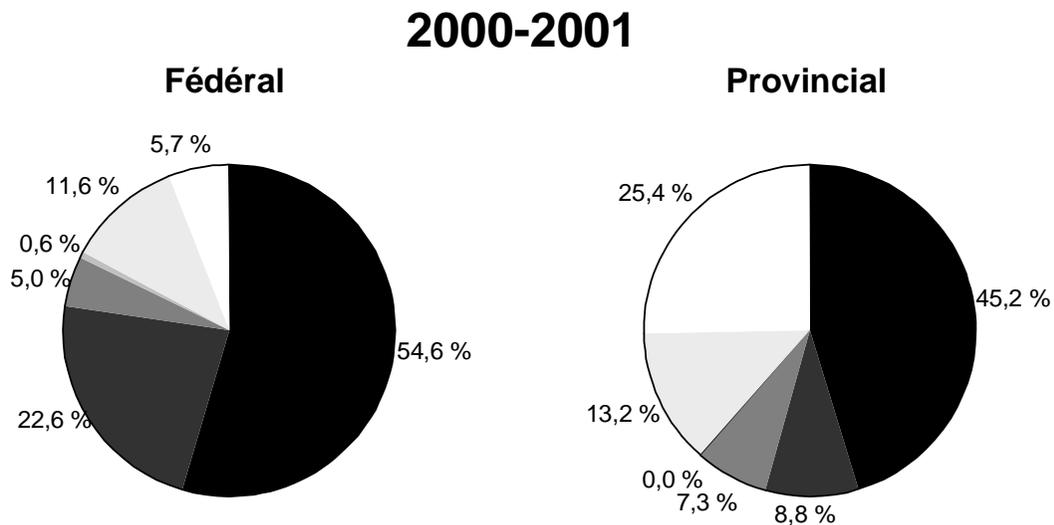
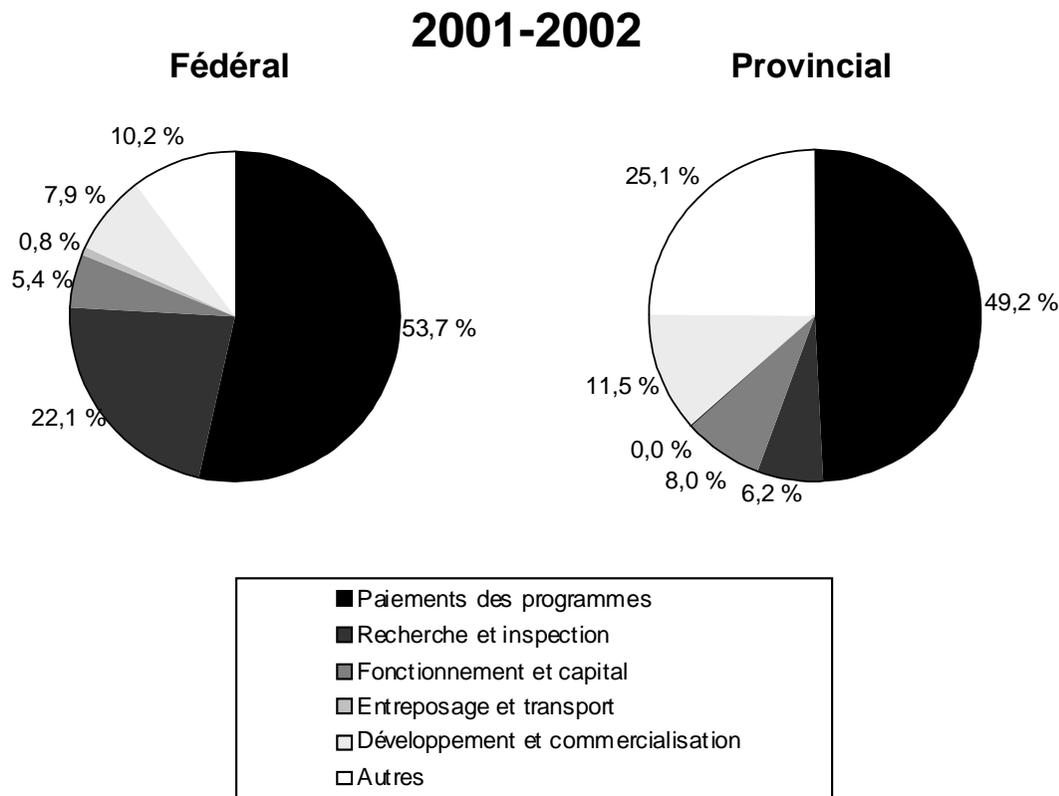
Réparties		1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations
		(000 \$)							
T.-N.	Fédéral	10 182	9 776	8 292	11 794	6 573	8 425	6 734	8 752
	Provincial	16 762	14 274	12 605	21 503	10 425	9 626	10 155	12 292
	% Féd.	37,79	40,65	39,68	35,42	38,67	46,67	39,87	41,59
Î.-P.-É.	Fédéral	31 255	38 435	33 262	35 162	26 534	26 944	34 446	30 826
	Provincial	19 394	21 427	20 677	18 329	20 816	26 169	41 148	30 157
	% Féd.	61,71	64,21	61,67	65,73	56,04	50,73	45,57	50,55
N.-É.	Fédéral	30 924	31 940	27 210	27 175	23 908	24 888	20 899	31 717
	Provincial	44 512	41 739	40 105	29 896	38 922	35 439	35 123	37 109
	% Féd.	40,99	43,35	40,42	47,62	38,05	41,26	37,31	46,08
N.-B.	Fédéral	33 637	36 882	30 757	35 161	27 537	24 658	24 239	32 789
	Provincial	24 797	24 638	21 807	22 429	21 597	32 316	20 655	18 218
	% Féd.	57,56	59,95	58,51	61,05	56,05	43,28	53,99	64,28
Qc	Fédéral	333 381	313 492	253 399	342 078	265 036	392 047	452 309	417 330
	Provincial	623 533	639 201	578 433	521 360	524 490	527 436	739 315	710 034
	% Féd.	34,84	32,91	30,46	39,62	33,57	42,64	37,96	37,02
Ont.	Fédéral	371 395	348 140	355 724	362 347	355 969	421 212	460 684	616 219
	Provincial	466 693	476 249	484 897	469 912	324 654	363 029	451 733	434 243
	% Féd.	44,31	42,23	42,32	43,54	52,30	53,71	50,49	58,66
Man.	Fédéral	375 093	424 390	343 737	217 740	232 345	351 297	436 026	343 506
	Provincial	181 592	131 911	131 922	137 029	141 458	222 186	207 155	164 817
	% Féd.	67,38	76,29	72,27	61,38	62,16	61,26	67,79	67,58
Sask.	Fédéral	1 054 397	958 387	1 060 767	655 277	453 814	860 113	950 135	681 897
	Provincial	221 141	385 082	343 546	305 569	463 101	450 605	335 329	436 292
	% Féd.	82,66	71,34	75,54	68,20	49,49	65,62	73,91	60,98
Alb.	Fédéral	515 075	624 922	597 733	424 298	395 292	479 929	491 983	668 700
	Provincial	554 502	581 854	479 271	430 721	440 445	702 307	684 444	860 860
	% Féd.	48,16	51,78	55,50	49,62	47,30	40,60	41,82	43,72
C.-B.	Fédéral	78 002	83 187	82 897	81 773	87 053	91 483	92 065	139 891
	Provincial	63 022	59 898	65 384	60 249	69 219	63 694	79 017	72 755
	% Féd.	55,31	58,14	55,91	57,58	55,71	58,95	53,81	65,79
Autres	Fédéral	330 111	287 712	307 033	255 607	288 243	142 319	178 276	350 529
	Provincial	356	386	300	-	-	-	-	-
	% Féd.	99,89	99,87	99,90	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Fédéral	3 163 454	3 157 263	3 100 811	2 448 411	2 162 305	2 823 315	3 147 795	3 322 157
	Provincial	2 215 948	2 376 272	2 178 646	2 016 998	2 055 127	2 432 807	2 604 073	2 776 776
	% Féd.	58,81	57,06	58,73	54,83	51,27	53,71	54,73	54,47

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada, 1994-1995 à 2001-2002**



**Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale**



**Paiements des programmes.** Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et la réduction des coûts, l'assurance-récolte et l'aide financière.

**Recherche et inspection.** Comprend les dépenses d'administration (p. ex., les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

**Fonctionnement et capital.** Comprend les dépenses générales en administration et en gestion, en politiques, en information et en soutien statistique.

**Entreposage et transport.** Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport.

**Programmes de commercialisation et de développement.** Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et l'environnement.

**Autres.** Comprend les paiements pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement et les programmes sociaux.

**Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations
(000 \$)								
<b>CANADA</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	499 107	516 517	555 758	555 498	802 797	883 038	902 141	945 873
<b>B. Dépenses de capital</b>	36 671	28 866	44 425	79 351	47 951	67 645	49 631	65 268
<b>C. Dépenses de programmes</b>	1 206 536	1 586 240	1 662 120	1 791 830	1 347 375	1 924 280	2 240 832	2 336 516
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	442 177	702 655	788 644	1 064 051	327 089	911 471	1 456 723	1 435 975
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	28 749	29 676	122 099	26 403	38 213	7 883	14 892	6 029
c.3 Assurance-récolte	235 537	203 736	202 638	223 194	226 880	217 865	224 415	228 035
c.4 Aide au financement	104 218	101 876	100 714	89 390	55 617	30 454	46 060	129 001
c.5 Entreposage et transport	21 349	125 475	163	170	73 823	270 525	19 176	26 506
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	18 148	29 715	29 377	46 790	4 144	3 408	3 405	7 440
c.7 Recherche	56 402	67 656	98 494	69 903	14 376	8 687	4 394	8 811
c.8 Inspection des aliments	12 282	22 925	21 007	28 426	10 365	5 680	16 782	17 445
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	253 212	139 163	171 314	327 051
c.10 Marketing et commercialisation	26 212	32 677	19 079	27 215	257 845	237 911	210 999	57 679
c.11 Développement rural et régional	66 149	63 204	99 453	65 259	55 884	79 264	58 953	71 636
c.12 Environnement	41 737	59 080	76 299	45 505	10 308	8 499	6 323	14 550
c.13 Enseignement	136 615	131 162	91 534	92 643	3 242	1 527	1 052	527
c.14 Vulgarisation	16 961	16 406	12 618	12 882	16 378	1 942	6 343	5 833
<b>D. Dépenses fiscales</b>	383 787	397 961	423 355	424 978	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	2 126 100	2 529 585	2 685 658	2 851 658	2 198 122	2 874 963	3 192 604	3 347 657
Recouvrements	(70 973)	(96 778)	(81 585)	(74 882)	(35 817)	(51 647)	(44 808)	(25 500)
<b>Total, dépenses nettes</b>	2 055 127	2 432 807	2 604 073	2 776 776	2 162 305	2 823 315	3 147 795	3 322 157
<b>TERRE-NEUVE</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	7 985	7 412	7 474	8 812	1 814	2 387	1 960	2 250
<b>B. Dépenses de capital</b>	402	520	616	771	117	400	173	131
<b>C. Dépenses de programmes</b>	2 624	2 216	2 597	3 480	4 733	5 770	4 709	6 430
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	100	92	302	391	94	1 464	1 546	2 582
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	285	217	138	285	..	..	..	2
c.3 Assurance-récolte	151	209	200	204	67	118	127	101
c.4 Aide au financement	1 045	782	1 000	1 586	1 810	0	9	..
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	2 028	1 636	195	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	..	..	..	..	14	0	0	2 390
c.7 Recherche	..	..	..	..	3	3	3	6
c.8 Inspection des aliments	..	..	..	..	49	2	..	25
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	..	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	320	256	257	262	20	12	68	40
c.11 Développement rural et régional	..	..	..	..	391	2 533	2 737	1 250
c.12 Environnement	..	..	..	..	7	..	..	19
c.13 Enseignement	464	464	464	483	..	0	..	..
c.14 Vulgarisation	260	195	235	270	250	1	24	13
<b>D. Dépenses fiscales</b>	..	..	..	..	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	11 012	10 148	10 687	13 063	6 664	8 557	6 842	8 811
Recouvrements	(587)	(522)	(532)	(771)	(91)	(132)	(108)	(58)
<b>Total, dépenses nettes</b>	10 425	9 626	10 155	12 292	6 573	8 425	6 734	8 752

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002 (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations
(000 \$)								
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	7 902	9 243	9 899	9 298	9 587	10 868	9 172	9 038
<b>B. Dépenses de capital</b>	..	..	23 851	1 000	572	1 124	604	582
<b>C. Dépenses de programmes</b>	12 235	16 119	15 038	20 240	16 814	15 577	25 169	21 465
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	2 871	6 156	4 871	9 637	6 943	12 259	5 983	15 238
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	87	87	..	..	..	..	14 600	11
c.3 Assurance-récolte	570	784	912	918	562	758	1 665	832
c.4 Aide au financement	16	41	..	..	1 216	259	411	1 235
c.5 Entreposage et transport	15	15	..	..	4 075	752	27	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	285	287	226	239	317	190	0	51
c.7 Recherche	297	701	1 742	1 714	16	13	243	28
c.8 Inspection des aliments	81	89	173	409	49	10	..	65
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	1	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	1 906	1 154	1 749	1 695	191	38	84	184
c.11 Développement rural et régional	758	1 006	85	85	2 900	1 289	2 054	3 678
c.12 Environnement	72	530	649	400	330	..	47	86
c.13 Enseignement	5 270	5 270	4 375	4 972	5	2	..	..
c.14 Vulgarisation	8	..	257	174	209	5	55	57
<b>D. Dépenses fiscales</b>	1 968	1 968	1 968	1 968	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	22 106	27 331	50 756	32 507	26 974	27 568	34 946	31 084
Recouvrements	(1 290)	(1 162)	(9 608)	(2 350)	(439)	(625)	(501)	(258)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>20 816</b>	<b>26 169</b>	<b>41 148</b>	<b>30 157</b>	<b>26 534</b>	<b>26 944</b>	<b>34 446</b>	<b>30 826</b>
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	14 570	14 734	8 863	11 576	8 926	10 977	10 466	11 014
<b>B. Dépenses de capital</b>	376	610	302	460	572	2 037	671	709
<b>C. Dépenses de programmes</b>	24 774	21 483	24 921	25 455	14 860	12 525	10 329	20 309
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	2 184	2 340	8 141	6 041	5 056	7 507	5 429	14 560
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	296	362	..	..	..	..	..	13
c.3 Assurance-récolte	391	448	490	467	467	405	459	433
c.4 Aide au financement	4 408	5 577	6 490	7 997	719	488	165	501
c.5 Entreposage et transport	70	70	70	70	3 226	1 271	631	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	1 370	1 327	184	662	145	0	175	62
c.7 Recherche	77	157	130	230	592	14	16	655
c.8 Inspection des aliments	1 229	1 082	1 106	2 086	201	11	..	104
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	1	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	476	465	3 179	2 174	247	193	1 490	340
c.11 Développement rural et régional	109	96	..	..	3 832	2 628	1 772	3 466
c.12 Environnement	..	..	..	..	181	..	132	105
c.13 Enseignement	9 413	5 216	5 028	5 528	5	2	..	..
c.14 Vulgarisation	4 750	4 344	104	200	189	5	61	69
<b>D. Dépenses fiscales</b>	1 234	1 234	1 234	1 234	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	40 954	38 061	35 320	38 726	24 358	25 539	21 466	32 032
Recouvrements	(2 032)	(2 622)	(198)	(1 617)	(451)	(651)	(567)	(315)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>38 922</b>	<b>35 439</b>	<b>35 123</b>	<b>37 109</b>	<b>23 908</b>	<b>24 888</b>	<b>20 899</b>	<b>31 717</b>

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002 (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations
(000 \$)								
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	17 987	23 208	15 875	11 705	8 482	9 969	9 775	10 236
<b>B. Dépenses de capital</b>	1 195	882	710	321	496	1 099	666	660
<b>C. Dépenses de programmes</b>	4 835	8 848	6 152	7 737	18 938	14 183	14 319	22 186
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	606	1 692	1 430	907	3 405	3 679	4 516	13 049
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	..	..	..	..	..	..	..	12
c.3 Assurance-récolte	1 208	1 330	1 786	1 700	1 990	1 939	1 786	1 540
c.4 Aide au financement	..	..	47	47	1 055	329	737	1 565
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	5 603	137	..	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	..	..	..	..	1 344	100	175	58
c.7 Recherche	..	..	..	..	14	13	15	31
c.8 Inspection des aliments	88	37	55	3 102	202	132	3 750	97
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	1	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	2 150	4 430	238	422	111	17	48	200
c.11 Développement rural et régional	284	180	1 605	603	4 945	7 829	3 236	5 471
c.12 Environnement	..	..	..	..	44	..	..	98
c.13 Enseignement	93	88	122	122	5	2	..	..
c.14 Vulgarisation	407	1 092	868	833	220	5	57	65
<b>D. Dépenses fiscales</b>	1 758	1 464	1 642	1 949	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	25 775	34 402	24 379	21 712	27 916	25 250	24 760	33 082
Recouvrements	(4 178)	(2 086)	(3 724)	(3 494)	(378)	(592)	(521)	(293)
<b>Total, dépenses nettes</b>	21 597	32 316	20 655	18 218	27 537	24 658	24 239	32 789
<b>QUÉBEC</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	149 650	158 713	165 916	172 635	117 450	137 937	139 019	144 509
<b>B. Dépenses de capital</b>	4 115	2 394	3 463	7 610	7 315	13 268	7 105	9 394
<b>C. Dépenses de programmes</b>	294 588	281 459	480 301	441 529	145 998	249 290	313 602	267 597
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	157 385	131 659	279 597	284 942	94 137	193 924	275 681	220 337
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	19 671	21 552	15 933	12 503	..	..	137	178
c.3 Assurance-récolte	16 526	17 207	16 839	19 709	18 314	17 396	17 332	18 193
c.4 Aide au financement	34 433	33 664	42 492	36 500	3 083	2 764	5 675	10 910
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	2 547	4 406	5	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	1 435	1 509	2 558	1 023	274	1 449	636	825
c.7 Recherche	9 028	9 817	11 329	9 527	1 125	325	214	448
c.8 Inspection des aliments	4 529	4 454	4 454	4 454	3 310	1 690	2 777	8 124
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	2 560	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	3 617	7 001	5 226	5 208	6 472	13 467	2 502	2 950
c.11 Développement rural et régional	6 155	3 981	2 909	7 315	13 442	11 215	7 661	3 321
c.12 Environnement	19 684	25 685	71 032	32 163	697	..	371	1 390
c.13 Enseignement	16 715	18 445	20 781	20 532	110	28	..	..
c.14 Vulgarisation	5 409	6 485	7 150	7 653	2 488	68	611	921
<b>D. Dépenses fiscales</b>	76 138	84 871	89 634	88 259	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	524 490	527 436	739 315	710 034	270 763	400 495	459 727	421 500
Recouvrements	..	..	..	..	(5 726)	(8 448)	(7 418)	(4 170)
<b>Total, dépenses nettes</b>	524 490	527 436	739 315	710 034	265 036	392 047	452 309	417 330

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002 (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations
(000 \$)								
<b>ONTARIO</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	99 668	100 568	101 068	109 831	170 872	196 618	200 427	209 404
<b>B. Dépenses de capital</b>	..	..	..	50 000	10 526	16 846	13 827	13 534
<b>C. Dépenses de programmes</b>	202 330	242 012	333 431	253 897	182 821	219 845	257 082	399 289
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	68 707	88 687	105 589	95 140	116 915	155 584	205 238	329 830
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	2 713	..	91 000	..	4 697	7 883	..	4 843
c.3 Assurance-récolte	33 845	26 032	22 451	22 962	27 227	26 032	19 841	26 737
c.4 Aide au financement	9 055	9 163	6 881	13 556	6 002	3 134	6 774	12 241
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	..	..	..	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	6 180	11 459	18 421	33 656	1 018	1	860	1 188
c.7 Recherche	15 113	8 751	43 593	36 368	435	360	307	1 582
c.8 Inspection des aliments	894	11 843	9 386	12 824	3 104	1 364	723	3 299
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	1 946	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	1 866	13 448	1 869	10 705	6 771	13 036	8 092	11 009
c.11 Développement rural et régional	7 865	6 291	25 921	13 363	12 453	8 953	13 129	5 227
c.12 Environnement	128	11 833	5	3 808	962	965	103	2 006
c.13 Enseignement	54 606	54 504	8 200	11 400	468	489	510	..
c.14 Vulgarisation	1 359	..	115	115	2 768	97	1 505	1 327
<b>D. Dépenses fiscales</b>	24 607	24 068	22 553	24 145	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	326 605	366 647	457 053	437 873	364 218	433 309	471 335	622 228
Recouvrements	(1 952)	(3 618)	(5 319)	(3 630)	(8 250)	(12 096)	(10 651)	(6 008)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>324 654</b>	<b>363 029</b>	<b>451 733</b>	<b>434 243</b>	<b>355 969</b>	<b>421 212</b>	<b>460 684</b>	<b>616 219</b>
<b>MANITOBA</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	32 435	34 012	36 800	37 774	87 061	88 191	118 750	97 726
<b>B. Dépenses de capital</b>	..	1 442	1 245	1 144	4 703	6 462	4 457	7 138
<b>C. Dépenses de programmes</b>	76 843	180 611	136 551	93 274	144 058	261 783	317 168	241 146
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	18 506	86 884	87 284	44 665	39 506	92 806	206 545	143 307
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	729	988	1 776	1 234	645	..	..	461
c.3 Assurance-récolte	33 006	30 527	29 118	28 466	41 769	38 702	37 688	48 864
c.4 Aide au financement	3 688	4 719	2 283	1 733	8 357	22 248	27 822	23 911
c.5 Entreposage et transport	..	40 000	..	..	11 259	63 859	3 148	4 707
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	397	400	406	408	137	0	14	495
c.7 Recherche	1 101	1 101	1 326	1 101	2 345	1 197	125	2 867
c.8 Inspection des aliments	765	1 745	1 507	1 789	491	91	262	1 980
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	469	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	6 511	1 744	1 131	1 131	33 891	35 042	34 381	1 922
c.11 Développement rural et régional	2 828	3 481	2 544	2 815	2 464	5 453	5 080	9 687
c.12 Environnement	1 069	1 082	1 463	2 218	1 811	1 817	1 287	2 385
c.13 Enseignement	8 122	7 862	7 673	7 673	40	57	..	7
c.14 Vulgarisation	123	79	43	43	1 344	41	816	553
<b>D. Dépenses fiscales</b>	34 564	35 081	35 191	35 191	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	143 842	251 146	209 787	167 383	235 822	356 436	440 375	346 010
Recouvrements	(2 383)	(28 960)	(2 632)	(2 566)	(3 477)	(5 138)	(4 349)	(2 503)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>141 458</b>	<b>222 186</b>	<b>207 155</b>	<b>164 817</b>	<b>232 345</b>	<b>351 297</b>	<b>436 026</b>	<b>343 506</b>

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002 (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations
	(000 \$)							
<b>SASKATCHEWAN</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	26 745	29 782	29 654	32 972	181 209	191 001	175 217	193 237
<b>B. Dépenses de capital</b>	1 292	1 025	1 506	1 111	10 914	11 399	9 714	14 987
<b>C. Dépenses de programmes</b>	354 641	335 089	197 252	297 392	268 777	667 481	773 336	478 272
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	179 996	111 088	46 658	140 000	(24 005)	257 373	530 540	302 378
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	2 667	3 050	3 200	3 200	32 870	..	150	196
c.3 Assurance-récolte	81 605	65 383	78 799	78 775	71 108	68 026	92 169	69 670
c.4 Aide au financement	23 643	19 946	17 056	10 194	19 174	461	1 037	50 251
c.5 Entreposage et transport	21 264	85 390	93	100	31 747	193 177	10 748	16 162
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	60	73	180	5 083	539	216	1 051	927
c.7 Recherche	15 127	17 861	16 900	20 953	8 507	5 144	2 571	1 953
c.8 Inspection des aliments	4 297	3 675	4 326	3 762	1 678	1 248	7 640	1 552
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	1 014	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	1 223	1 813	1 734	2 020	114 483	108 245	108 252	4 919
c.11 Développement rural et régional	21 125	22 933	24 507	25 514	2 479	27 917	14 518	25 206
c.12 Environnement	2 775	2 750	3 151	6 916	3 370	2 724	2 555	3 435
c.13 Enseignement	310	772	370	499	2 087	882	542	418
c.14 Vulgarisation	550	354	277	374	4 740	1 055	1 563	1 205
<b>D. Dépenses fiscales</b>	122 200	125 500	147 767	147 767	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	504 878	491 396	376 179	479 242	460 900	869 881	958 267	686 497
Recouvrements	(41 777)	(40 791)	(40 850)	(42 950)	(7 085)	(9 768)	(8 133)	(4 600)
<b>Total, dépenses nettes</b>	463 101	450 605	335 329	436 292	453 814	860 113	950 135	681 897
<b>ALBERTA</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	111 093	109 425	133 329	126 903	171 061	184 703	184 701	212 228
<b>B. Dépenses de capital</b>	26 094	18 311	9 317	13 685	10 004	10 866	9 595	14 392
<b>C. Dépenses de programmes</b>	204 870	474 976	444 502	620 658	222 051	295 402	307 442	447 764
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	(2 184)	264 258	245 945	472 428	72 535	159 906	193 554	326 257
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	289	1 396	3 537	3 362	..	..	5	242
c.3 Assurance-récolte	61 826	55 275	52 043	63 893	53 673	56 933	46 333	56 962
c.4 Aide au financement	27 915	27 983	24 465	17 776	12 721	430	3 027	25 857
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	11 488	5 187	4 340	5 546
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	7 100	14 109	7 100	5 000	289	27	199	1 124
c.7 Recherche	15 658	29 268	23 474	9	846	1 157	431	979
c.8 Inspection des aliments	..	..	..	..	653	1 081	1 530	1 681
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	772	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	7 018	518	667	670	59 358	56 972	48 869	11 611
c.11 Développement rural et régional	23 520	22 572	39 181	12 865	4 201	9 558	6 211	11 966
c.12 Environnement	18 010	17 200	..	..	2 349	2 687	1 540	4 169
c.13 Enseignement	41 622	38 541	44 521	41 435	494	52	..	102
c.14 Vulgarisation	4 096	3 856	3 569	3 220	3 443	641	1 401	1 269
<b>D. Dépenses fiscales</b>	115 162	116 611	116 019	117 118	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	457 219	719 323	703 167	878 364	403 117	490 971	501 738	674 384
Recouvrements	(16 774)	(17 016)	(18 723)	(17 504)	(7 824)	(11 042)	(9 756)	(5 684)
<b>Total, dépenses nettes</b>	440 445	702 307	684 444	860 860	395 292	479 929	491 983	668 700

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002 (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations
(000 \$)								
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	31 071	29 420	46 880	33 992	46 053	50 388	52 653	56 060
<b>B. Dépenses de capital</b>	3 197	3 683	3 415	3 249	2 731	4 144	2 818	3 741
<b>C. Dépenses de programmes</b>	28 796	23 427	21 374	28 167	40 364	40 105	39 398	81 699
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	14 005	9 800	8 828	9 900	12 503	26 969	27 690	68 437
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	2 012	2 024	6 514	5 820	..	..	..	69
c.3 Assurance-récolte	6 410	6 542	..	6 100	11 703	7 556	7 015	4 703
c.4 Aide au financement	17	..	..	..	1 480	341	404	2 530
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	1 849	101	82	91
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	1 320	551	303	719	68	1 424	295	318
c.7 Recherche	..	..	..	..	230	74	95	261
c.8 Inspection des aliments	399	..	..	..	628	52	..	518
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	467	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	1 126	1 847	3 030	2 928	1 819	1 056	1 180	1 203
c.11 Développement rural et régional	3 506	2 663	2 700	2 700	8 772	1 727	2 100	2 358
c.12 Environnement	..	..	..	..	557	304	287	854
c.13 Enseignement	..	..	..	..	27	11	..	..
c.14 Vulgarisation	..	..	..	..	728	25	250	355
<b>D. Dépenses fiscales</b>	6 156	7 164	7 347	7 347	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	69 219	63 694	79 017	72 755	89 148	94 637	94 870	141 501
Recouvrements	..	..	..	..	(2 095)	(3 155)	(2 805)	(1 610)
<b>Total, dépenses nettes</b>	69 219	63 694	79 017	72 755	87 053	91 483	92 065	139 891

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations
	(000 \$)							
<b>CANADA</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	39 306	35 172	35 838	23 242	246 796	239 604	259 215	249 033
- capital	492	206	3 113	543	32 987	57 553	34 444	34 957
- programme	56 402	67 656	98 494	69 903	14 376	8 687	4 394	8 811
Total, Recherche	96 200	103 034	137 445	93 689	294 159	305 844	298 053	292 801
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	42 820	49 251	52 948	52 247	330 544	369 617	396 949	412 617
- capital	752	1 257	26 173	3 653	5 466	6 526	9 617	15 763
- programme	12 282	22 925	21 007	28 426	10 365	5 680	16 782	17 445
Total, Inspection	55 853	73 432	100 128	84 326	346 376	381 823	423 348	445 825
<b>TERRE-NEUVE</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	..	..	..	..	636	612	626	568
- capital	..	..	..	..	81	393	82	79
- programme	..	..	..	..	3	3	3	6
Total, Recherche	..	..	..	..	721	1 008	712	654
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	1 089	1 162	1 204	1 142	836	950	916	893
- capital	33	1	..	..	14	5	84	36
- programme	..	..	..	..	49	2	..	25
Total, Inspection	1 122	1 163	1 204	1 142	899	958	1 000	954
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	..	..	423	542	3 106	2 899	2 895	2 521
- capital	..	..	..	..	397	973	380	353
- programme	297	701	1 742	1 714	16	13	243	28
Total, Recherche	297	701	2 165	2 256	3 519	3 885	3 519	2 902
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	2 144	2 283	3 844	3 098	4 079	4 411	4 234	3 992
- capital	..	..	23 600	1 000	69	142	194	160
- programme	81	89	173	409	49	10	..	65
Total, Inspection	2 225	2 372	27 616	4 507	4 198	4 564	4 428	4 217

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002 (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations
(000 \$)								
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	..	..	..	..	3 106	3 020	3 283	3 074
- capital	..	..	..	..	397	1 904	431	430
- programme	77	157	130	230	592	14	16	655
Total, Recherche	77	157	130	230	4 094	4 939	3 730	4 159
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	2 729	2 720	2 168	1 843	4 079	4 682	4 800	4 843
- capital	..	..	..	..	69	124	205	195
- programme	1 229	1 082	1 106	2 086	201	11	..	104
Total, Inspection	3 958	3 802	3 274	3 928	4 350	4 817	5 006	5 141
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	..	..	..	..	2 689	2 747	3 012	2 862
- capital	..	..	..	..	344	1 005	396	400
- programme	..	..	..	..	14	13	15	31
Total, Recherche	..	..	..	..	3 047	3 765	3 423	3 294
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	..	..	..	..	3 533	4 248	4 405	4 516
- capital	..	..	..	115	60	85	238	181
- programme	88	37	55	3 102	202	132	3 750	97
Total, Inspection	88	37	55	3 217	3 794	4 465	8 393	4 794
<b>QUÉBEC</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	9 482	8 170	9 173	9 503	39 692	39 192	42 915	40 729
- capital	126	3	50	251	5 073	12 778	5 638	5 699
- programme	9 028	9 817	11 329	9 527	1 125	325	214	448
Total, Recherche	18 637	17 989	20 551	19 280	45 890	52 295	48 766	46 875
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	21 654	22 984	23 493	24 507	52 393	60 530	63 669	65 140
- capital	613	404	1 893	1 858	879	375	1 017	2 578
- programme	4 529	4 454	4 454	4 454	3 310	1 690	2 777	8 124
Total, Inspection	26 795	27 842	29 840	30 820	56 582	62 595	67 463	75 842

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002 (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations
(000 \$)								
<b>ONTARIO</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	12 138	12 913	11 183	..	57 115	56 117	61 615	58 679
- capital	..	..	..	..	7 300	13 195	8 094	8 210
- programme	15 113	8 751	43 593	36 368	435	360	307	1 582
Total, Recherche	27 252	21 664	54 776	36 368	64 850	69 672	70 016	68 471
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	..	..	..	..	75 894	86 826	91 610	95 377
- capital	..	..	..	..	1 265	3 485	5 086	3 714
- programme	894	11 843	9 386	12 824	3 104	1 364	723	3 299
Total, Inspection	894	11 843	9 386	12 824	80 263	91 675	97 418	102 390
<b>MANITOBA</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	..	..	..	..	24 452	23 838	25 160	24 448
- capital	..	..	..	..	3 125	5 605	3 305	3 421
- programme	1 101	1 101	1 326	1 101	2 345	1 197	125	2 867
Total, Recherche	1 101	1 101	1 326	1 101	29 922	30 640	28 590	30 736
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	4 558	4 622	5 543	5 300	33 086	37 306	49 662	41 459
- capital	..	597	300	300	542	207	491	1 547
- programme	765	1 745	1 507	1 789	491	91	262	1 980
Total, Inspection	5 323	6 964	7 350	7 388	34 118	37 604	50 416	44 987
<b>SASKATCHEWAN</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	738	800	801	911	47 855	45 318	47 047	44 923
- capital	33	1	28	26	7 560	8 694	6 572	6 399
- programme	15 127	17 861	16 900	20 953	8 507	5 144	2 571	1 953
Total, Recherche	15 898	18 662	17 729	21 890	63 921	59 155	56 191	53 275
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	2 017	2 399	1 356	1 658	65 511	70 260	69 237	79 195
- capital	43	40	47	..	1 060	493	742	2 843
- programme	4 297	3 675	4 326	3 762	1 678	1 248	7 640	1 552
Total, Inspection	6 357	6 114	5 729	5 420	68 248	72 000	77 618	83 590

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002 (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations
(000 \$)								
<b>ALBERTA</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	16 947	13 290	14 259	12 287	53 508	51 226	56 436	55 508
- capital	333	202	3 035	266	6 839	9 088	7 414	7 766
- programme	15 658	29 268	23 474	9	846	1 157	431	979
Total, Recherche	32 938	42 760	40 768	12 563	61 194	61 470	64 281	64 253
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	5 536	9 437	11 634	10 650	71 888	79 682	83 151	92 379
- capital	63	215	333	380	1 185	1 426	1 109	3 513
- programme	..	..	..	..	653	1 081	1 530	1 681
Total, Inspection	5 599	9 652	11 967	11 030	73 726	82 189	85 790	97 573
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	..	..	..	..	14 637	14 635	16 224	15 722
- capital	..	..	..	..	1 871	3 919	2 131	2 200
- programme	..	..	..	..	230	74	95	261
Total, Recherche	..	..	..	..	16 737	18 627	18 451	18 183
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	3 092	3 644	3 707	4 049	19 246	20 720	25 266	24 823
- capital	..	..	..	..	324	182	450	995
- programme	399	..	..	..	628	52	..	518
Total, Inspection	3 492	3 644	3 707	4 049	20 199	20 954	25 716	26 337

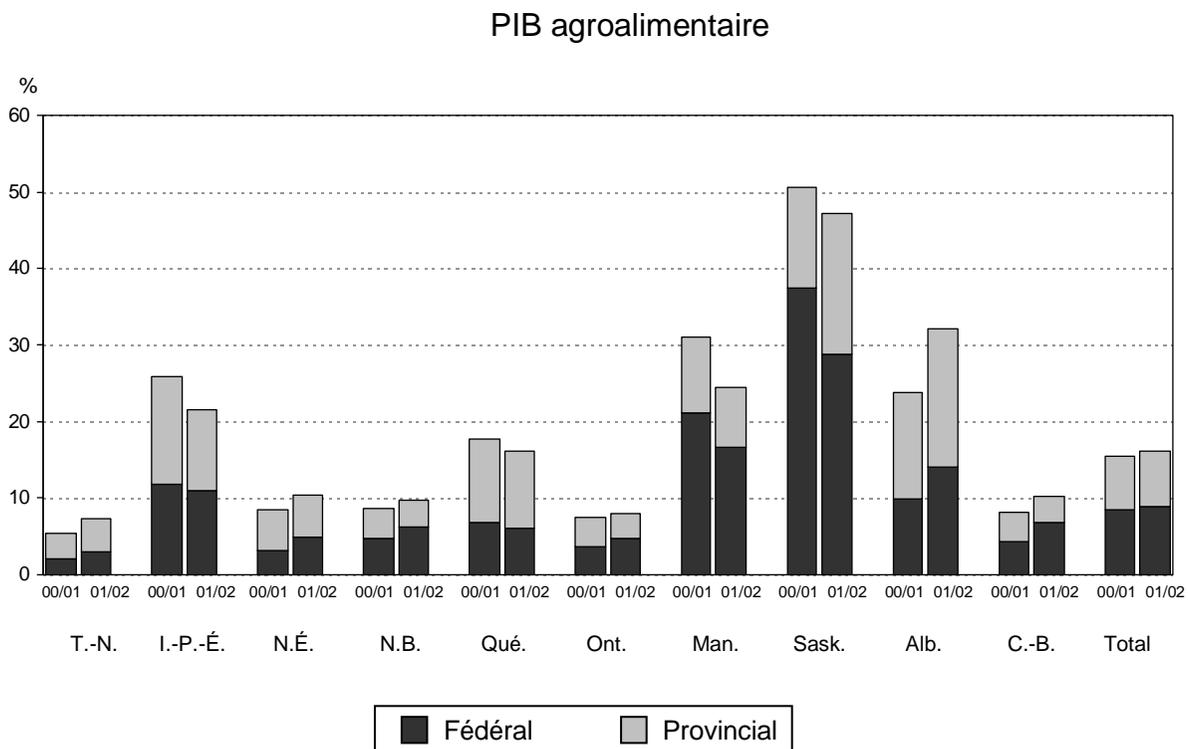
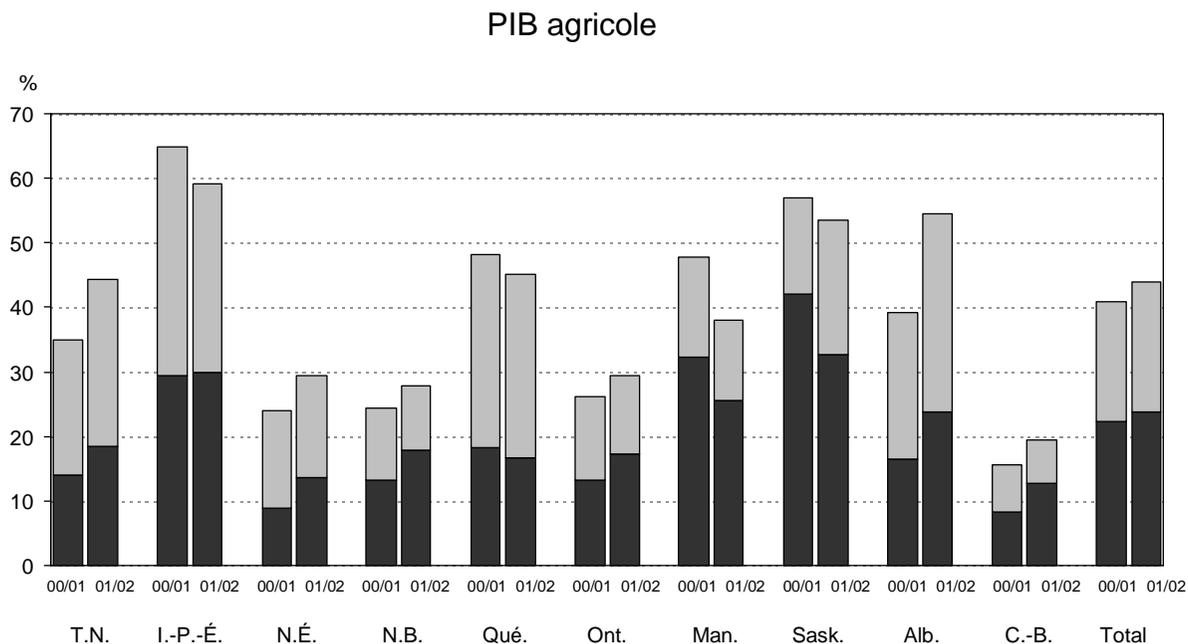
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002**

	Agricole				Agroalimentaire			
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations
<b>TERRE-NEUVE</b>								
PIB provincial (millions de \$)	40,2	43,3	48,1	47,4	238,2	270,8	317,9	295,7
Fédéral (%)	16,3	19,5	14,0	18,5	2,8	3,1	2,1	3,0
Provincial (%)	25,9	22,2	21,1	25,9	4,4	3,6	3,2	4,2
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>								
PIB provincial (millions de \$)	111,1	116,3	116,5	103,1	303,2	305,7	292,5	283,3
Fédéral (%)	23,9	23,2	29,6	29,9	8,8	8,8	11,8	10,9
Provincial (%)	18,7	22,5	35,3	29,3	6,9	8,6	14,1	10,6
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE</b>								
PIB provincial (millions de \$)	201,6	222,2	233,2	233,1	645,5	652,2	663,2	663,0
Fédéral (%)	11,9	11,2	9,0	13,6	3,7	3,8	3,2	4,8
Provincial (%)	19,3	15,9	15,1	15,9	6,0	5,4	5,3	5,6
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK</b>								
PIB provincial (millions de \$)	156,8	172,1	183,5	183,1	422,0	454,0	516,3	526,3
Fédéral (%)	17,6	14,3	13,2	17,9	6,5	5,4	4,7	6,2
Provincial (%)	13,8	18,8	11,3	9,9	5,1	7,1	4,0	3,5
<b>QUÉBEC</b>								
PIB provincial (millions de \$)	2 340,6	2 504,9	2 467,6	2 498,2	6 099,4	6 502,2	6 703,5	6 950,4
Fédéral (%)	11,3	15,7	18,3	16,7	4,3	6,0	6,7	6,0
Provincial (%)	22,4	21,1	30,0	28,4	8,6	8,1	11,0	10,2
<b>ONTARIO</b>								
PIB provincial (millions de \$)	3 353,0	3 526,5	3 483,9	3 559,1	11 652,0	12 008,6	12 366,6	12 973,6
Fédéral (%)	10,6	11,9	13,2	17,3	3,1	3,5	3,7	4,7
Provincial (%)	9,7	10,3	13,0	12,2	2,8	3,0	3,7	3,3
<b>MANITOBA</b>								
PIB provincial (millions de \$)	1 162,5	1 234,5	1 347,2	1 338,4	1 726,0	1 862,3	2 063,9	2 074,3
Fédéral (%)	20,0	28,5	32,4	25,7	13,5	18,9	21,1	16,6
Provincial (%)	12,2	18,0	15,4	12,3	8,2	11,9	10,0	7,9
<b>SASKATCHEWAN</b>								
PIB provincial (millions de \$)	1 970,8	2 259,0	2 255,5	2 087,0	2 220,0	2 523,6	2 539,6	2 368,7
Fédéral (%)	23,0	38,1	42,1	32,7	20,4	34,1	37,4	28,8
Provincial (%)	23,5	19,9	14,9	20,9	20,9	17,9	13,2	18,4
<b>ALBERTA</b>								
PIB provincial (millions de \$)	2 499,0	2 932,0	3 006,9	2 804,8	3 891,1	4 566,3	4 970,2	4 764,4
Fédéral (%)	15,8	16,4	16,4	23,8	10,2	10,5	9,9	14,0
Provincial (%)	17,6	24,0	22,8	30,7	11,3	15,4	13,8	18,1
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>								
PIB provincial (millions de \$)	988,9	1 072,2	1 101,5	1 086,8	1 926,8	2 036,9	2 079,5	2 083,0
Fédéral (%)	8,8	8,5	8,4	12,9	4,5	4,5	4,4	6,7
Provincial (%)	7,0	5,9	7,2	6,7	3,6	3,1	3,8	3,5
<b>CANADA</b>								
PIB provincial (millions de \$)	12 820,5	13 955,2	14 027,9	13 899,0	33 044,5	35 273,7	37 111,8	37 680,3
Fédéral (%)	16,9	20,2	22,4	23,9	6,5	8,0	8,5	8,8
Provincial (%)	16,0	17,4	18,6	20,0	6,2	6,9	7,0	7,4

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et Conférence Board du Canada pour les données sur le PIB.

**Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire**



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

**Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 1998-1999 à 2001-2002**

	PIB TOTAL				DÉPENSES TOTALES			
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 estimations
<b>TERRE-NEUVE</b>								
Total provincial (millions de \$)	10 073	11 035	12 590	12 497	3 572	3 774	4 003	3 361
PIB agroalim. en % du PIB total	2,37	2,45	2,53	2,37				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,29	0,26	0,25	0,37
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>								
Total provincial (millions de \$)	2 562	2 736	2 974	2 964	853	903	961	959
PIB agroalim. en % du PIB total	11,83	11,17	9,84	9,56				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,44	2,90	4,28	3,14
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE</b>								
Total provincial (millions de \$)	18 735	20 140	21 509	21 480	3 762	4 294	4 236	4 325
PIB agroalim. en % du PIB total	3,45	3,24	3,08	3,09				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,03	0,83	0,83	0,86
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK</b>								
Total provincial (millions de \$)	15 655	16 671	18 436	18 280	4 830	4 645	4 472	4 992
PIB agroalim. en % du PIB total	2,70	2,72	2,80	2,88				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,45	0,70	0,46	0,36
<b>QUÉBEC</b>								
Total provincial (millions de \$)	168 162	180 150	193 791	196 944	44 433	45 396	47 780	51 136
PIB agroalim. en % du PIB total	3,63	3,61	3,46	3,53				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,18	1,16	1,55	1,39
<b>ONTARIO</b>								
Total provincial (millions de \$)	329 188	356 898	383 063	392 645	57 788	61 909	61 601	60 433
PIB agroalim. en % du PIB total	3,54	3,36	3,23	3,30				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,56	0,59	0,73	0,72
<b>MANITOBA</b>								
Total provincial (millions de \$)	26 829	28 433	30 785	30 886	6 749	6 437	6 615	6 817
PIB agroalim. en % du PIB total	6,43	6,55	6,70	6,72				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,10	3,45	3,13	2,42
<b>SASKATCHEWAN</b>								
Total provincial (millions de \$)	26 023	28 082	30 540	29 767	6 218	6 785	6 606	6 303
PIB agroalim. en % du PIB total	8,53	8,99	8,32	7,96				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					7,45	6,64	5,08	6,92
<b>ALBERTA</b>								
Total provincial (millions de \$)	101 782	114 153	130 644	129 451	15 751	17 296	19 038	18 738
PIB agroalim. en % du PIB total	3,82	4,00	3,80	3,68				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,80	4,06	3,60	4,59
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>								
Total provincial (millions de \$)	101 815	107 518	113 747	113 891	20 772	24 554	26 289	24 295
PIB agroalim. en % du PIB total	1,89	1,89	1,83	1,83				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,33	0,26	0,30	0,30
<b>TOTAL - PROVINCIAL</b>								
Total provincial (millions de \$)	800 823	865 815	938 080	948 806	164 727	175 994	181 602	181 359
PIB agroalim. en % du PIB total	3,64	3,60	3,47	3,48				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,25	1,38	1,43	1,53
<b>CANADA - FÉDÉRAL</b>								
Total provincial (millions de \$)	804 318	869 533	942 098	952 870	152 787	153 410	161 442	163 356
PIB agroalim. en % du PIB total	4,11	4,06	3,94	3,95				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,42	1,84	1,95	2,03

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

## Méthodologie des dépenses publiques

### Définition des dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques (DP) permettent d'évaluer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire (agriculture primaire, industrie de l'agrofourmiture et transformation des aliments et des boissons) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et entre les ordres de gouvernement. Les renseignements concernant les dépenses publiques proviennent de documents divers et de données fournies par des agents de différents ministères. Les sources sont les comptes publics, les budgets et/ou les plans de dépenses fédéraux et provinciaux, les calculs de transferts gouvernementaux, Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

**Comptabilité d'exercice :** Les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté la comptabilité d'exercice intégrale, qui est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et qui est acceptée à l'échelle mondiale comme un ensemble de normes générales d'enregistrement et de préparation de rapports sur les transactions financières. Elle a aussi l'approbation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Dans le cas des dépenses publiques (DP), le principal changement se situe au chapitre de la capitalisation des immobilisations. De la sorte, les dépenses en immobilisations tiendront compte des charges d'amortissement des immobilisations au cours de leur vie utile.

**Traitement des déficits et des surplus de programmes :** Les déficits de programmes ainsi que les remises et les réductions de dettes d'aide alimentaire à l'étranger sont comptabilisés dans la série de dépenses publiques durant l'année où ils

sont inscrits aux comptes publics. Les déficits provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés durant l'année où ils sont inscrits dans les documents officiels.

**Traitement des sociétés d'État :** Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les pertes et les déficits courants des sociétés d'État sont exclus.

**Dépenses à l'étranger :** Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales ne sont incluses que dans les dépenses fédérales totales et dites « à l'étranger ». C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses « à l'étranger » comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

**Traitement des comptes de programmes spéciaux :** Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales ainsi que celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. Citons en exemple l'assurance-récolte et le Compte de stabilisation du revenu net.

**Traitement des prêts et des avances :** Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être remboursés. Cependant, les subventions d'intérêts et les non-paiements de prêts sont inclus, tels qu'inscrits aux comptes publics, étant à ce titre considérés comme des coûts assumés par les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value qui font partie des estimations des DP. De la même

façon, des provisions pour pertes probables sur des garanties de prêt émises par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement est considéré douteux et ces dépréciations font maintenant partie des estimations des DP.

**Recouvrement des gouvernements :** Les recouvrements des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et des autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

**Traitement des dépenses fiscales :** Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière tels qu'inscrits aux comptes publics provinciaux et au budget des dépenses. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

---

**Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire**

---

Les chiffres inclus dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, le Développement rural et le ministère des Finances.

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes. Lorsque les attributions de ces dépenses fédérales doivent être effectuées par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.
- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont estimées selon la moyenne de ces dépenses les trois dernières années dans chacune des provinces.

- Répartition des dépenses fédérales. Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :

- les dépenses de fonctionnement et de capital de la Direction générale du Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales ainsi que celles de la Direction générale des Services à l'industrie et au marché sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes;
- toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes monétaires agricoles (RMA) totales ou des recettes monétaires agricoles provenant de productions particulières, lorsque plus approprié. Les niveaux relatifs de RMA sont par conséquent utilisés comme valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes monétaires agricoles provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains;
- à l'exception des dépenses en vertu de la *Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes* (LTTMPM) et de la *Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région de l'Atlantique* (LSTMRA), toutes les dépenses reliées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province. Les dépenses en vertu de la LTTMPM et de la LSTMRA sont réparties selon les résultats d'un sondage effectué en 1982 par la Commission canadienne des transports sur les expéditions de produits et leur point d'origine;

- les transferts au Financement agricole Canada (FAC) sont répartis entre les provinces à l'aide de la valeur des prêts approuvés et du capital non échu.
- La catégorie Autres inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

**Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire par catégorie**

**Les dépenses de fonctionnement** incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères. Les frais administratifs de certains programmes comme l'assurance-récolte sont comptabilisés dans les dépenses respectives de ces programmes et n'apparaissent donc pas dans la présente catégorie.

**Les dépenses de capital** incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels que le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile.

**Les dépenses de programmes** comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels que le CSRN, les subventions laitières, les programmes de protection du revenu, les programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.
- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels que celui des Mesures de soutien et d'ajustement en agriculture, ceux de l'aide aux sinistrés de la tempête de verglas et aux sinistrés des

inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie.

- **Le programme d'assurance-récolte** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds et leur participation aux coûts administratifs pour la gestion du programme.
- **L'aide au financement** comprend les prêts non remboursés couverts par les programmes de garantie de prêts établis en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes (LPAAR) et de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies (LPAGP), les programmes de crédit comme la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles; ces trois dernières lois ont été abrogées par la Loi sur les programmes de commercialisation agricole (LPCA). Elle comprend aussi la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt, comme le Programme des avances de crédit printanières (PACP). Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement.
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport comme la Loi sur le transport du grain de l'Ouest (LTGO), le Programme de paiements de transition du grain de l'Ouest (PPTGO), le Programme canadien d'agro-infrastructure (PCAI) et les programmes d'entreposage.
- **Les programmes sociaux et de main-d'œuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'œuvre agricole.
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par

exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection. Les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement (PPFI) sont incluses dans les coûts d'exploitation de la Direction générale de la recherche et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des inspecteurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection
- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet effet et le soutien payé aux organismes agricoles internationaux. Ils comprennent aussi les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.
- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées à cet effet et celles liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés. Ils tiennent compte aussi des réductions du service de la dette et des réductions de dettes contractées auprès de la Commission canadienne du blé (CCB) suite à l'accord conclu avec le Club de Paris. Les paiements de réduction de dette à la CCB sont maintenant intégrés aux dépenses fédérales depuis 1991-1992. Cette catégorie n'inclut pas les paiements effectués à la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vertu de l'accord conclu avec le Club de Paris, puisque ces derniers ne sont pas des paiements de dette à caractère agricole.

- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général.
- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau et les projets agricoles réalisés dans le cadre du Plan vert.
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.
- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais administratifs, tels que les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

**Les dépenses fiscales** : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais sur la taxe des carburants et sur la taxe foncière, tels qu'inscrits aux comptes publics et au budget des dépenses. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.

**Les recouvrements** incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

---

**Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire**


---

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel. Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement.

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur.

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles que celles versées en vertu de la *Loi sur la santé des animaux*, de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par les pesticides* et de la *Loi sur la protection des végétaux*.

---

**Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales**


---

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.

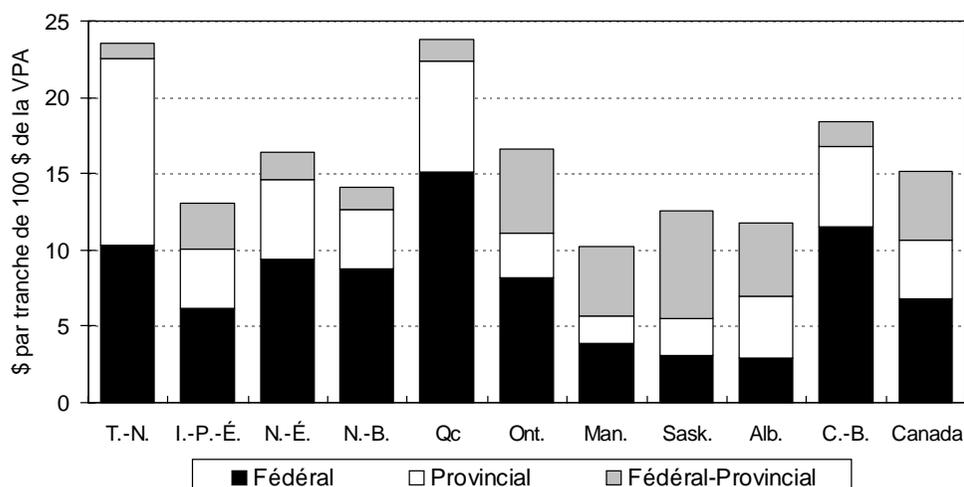
Les données du PIB en dollars de 1997 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB au coût des facteurs de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB agricole comprennent toutes les industries agricoles et de services connexes. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel. Le PIB agroalimentaire est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels que ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail.

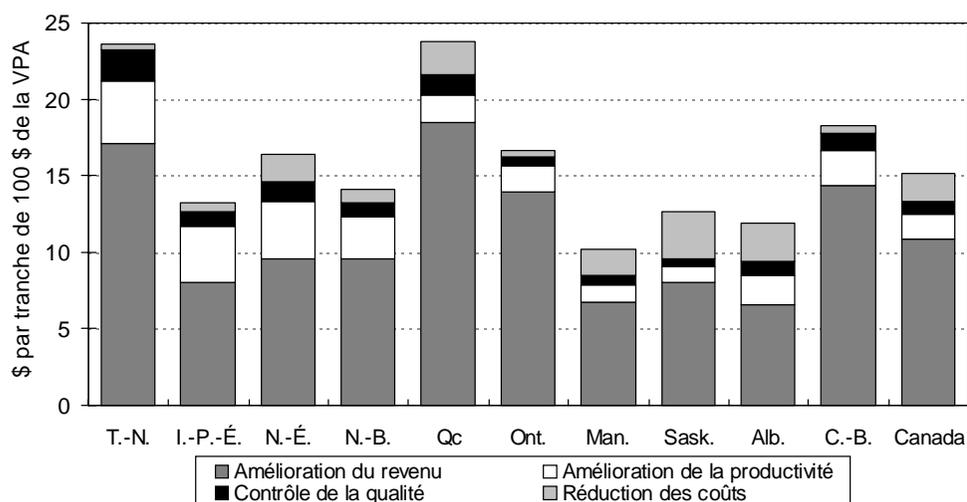
Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les territoires du Nord-Ouest.

## **SECTION D**

# **Transferts gouvernementaux aux producteurs agricoles**

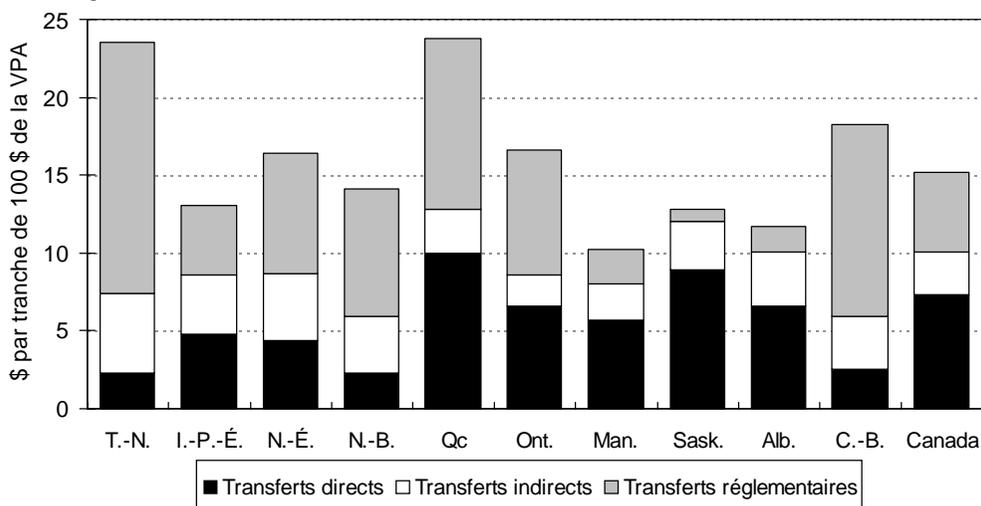
**Graphique D.1 : Transferts gouvernementaux par source de transferts, Canada et provinces, 2000-2001****Points d'importance**

- Les transferts aux producteurs canadiens sous forme d'aide directe, indirecte et réglementaire ont totalisé 15,17 \$ par tranche de 100 \$ de la valeur de production ajustée (VPA) en 2000-2001.
- À l'échelle provinciale, les niveaux de transfert ont varié de 10,17 \$ par 100 \$ de VPA au Manitoba à 23,80 \$ par 100 \$ de VPA au Québec.
- À l'échelle nationale, 6,75 \$ par 100 \$ de VPA sont attribuables aux programmes et aux politiques du gouvernement fédéral. Les programmes provinciaux et les programmes à frais partagés se sont traduits respectivement par des transferts de 3,80 \$ et de 4,62 \$ par 100 \$ de VPA.

**Graphique D.2 : Transferts gouvernementaux par objectif de programmes, Canada et provinces, 2000-2001****Points d'importance**

- Au niveau national, la plus importante part des transferts a été effectuée dans le cadre des programmes d'amélioration du revenu (10,87 \$ par 100 \$ de VPA), suivis par les mesures de réduction des coûts (1,88 \$), l'amélioration de la productivité (1,65 \$) et le contrôle de la qualité (0,77 \$).
- L'amélioration des revenus correspond à l'objectif de programmes le plus important dans toutes les provinces, variant de 6,56 \$ par 100 \$ en VPA en Alberta à 18,53 \$ par 100 \$ en VPA au Québec.

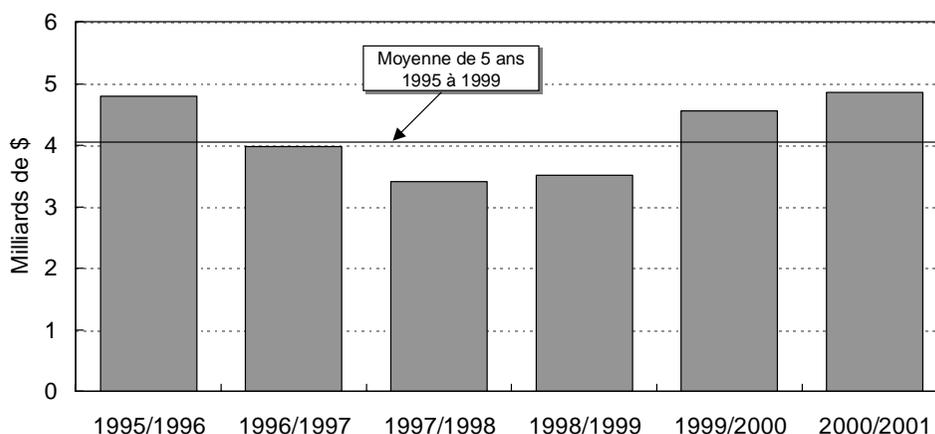
**Graphique D.3 : Transferts gouvernementaux par type de transferts, Canada et provinces, 2000-2001**



**Points d'importance**

- À l'échelle nationale, les transferts directs ont représenté 7,26 \$ par 100 \$ de VPA, les transferts indirects, 2,85 \$, et les transferts réglementaires, 5,06 \$.
- C'est au Québec que les transferts directs ont été les plus élevés (9,98 \$ par 100 \$ de VPA). Par ailleurs, c'est à Terre-Neuve que l'on retrouve, respectivement, les transferts indirects (5,11 \$ par 100 \$ de VPA) et les transferts réglementaires (16,14 \$ par 100 \$ de VPA) les plus élevés.

**Graphique D.4 : Transferts gouvernementaux, Canada, 1995-1996 à 2000-2001**



Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.  
 Note : Une définition des termes utilisés dans cette section apparaît dans les notes méthodologiques.

**Points d'importance**

- Les transferts gouvernementaux ont atteint la barre des 4,86 milliards \$ en 2000-2001, soit une hausse de 310 millions \$ par rapport à l'année précédente.
- Depuis 1998-1999, les transferts gouvernementaux n'ont cessé d'augmenter. En 2000-2001, les transferts sont supérieurs à la moyenne des cinq années précédentes (1995-1996 à 1999-2000), qui étaient de 4,05 milliards \$.

**Tableau D.1 : Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1999-2000 et 2000-2001 Canada**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1999-2000		2000-2001		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	243 343 768	0,75	226 822 673	0,71	(16 521 095)	(0,04)
		Indirect	32 924 275	0,10	36 806 259	0,11	3 881 984	0,01
		Réglementaire	1 239 614 704	3,82	1 337 465 609	4,17	97 850 905	0,35
	Total	1 515 882 747	4,68	1 601 094 541	5,00	85 211 795	0,32	
	Réduction des coûts	Direct	(185 977)	(0,00)	5 650 688	0,02	5 836 665	0,02
		Indirect	105 478 586	0,33	103 720 037	0,32	(1 758 549)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	105 292 609	0,32	109 370 725	0,34	4 078 116	0,02	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	251 584 789	0,78	246 198 408	0,77	(5 386 381)	(0,01)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	251 584 789	0,78	246 198 408	0,77	(5 386 381)	(0,01)	
	Contrôle de la qualité	Direct	1 329 381	0,00	3 940 701	0,01	2 611 320	0,01
		Indirect	185 961 883	0,57	202 089 695	0,63	16 127 812	0,06
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	187 291 264	0,58	206 030 396	0,64	18 739 132	0,07		
Total			2 060 051 409	6,35	2 162 694 070	6,75	102 642 661	0,40
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	296 757 138	0,92	143 733 596	0,45	(153 023 542)	(0,47)
		Indirect	2 222 995	0,01	1 911 189	0,01	(311 805)	(0,00)
		Réglementaire	280 874 726	0,87	283 196 592	0,88	2 321 866	0,02
	Total	579 854 859	1,79	428 841 378	1,34	(151 013 481)	(0,45)	
	Réduction des coûts	Direct	396 512 997	1,22	446 899 810	1,39	50 386 814	0,17
		Indirect	52 193 192	0,16	45 439 021	0,14	(6 754 171)	(0,02)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	448 706 189	1,38	492 338 831	1,54	43 632 642	0,15	
	Amélioration de la productivité	Direct	10 662 809	0,03	34 143 859	0,11	23 481 050	0,07
		Indirect	226 637 517	0,70	222 181 676	0,69	(4 455 841)	(0,01)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	237 300 326	0,73	256 325 535	0,80	19 025 209	0,07	
	Contrôle de la qualité	Direct	16 884 837	0,05	16 084 140	0,05	(800 697)	(0,00)
		Indirect	23 383 558	0,07	24 303 738	0,08	920 180	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	40 268 395	0,12	40 387 878	0,13	119 483	0,00		
Total			1 306 129 769	4,03	1 217 893 622	3,80	(88 236 147)	(0,23)
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	1 108 700 959	3,42	1 445 966 107	4,51	337 265 149	1,09
		Indirect	18 184 720	0,06	6 842 250	0,02	(11 342 470)	(0,03)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	1 126 885 679	3,48	1 452 808 357	4,53	325 922 679	1,06	
	Réduction des coûts	Direct	113 000	0,00	130 000	0,00	17 000	0,00
		Indirect	1 049 067	0,00	758 876	0,00	(290 191)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	1 162 067	0,00	888 876	0,00	(273 191)	(0,00)	
	Amélioration de la productivité	Direct	4 391 912	0,01	2 499 354	0,01	(1 892 558)	(0,01)
		Indirect	51 097 771	0,16	22 748 019	0,07	(28 349 752)	(0,09)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	55 489 683	0,17	25 247 373	0,08	(30 242 310)	(0,09)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
Total			1 183 537 428	3,65	1 478 944 606	4,62	295 407 177	0,97
Grand Total			4 549 718 606	14,03	4 859 532 297	15,17	309 813 692	1,14
VPA (00 \$)			324 218 736		320 379 068		(3 839 668)	
	Total, transferts directs		2 078 510 823	6,41	2 325 870 929	7,26	247 360 106	0,85
	Total, transferts indirects		950 718 352	2,93	912 999 167	2,85	(37 719 185)	(0,08)
	Total, transferts réglementaires		1 520 489 430	4,69	1 620 662 201	5,06	100 172 771	0,37
	Total, amélioration du revenu		3 222 623 284	9,94	3 482 744 276	10,87	260 120 992	0,93
	Total, réduction des coûts		555 160 865	1,71	602 598 432	1,88	47 437 567	0,17
	Total, productivité		544 374 798	1,68	527 771 316	1,65	(16 603 482)	(0,03)
	Total, contrôle de la qualité		227 559 659	0,70	246 418 274	0,77	18 858 615	0,07

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1999-2000 et 2000-2001 Terre-Neuve**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1999-2000		2000-2001		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	561 637	0,80	232 975	0,34	(328 662)	(0,46)
		Réglementaire	5 340 259	7,63	5 553 566	8,14	213 307	0,51
	Total	5 901 896	8,43	5 786 541	8,48	(115 355)	0,05	
	Réduction des coûts	Direct	(81 288)	(0,12)	(111 745)	(0,16)	(30 457)	(0,05)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	(81 288)	(0,12)	(111 745)	(0,16)	(30 457)	(0,05)	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	701 192	1,00	579 739	0,85	(121 453)	(0,15)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	701 192	1,00	579 739	0,85	(121 453)	(0,15)	
Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Indirect	685 689	0,98	802 463	1,18	116 774	0,20	
	Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	685 689	0,98	802 463	1,18	116 774	0,20		
<b>Total</b>			<b>7 207 489</b>	<b>10,30</b>	<b>7 056 998</b>	<b>10,34</b>	<b>(150 491)</b>	<b>0,05</b>
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	1 600	0,00	2 098	0,00	498	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	5 749 384	8,21	5 458 901	8,00	(290 483)	(0,21)
	Total	5 750 984	8,22	5 460 999	8,01	(289 985)	(0,21)	
	Réduction des coûts	Direct	323 235	0,46	369 348	0,54	46 113	0,08
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	323 235	0,46	369 348	0,54	46 113	0,08	
	Amélioration de la productivité	Direct	247 299	0,35	351 681	0,52	104 382	0,16
		Indirect	1 473 353	2,10	1 655 947	2,43	182 594	0,32
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	1 720 652	2,46	2 007 628	2,94	286 976	0,48	
Contrôle de la qualité	Direct	509 366	0,73	545 463	0,80	36 097	0,07	
	Indirect	25 000	0,04	25 000	0,04	0	0,00	
	Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	534 366	0,76	570 463	0,84	36 097	0,07		
<b>Total</b>			<b>8 329 237</b>	<b>11,90</b>	<b>8 408 438</b>	<b>12,33</b>	<b>79 201</b>	<b>0,43</b>
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	215 928	0,31	436 524	0,64	220 596	0,33
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	215 928	0,31	436 524	0,64	220 596	0,33	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	86 352	0,12	191 746	0,28	105 394	0,16
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	86 352	0,12	191 746	0,28	105 394	0,16	
Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
<b>Total</b>			<b>302 280</b>	<b>0,43</b>	<b>628 270</b>	<b>0,92</b>	<b>325 990</b>	<b>0,49</b>
<b>Grand Total</b>			<b>15 839 006</b>	<b>22,63</b>	<b>16 093 706</b>	<b>23,59</b>	<b>254 701</b>	<b>0,96</b>
VPA (00 \$)			699 941		682 184		(17 757)	
	Total, transferts directs		1 216 140	1,74	1 593 369	2,34	377 229	0,60
	Total, transferts indirects		3 533 223	5,05	3 487 870	5,11	(45 353)	0,06
	Total, transferts réglementaires		11 089 643	15,84	11 012 467	16,14	(77 176)	0,30
	Total, amélioration du revenu		11 868 808	16,96	11 684 064	17,13	(184 743)	0,17
	Total, réduction des coûts		241 947	0,35	257 603	0,38	15 656	0,03
	Total, productivité		2 508 196	3,58	2 779 113	4,07	270 917	0,49
	Total, contrôle de la qualité		1 220 055	1,74	1 372 926	2,01	152 871	0,27

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1999-2000 et 2000-2001 Île-du-Prince-Édouard**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1999-2000		2000-2001		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	1 365 831	0,34	863 704	0,22	(502 127)	(0,12)
		Indirect	511 229	0,13	599 098	0,15	87 869	0,02
		Réglementaire	14 674 331	3,60	17 103 995	4,28	2 429 664	0,68
	Total	16 551 391	4,07	18 566 797	4,65	2 015 406	0,58	
	Réduction des coûts	Direct	(97 001)	(0,02)	(26 605)	(0,01)	70 396	0,02
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	(97 001)	(0,02)	(26 605)	(0,01)	70 396	0,02	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	5 430 001	1,33	4 007 369	1,00	(1 422 632)	(0,33)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	5 430 001	1,33	4 007 369	1,00	(1 422 632)	(0,33)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	2 116 523	0,52	2 409 684	0,60	293 161	0,08
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	2 116 523	0,52	2 409 684	0,60	293 161	0,08		
<b>Total</b>			<b>24 000 914</b>	<b>5,89</b>	<b>24 957 245</b>	<b>6,25</b>	<b>956 331</b>	<b>0,35</b>
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	744 524	0,18	616 769	0,15	(127 755)	(0,03)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	761 859	0,19	807 195	0,20	45 336	0,01
	Total	1 506 383	0,37	1 423 964	0,36	(82 419)	(0,01)	
	Réduction des coûts	Direct	1 936 992	0,48	1 905 142	0,48	(31 850)	0,00
		Indirect	14 831	0,00	27 400	0,01	12 569	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	1 951 823	0,48	1 932 542	0,48	(19 281)	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	1 266 164	0,31	2 487 638	0,62	1 221 474	0,31
		Indirect	5 898 390	1,45	8 195 656	2,05	2 297 266	0,60
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	7 164 554	1,76	10 683 294	2,67	3 518 740	0,91	
	Contrôle de la qualité	Direct	240 684	0,06	1 197 881	0,30	957 197	0,24
		Indirect	113 983	0,03	330 292	0,08	216 309	0,05
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	354 667	0,09	1 528 173	0,38	1 173 506	0,30		
<b>Total</b>			<b>10 977 427</b>	<b>2,70</b>	<b>15 567 973</b>	<b>3,90</b>	<b>4 590 546</b>	<b>1,20</b>
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	13 440 700	3,30	11 830 346	2,96	(1 610 354)	(0,34)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	13 440 700	3,30	11 830 346	2,96	(1 610 354)	(0,34)	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	790 432	0,19	291 046	0,07	(499 386)	(0,12)
		Indirect	(292 098)	(0,07)	(295 212)	(0,07)	(3 114)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	498 334	0,12	(4 166)	(0,00)	(502 500)	(0,12)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
<b>Total</b>			<b>13 939 034</b>	<b>3,42</b>	<b>11 826 180</b>	<b>2,96</b>	<b>(2 112 854)</b>	<b>(0,46)</b>
<b>Grand Total</b>			<b>48 917 375</b>	<b>12,01</b>	<b>52 351 398</b>	<b>13,10</b>	<b>3 434 023</b>	<b>1,09</b>
VPA (00 \$)			4 071 443		3 996 297		(75 146)	
	Total, transferts directs		19 688 326	4,84	19 165 921	4,80	(522 405)	(0,04)
	Total, transferts indirects		13 792 859	3,39	15 274 287	3,82	1 481 428	0,43
	Total, transferts réglementaires		15 436 190	3,79	17 911 190	4,48	2 475 000	0,69
	Total, amélioration du revenu		31 498 474	7,74	31 821 107	7,96	322 633	0,23
	Total, réduction des coûts		1 854 822	0,46	1 905 937	0,48	51 115	0,02
	Total, productivité		13 092 889	3,22	14 686 497	3,68	1 593 608	0,46
	Total, contrôle de la qualité		2 471 190	0,61	3 937 857	0,99	1 466 667	0,38

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1999-2000 et 2000-2001  
Nouvelle-Écosse**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1999-2000		2000-2001		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	2 191 422	0,58	1 488 368	0,40	(703 054)	(0,18)
		Indirect	729 387	0,19	852 817	0,23	123 430	0,04
		Réglementaire	27 330 475	7,21	25 498 208	6,84	(1 832 267)	(0,37)
	Total	30 251 284	7,98	27 839 393	7,46	(2 411 891)	(0,52)	
	Réduction des coûts	Direct	(238 545)	(0,06)	(363 286)	(0,10)	(124 741)	(0,03)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	(238 545)	(0,06)	(363 286)	(0,10)	(124 741)	(0,03)	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	3 657 321	0,96	4 422 493	1,19	765 172	0,22
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	3 657 321	0,96	4 422 493	1,19	765 172	0,22	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	2 775 434	0,73	3 342 237	0,90	566 803	0,16
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	2 775 434	0,73	3 342 237	0,90	566 803	0,16		
<b>Total</b>			<b>36 445 494</b>	<b>9,61</b>	<b>35 240 837</b>	<b>9,45</b>	<b>(1 204 657)</b>	<b>(0,17)</b>
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	4 123 549	1,09	504 094	0,14	(3 619 455)	(0,95)
		Indirect	680 395	0,18	337 936	0,09	(342 459)	(0,09)
		Réglementaire	5 001 403	1,32	3 351 727	0,90	(1 649 676)	(0,42)
	Total	9 805 347	2,59	4 193 757	1,12	(5 611 590)	(1,46)	
	Réduction des coûts	Direct	9 474 859	2,50	7 203 481	1,93	(2 271 378)	(0,57)
		Indirect	3 718 111	0,98	0	0,00	(3 718 111)	(0,98)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	13 192 971	3,48	7 203 481	1,93	(5 989 490)	(1,55)	
	Amélioration de la productivité	Direct	155 738	0,04	2 974 010	0,80	2 818 272	0,76
		Indirect	6 226 042	1,64	3 866 452	1,04	(2 359 590)	(0,61)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	6 381 780	1,68	6 840 461	1,83	458 682	0,15	
	Contrôle de la qualité	Direct	1 133 704	0,30	665 693	0,18	(468 011)	(0,12)
		Indirect	621 339	0,16	676 276	0,18	54 937	0,02
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	1 755 043	0,46	1 341 969	0,36	(413 074)	(0,10)		
<b>Total</b>			<b>31 135 140</b>	<b>8,21</b>	<b>19 579 669</b>	<b>5,25</b>	<b>(11 555 471)</b>	<b>(2,96)</b>
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	3 869 267	1,02	3 957 071	1,06	87 804	0,04
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	3 869 267	1,02	3 957 071	1,06	87 804	0,04	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	3 367 565	0,89	2 640 291	0,71	(727 274)	(0,18)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	3 367 565	0,89	2 640 291	0,71	(727 274)	(0,18)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
<b>Total</b>			<b>7 236 832</b>	<b>1,91</b>	<b>6 597 362</b>	<b>1,77</b>	<b>(639 470)</b>	<b>(0,14)</b>
<b>Grand Total</b>			<b>74 817 466</b>	<b>19,74</b>	<b>61 417 867</b>	<b>16,47</b>	<b>(13 399 598)</b>	<b>(3,27)</b>
<b>VPA (00 \$)</b>			<b>3 790 978</b>		<b>3 730 109</b>		<b>(60 869)</b>	
	Total, transferts directs		20 709 994	5,46	16 429 431	4,40	(4 280 563)	(1,06)
	Total, transferts indirects		21 775 593	5,74	16 138 501	4,33	(5 637 092)	(1,42)
	Total, transferts réglementaires		32 331 878	8,53	28 849 935	7,73	(3 481 943)	(0,79)
	Total, amélioration du revenu		43 925 898	11,59	35 990 221	9,65	(7 935 677)	(1,94)
	Total, réduction des coûts		12 954 426	3,42	6 840 195	1,83	(6 114 231)	(1,58)
	Total, productivité		13 406 666	3,54	13 903 245	3,73	496 580	0,19
	Total, contrôle de la qualité		4 530 477	1,20	4 684 206	1,26	153 729	0,06

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1999-2000 et 2000-2001  
Nouveau-Brunswick**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1999-2000		2000-2001		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	1 714 828	0,48	1 156 068	0,32	(558 760)	(0,16)
		Indirect	517 045	0,14	607 972	0,17	90 927	0,03
		Réglementaire	28 464 697	7,96	23 952 379	6,69	(4 512 318)	(1,27)
	Total	30 696 570	8,58	25 716 419	7,18	(4 980 151)	(1,40)	
	Réduction des coûts	Direct	(282 516)	(0,08)	(314 549)	(0,09)	(32 033)	(0,01)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	(282 516)	(0,08)	(314 549)	(0,09)	(32 033)	(0,01)	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	3 720 190	1,04	3 027 956	0,85	(692 234)	(0,19)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	3 720 190	1,04	3 027 956	0,85	(692 234)	(0,19)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	1 500	0,00	1 500	0,00
		Indirect	2 424 172	0,68	2 905 510	0,81	481 338	0,13
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	2 424 172	0,68	2 907 010	0,81	482 838	0,13		
<b>Total</b>			<b>36 558 416</b>	<b>10,22</b>	<b>31 336 836</b>	<b>8,75</b>	<b>(5 221 580)</b>	<b>(1,47)</b>
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	206 120	0,06	119 537	0,03	(86 583)	(0,02)
		Réglementaire	3 754 747	1,05	5 272 355	1,47	1 517 608	0,42
	Total	3 960 867	1,11	5 391 892	1,51	1 431 025	0,40	
	Réduction des coûts	Direct	2 632 086	0,74	3 272 436	0,91	640 349	0,18
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	2 632 086	0,74	3 272 436	0,91	640 349	0,18	
	Amélioration de la productivité	Direct	1 060 585	0,30	667 655	0,19	(392 930)	(0,11)
		Indirect	5 232 871	1,46	4 338 979	1,21	(893 893)	(0,25)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	6 293 456	1,76	5 006 634	1,40	(1 286 823)	(0,36)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	345 746	0,10	367 141	0,10	21 395	0,01
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	345 746	0,10	367 141	0,10	21 395	0,01		
<b>Total</b>			<b>13 232 156</b>	<b>3,70</b>	<b>14 038 102</b>	<b>3,92</b>	<b>805 947</b>	<b>0,22</b>
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	2 328 918	0,65	3 238 812	0,90	909 894	0,25
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	2 328 918	0,65	3 238 812	0,90	909 894	0,25	
	Réduction des coûts	Direct	113 000	0,03	130 000	0,04	17 000	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	113 000	0,03	130 000	0,04	17 000	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	352 527	0,10	16 872	0,00	(335 655)	(0,09)
		Indirect	2 870 807	0,80	1 661 010	0,46	(1 209 797)	(0,34)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	3 223 334	0,90	1 677 882	0,47	(1 545 452)	(0,43)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
<b>Total</b>			<b>5 665 252</b>	<b>1,58</b>	<b>5 046 694</b>	<b>1,41</b>	<b>(618 558)</b>	<b>(0,17)</b>
<b>Grand Total</b>			<b>55 455 824</b>	<b>15,51</b>	<b>50 421 632</b>	<b>14,08</b>	<b>(5 034 191)</b>	<b>(1,43)</b>
VPA (00 \$)			3 575 909		3 580 812		4 903	
	Total, transferts directs		7 919 428	2,21	8 168 793	2,28	249 365	0,07
	Total, transferts indirects		15 316 951	4,28	13 028 105	3,64	(2 288 846)	(0,65)
	Total, transferts réglementaires		32 219 444	9,01	29 224 734	8,16	(2 994 710)	(0,85)
	Total, amélioration du revenu		36 986 355	10,34	34 347 123	9,59	(2 639 232)	(0,75)
	Total, réduction des coûts		2 462 570	0,69	3 087 887	0,86	625 316	0,17
	Total, productivité		13 236 980	3,70	9 712 472	2,71	(3 524 509)	(0,99)
	Total, contrôle de la qualité		2 769 918	0,77	3 274 151	0,91	504 233	0,14

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1999-2000 et 2000-2001 Québec**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1999-2000		2000-2001		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	189 274 937	3,49	190 740 498	3,61	1 465 561	0,12
		Indirect	7 086 306	0,13	6 276 339	0,12	(809 968)	(0,01)
		Réglementaire	436 409 361	8,05	513 877 673	9,73	77 468 312	1,68
	Total		632 770 604	11,67	710 894 510	13,45	78 123 905	1,79
	Réduction des coûts	Direct	(491 718)	(0,01)	1 961 449	0,04	2 453 167	0,05
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		(491 718)	(0,01)	1 961 449	0,04	2 453 167	0,05
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	38 943 830	0,72	41 711 194	0,79	2 767 364	0,07
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		38 943 830	0,72	41 711 194	0,79	2 767 364	0,07
Contrôle de la qualité	Direct	859 444	0,02	2 044 282	0,04	1 184 838	0,02	
	Indirect	34 005 518	0,63	41 269 212	0,78	7 263 694	0,15	
	Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		34 864 962	0,64	43 313 494	0,82	8 448 532	0,18	
Total		706 087 678	13,02	797 880 647	15,10	91 792 968	2,08	
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	215 595 892	3,98	130 721 675	2,47	(84 874 217)	(1,50)
		Indirect	484 137	0,01	285 806	0,01	(198 331)	(0,00)
		Réglementaire	50 257 765	0,93	67 523 759	1,28	17 265 994	0,35
	Total		266 337 794	4,91	198 531 240	3,76	(67 806 554)	(1,15)
	Réduction des coûts	Direct	73 963 984	1,36	115 574 304	2,19	41 610 320	0,82
		Indirect	2 229	0,00	0	0,00	(2 229)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		73 966 213	1,36	115 574 304	2,19	41 608 091	0,82
	Amélioration de la productivité	Direct	3 802 504	0,07	1 500 215	0,03	(2 302 289)	(0,04)
		Indirect	48 161 122	0,89	46 200 456	0,87	(1 960 666)	(0,01)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		51 963 626	0,96	47 700 671	0,90	(4 262 955)	(0,06)
Contrôle de la qualité	Direct	14 734 083	0,27	13 435 103	0,25	(1 298 980)	(0,02)	
	Indirect	7 081 431	0,13	9 688 796	0,18	2 607 365	0,05	
	Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		21 815 514	0,40	23 123 899	0,44	1 308 385	0,04	
Total		414 083 147	7,64	384 930 114	7,28	(29 153 033)	(0,35)	
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	37 739 509	0,70	69 592 782	1,32	31 853 273	0,62
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		37 739 509	0,70	69 592 782	1,32	31 853 273	0,62
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	2 439 746	0,04	1 757 436	0,03	(682 310)	(0,01)
		Indirect	3 845 936	0,07	3 663 203	0,07	(182 733)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		6 285 682	0,12	5 420 639	0,10	(865 043)	(0,01)
Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		44 025 191	0,81	75 013 421	1,42	30 988 230	0,61	
Grand Total		1 164 196 016	21,47	1 257 824 181	23,80	93 628 165	2,34	
VPA (00 \$)		54 226 530		52 838 800		(1 387 730)		
	Total, transferts directs		537 918 381	9,92	527 327 744	9,98	(10 590 637)	0,06
	Total, transferts indirects		139 610 509	2,57	149 095 006	2,82	9 484 496	0,25
	Total, transferts réglementaires		486 667 126	8,97	581 401 432	11,00	94 734 306	2,03
	Total, amélioration du revenu		936 847 907	17,28	979 018 531	18,53	42 170 624	1,25
	Total, réduction des coûts		73 474 495	1,35	117 535 753	2,22	44 061 258	0,87
	Total, productivité		97 193 138	1,79	94 832 504	1,79	(2 360 634)	0,00
	Total, contrôle de la qualité		56 680 476	1,05	66 437 393	1,26	9 756 917	0,21

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1999-2000 et 2000-2001 Ontario**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1999-2000		2000-2001		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	32 534 186	0,47	22 343 314	0,32	(10 190 872)	(0,14)
		Indirect	8 290 856	0,12	9 128 197	0,13	837 341	0,01
		Réglementaire	465 408 932	6,68	460 457 719	6,68	(4 951 213)	0,00
	Total		506 233 974	7,26	491 929 230	7,14	(14 304 744)	(0,12)
	Réduction des coûts	Direct	(4 228 946)	(0,06)	(4 033 682)	(0,06)	195 264	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		(4 228 946)	(0,06)	(4 033 682)	(0,06)	195 264	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	60 400 702	0,87	51 179 723	0,74	(9 220 979)	(0,12)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		60 400 702	0,87	51 179 723	0,74	(9 220 979)	(0,12)
	Contrôle de la qualité	Direct	141 067	0,00	30 651	0,00	(110 416)	(0,00)
		Indirect	42 837 728	0,61	23 967 168	0,35	(18 870 560)	(0,27)
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		42 978 795	0,62	23 997 819	0,35	(18 980 976)	(0,27)	
Total		605 384 525	8,68	563 073 090	8,17	(42 311 435)	(0,51)	
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	640 109	0,01	5 584 076	0,08	4 943 967	0,07
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	95 281 764	1,37	89 662 085	1,30	(5 619 679)	(0,07)
	Total		95 921 873	1,38	95 246 161	1,38	(675 712)	0,01
	Réduction des coûts	Direct	23 167 844	0,33	27 505 064	0,40	4 337 220	0,07
		Indirect	844 400	0,01	805 000	0,01	(39 400)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		24 012 244	0,34	28 310 064	0,41	4 297 820	0,07
	Amélioration de la productivité	Direct	2 902 061	0,04	25 070 635	0,36	22 168 574	0,32
		Indirect	45 162 731	0,65	42 327 830	0,61	(2 834 902)	(0,03)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		48 064 792	0,69	67 398 465	0,98	19 333 672	0,29
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	10 991 572	0,16	9 206 074	0,13	(1 785 498)	(0,02)
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		10 991 572	0,16	9 206 074	0,13	(1 785 498)	(0,02)	
Total		178 990 481	2,57	200 160 764	2,90	21 170 282	0,34	
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	316 082 343	4,53	381 231 314	5,53	65 148 972	1,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		316 082 343	4,53	381 231 314	5,53	65 148 972	1,00
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	15 141 838	0,22	1 202 743	0,02	(13 939 095)	(0,20)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		15 141 838	0,22	1 202 743	0,02	(13 939 095)	(0,20)
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		331 224 181	4,75	382 434 057	5,55	51 209 877	0,80	
Grand Total		1 115 599 187	16,00	1 145 667 911	16,62	30 068 724	0,62	
VPA (00 \$)		69 723 073		68 931 452		(791 621)		
	Total, transferts directs		371 238 664	5,32	0 457 731 373	6,64	86 492 709	1,32
	Total, transferts indirects		183 669 827	2,63	137 816 734	2,00	(45 853 093)	(0,63)
	Total, transferts réglementaires		560 690 696	8,04	550 119 804	7,98	(10 570 892)	(0,06)
	Total, amélioration du revenu		918 238 190	13,17	968 406 705	14,05	50 168 515	0,88
	Total, réduction des coûts		19 783 298	0,28	24 276 382	0,35	4 493 084	0,07
	Total, productivité		123 607 332	1,77	119 780 931	1,74	(3 826 401)	(0,04)
	Total, contrôle de la qualité		53 970 367	0,77	33 203 893	0,48	(20 766 474)	(0,29)

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1999-2000 et 2000-2001 Manitoba**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1999-2000		2000-2001		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	2 742 137	0,08	1 838 304	0,05	(903 833)	(0,03)
		Indirect	2 565 536	0,07	3 484 382	0,09	918 845	0,01
		Réglementaire	60 584 178	1,73	72 261 222	1,79	11 677 044	0,07
	Total	65 891 851	1,88	77 583 908	1,93	11 692 056	0,05	
	Réduction des coûts	Direct	3 795 231	0,11	9 186 815	0,23	5 391 584	0,12
		Indirect	16 644 839	0,47	19 086 449	0,47	2 441 610	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	20 440 070	0,58	28 273 264	0,70	7 833 194	0,12	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	25 102 598	0,72	26 197 450	0,65	1 094 852	(0,06)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	25 102 598	0,72	26 197 450	0,65	1 094 852	(0,06)	
	Contrôle de la qualité	Direct	6 962	0,00	285 643	0,01	278 681	0,01
		Indirect	18 960 253	0,54	24 475 083	0,61	5 514 830	0,07
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	18 967 215	0,54	24 760 726	0,62	5 793 511	0,07		
<b>Total</b>			<b>130 401 735</b>	<b>3,71</b>	<b>156 815 348</b>	<b>3,90</b>	<b>26 413 613</b>	<b>0,18</b>
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	70 161 015	2,00	1 848 808	0,05	(68 312 207)	(1,95)
		Indirect	747 825	0,02	1 011 476	0,03	263 651	0,00
		Réglementaire	12 818 516	0,37	14 323 282	0,36	1 504 766	(0,01)
	Total	83 727 356	2,39	17 183 566	0,43	(66 543 790)	(1,96)	
	Réduction des coûts	Direct	38 124 254	1,09	39 210 366	0,97	1 086 112	(0,11)
		Indirect	10 305	0,00	10 305	0,00	0	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	38 134 559	1,09	39 220 671	0,97	1 086 112	(0,11)	
	Amélioration de la productivité	Direct	971 603	0,03	916 156	0,02	(55 447)	(0,00)
		Indirect	13 230 757	0,38	14 829 491	0,37	1 598 734	(0,01)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	14 202 360	0,40	15 745 647	0,39	1 543 287	(0,01)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	537 201	0,02	574 500	0,01	37 299	(0,00)
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	537 201	0,02	574 500	0,01	37 299	(0,00)		
<b>Total</b>			<b>136 601 476</b>	<b>3,89</b>	<b>72 724 384</b>	<b>1,81</b>	<b>(63 877 091)</b>	<b>(2,08)</b>
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	134 787 436	3,84	175 121 049	4,35	40 333 613	0,51
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	134 787 436	3,84	175 121 049	4,35	40 333 613	0,51	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	325 070	0,01	0	0,00	(325 070)	(0,01)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	325 070	0,01	0	0,00	(325 070)	(0,01)	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	8 024 188	0,23	4 781 504	0,12	(3 242 684)	(0,11)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	8 024 188	0,23	4 781 504	0,12	(3 242 684)	(0,11)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
<b>Total</b>			<b>143 136 694</b>	<b>4,08</b>	<b>179 902 553</b>	<b>4,47</b>	<b>36 765 859</b>	<b>0,39</b>
<b>Grand Total</b>			<b>410 139 905</b>	<b>11,68</b>	<b>409 442 285</b>	<b>10,17</b>	<b>(697 620)</b>	<b>(1,51)</b>
VPA (00 \$)			35 104 594		40 260 335		5 155 741	
	Total, transferts directs		250 588 638	7,14	228 407 141	5,67	(22 181 497)	(1,47)
	Total, transferts indirects		86 148 572	2,45	94 450 640	2,35	8 302 068	(0,11)
	Total, transferts réglementaires		73 402 694	2,09	86 584 504	2,15	13 181 810	0,06
	Total, amélioration du revenu		284 406 644	8,10	269 888 523	6,70	(14 518 121)	(1,40)
	Total, réduction des coûts		58 899 699	1,68	67 493 935	1,68	8 594 236	(0,00)
	Total, productivité		47 329 146	1,35	46 724 601	1,16	(604 545)	(0,19)
	Total, contrôle de la qualité		19 504 416	0,56	25 335 226	0,63	5 830 810	0,07

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1999-2000 et 2000-2001  
Saskatchewan**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1999-2000		2000-2001		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	2 056 259	0,03	1 274 793	0,02	(781 466)	(0,01)
		Indirect	6 118 585	0,09	6 971 814	0,11	853 229	0,02
		Réglementaire	31 942 309	0,46	42 272 233	0,64	10 329 924	0,18
	Total	40 117 153	0,58	50 518 840	0,76	10 401 687	0,19	
	Réduction des coûts	Direct	1 034 755	0,01	(17 618)	(0,00)	(1 052 373)	(0,02)
		Indirect	72 604 242	1,05	72 207 362	1,09	(396 881)	0,04
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	73 638 997	1,06	72 189 744	1,09	(1 449 254)	0,03	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	50 968 459	0,74	50 197 899	0,76	(770 560)	0,02
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	50 968 459	0,74	50 197 899	0,76	(770 560)	0,02	
	Contrôle de la qualité	Direct	253 071	0,00	55 390	0,00	(197 681)	(0,00)
		Indirect	25 622 443	0,37	33 288 302	0,50	7 665 859	0,13
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	25 875 514	0,37	33 343 692	0,50	7 468 178	0,13		
<b>Total</b>			<b>190 600 124</b>	<b>2,75</b>	<b>206 250 175</b>	<b>3,12</b>	<b>15 650 051</b>	<b>0,37</b>
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	(37 533)	(0,00)	(32 480)	(0,00)	5 053	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	7 213 356	0,10	7 327 764	0,11	114 408	0,01
	Total	7 175 823	0,10	7 295 284	0,11	119 461	0,01	
	Réduction des coûts	Direct	123 557 618	1,78	122 491 931	1,85	(1 065 687)	0,07
		Indirect	13 548 247	0,20	10 541 247	0,16	(3 007 000)	(0,04)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	137 105 865	1,98	133 033 178	2,01	(4 072 687)	0,03	
	Amélioration de la productivité	Direct	256 855	0,00	175 869	0,00	(80 986)	(0,00)
		Indirect	35 276 418	0,51	19 104 770	0,29	(16 171 648)	(0,22)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	35 533 273	0,51	19 280 639	0,29	(16 252 634)	(0,22)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	314 513	0,00	415 859	0,01	101 346	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	314 513	0,00	415 859	0,01	101 346	0,00		
<b>Total</b>			<b>180 129 474</b>	<b>2,60</b>	<b>160 024 960</b>	<b>2,42</b>	<b>(20 104 515)</b>	<b>(0,18)</b>
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	386 002 982	5,57	461 438 117	6,99	75 435 135	1,41
		Indirect	14 363 300	0,21	6 842 250	0,10	(7 521 050)	(0,10)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	400 366 282	5,78	468 280 367	7,09	67 914 085	1,31	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	425 725	0,01	423 952	0,01	(1 773)	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	425 725	0,01	423 952	0,01	(1 773)	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	809 207	0,01	434 000	0,01	(375 207)	(0,01)
		Indirect	1 636 207	0,02	1 503 626	0,02	(132 581)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	2 445 414	0,04	1 937 626	0,03	(507 788)	(0,01)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
<b>Total</b>			<b>403 237 421</b>	<b>5,82</b>	<b>470 641 945</b>	<b>7,13</b>	<b>67 404 524</b>	<b>1,30</b>
<b>Grand Total</b>			<b>773 967 019</b>	<b>11,18</b>	<b>836 917 079</b>	<b>12,67</b>	<b>62 950 060</b>	<b>1,50</b>
VPA (00 \$)			69 253 648		66 047 937		(3 205 711)	
	Total, transferts directs		513 933 214	7,42	585 820 001	8,87	71 886 788	1,45
	Total, transferts indirects		220 878 140	3,19	201 497 081	3,05	(19 381 059)	(0,14)
	Total, transferts réglementaires		39 155 665	0,57	49 599 997	0,75	10 444 332	0,19
	Total, amélioration du revenu		447 659 258	6,46	526 094 491	7,97	78 435 233	1,50
	Total, réduction des coûts		211 170 587	3,05	205 646 873	3,11	(5 523 714)	0,06
	Total, productivité		88 947 146	1,28	71 416 164	1,08	(17 530 982)	(0,20)
	Total, contrôle de la qualité		26 190 027	0,38	33 759 551	0,51	7 569 524	0,13

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1999-2000 et 2000-2001 Alberta**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1999-2000		2000-2001		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	5 896 726	0,08	3 421 768	0,05	(2 474 958)	(0,03)
		Indirect	5 334 849	0,08	7 223 932	0,11	1 889 084	0,03
		Réglementaire	64 658 657	0,93	64 981 539	0,96	322 882	0,03
	Total	75 890 232	1,09	75 627 239	1,12	(262 992)	0,03	
	Réduction des coûts	Direct	1 021 558	0,01	(32 908)	(0,00)	(1 054 466)	(0,02)
		Indirect	17 844 335	0,26	13 813 658	0,20	(4 030 677)	(0,05)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	18 865 893	0,27	13 780 750	0,20	(5 085 143)	(0,07)	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	48 571 643	0,70	48 618 100	0,72	46 457	0,02
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	48 571 643	0,70	48 618 100	0,72	46 457	0,02	
	Contrôle de la qualité	Direct	68 779	0,00	1 489 835	0,02	1 421 056	0,02
		Indirect	45 200 650	0,65	55 475 448	0,82	10 274 798	0,17
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	45 269 429	0,65	56 965 283	0,84	11 695 854	0,19		
<b>Total</b>			<b>188 597 197</b>	<b>2,71</b>	<b>194 991 372</b>	<b>2,88</b>	<b>6 394 175</b>	<b>0,17</b>
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	1 396 000	0,02	3 537 000	0,05	2 141 000	0,03
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	45 260 763	0,65	44 920 002	0,66	(340 761)	0,01
	Total	46 656 763	0,67	48 457 002	0,72	1 800 239	0,05	
	Réduction des coûts	Direct	115 377 441	1,66	120 771 258	1,78	5 393 817	0,13
		Indirect	34 055 069	0,49	34 055 069	0,50	0	0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	149 432 510	2,15	154 826 327	2,29	5 393 817	0,14	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	57 043 246	0,82	70 372 692	1,04	13 329 446	0,22
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	57 043 246	0,82	70 372 692	1,04	13 329 446	0,22	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	2 996 686	0,04	2 647 700	0,04	(348 986)	(0,00)
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	2 996 686	0,04	2 647 700	0,04	(348 986)	(0,00)		
<b>Total</b>			<b>256 129 205</b>	<b>3,68</b>	<b>276 303 721</b>	<b>4,08</b>	<b>20 174 516</b>	<b>0,40</b>
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	197 109 102	2,83	320 168 235	4,73	123 059 132	1,90
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	197 109 102	2,83	320 168 235	4,73	123 059 132	1,90	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	294 232	0,00	328 100	0,00	33 868	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	294 232	0,00	328 100	0,00	33 868	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	15 912 140	0,23	6 642 948	0,10	(9 269 192)	(0,13)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	15 912 140	0,23	6 642 948	0,10	(9 269 192)	(0,13)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
<b>Total</b>			<b>213 315 474</b>	<b>3,06</b>	<b>327 139 283</b>	<b>4,83</b>	<b>113 823 808</b>	<b>1,77</b>
<b>Grand Total</b>			<b>658 041 876</b>	<b>9,45</b>	<b>798 434 376</b>	<b>11,79</b>	<b>140 392 500</b>	<b>2,34</b>
VPA (00 \$)			69 637 576		67 732 082		(1 905 493)	
	Total, transferts directs		320 869 606	4,61	449 355 188	6,63	128 485 582	2,03
	Total, transferts indirects		227 252 850	3,26	239 177 647	3,53	11 924 797	0,27
	Total, transferts réglementaires		109 919 420	1,58	109 901 541	1,62	(17 879)	0,04
	Total, amélioration du revenu		319 656 097	4,59	444 252 476	6,56	124 596 379	1,97
	Total, réduction des coûts		168 592 635	2,42	168 935 177	2,49	342 542	0,07
	Total, productivité		121 527 029	1,75	125 633 740	1,85	4 106 711	0,11
	Total, contrôle de la qualité		48 266 115	0,69	59 612 983	0,88	11 346 868	0,19

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1999-2000 et 2000-2001 Colombie-Britannique**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1999-2000		2000-2001		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	5 567 442	0,39	3 695 856	0,29	(1 871 586)	(0,10)
		Indirect	1 208 845	0,09	1 428 734	0,11	219 889	0,03
		Réglementaire	104 801 505	7,41	111 507 075	8,86	6 705 570	1,45
	Total		111 577 792	7,89	116 631 665	9,27	5 053 873	1,38
	Réduction des coûts	Direct	(617 507)	(0,04)	(597 183)	(0,05)	20 324	(0,00)
		Indirect	(1 614 831)	(0,11)	(1 387 432)	(0,11)	227 399	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		(2 232 338)	(0,16)	(1 984 615)	(0,16)	247 723	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	14 088 853	1,00	16 256 485	1,29	2 167 632	0,30
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		14 088 853	1,00	16 256 485	1,29	2 167 632	0,30
	Contrôle de la qualité	Direct	58	0,00	33 400	0,00	33 342	0,00
		Indirect	11 333 473	0,80	14 154 588	1,13	2 821 115	0,32
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		11 333 531	0,80	14 187 988	1,13	2 854 457	0,33	
Total			134 767 838	9,53	145 091 523	11,53	10 323 685	2,00
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	4 131 982	0,29	951 556	0,08	(3 180 426)	(0,22)
		Indirect	104 518	0,01	156 434	0,01	51 916	0,01
		Réglementaire	54 775 169	3,88	44 549 522	3,54	(10 225 647)	(0,33)
	Total		59 011 669	4,17	45 657 512	3,63	(13 354 157)	(0,55)
	Réduction des coûts	Direct	7 954 683	0,56	8 596 481	0,68	641 797	0,12
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		7 954 683	0,56	8 596 481	0,68	641 797	0,12
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	8 932 586	0,63	11 289 404	0,90	2 356 818	0,27
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		8 932 586	0,63	11 289 404	0,90	2 356 818	0,27
	Contrôle de la qualité	Direct	267 000	0,02	240 000	0,02	(27 000)	0,00
		Indirect	356 087	0,03	372 100	0,03	16 013	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		623 087	0,04	612 100	0,05	(10 987)	0,00	
Total			76 522 026	5,41	66 155 496	5,26	(10 366 530)	(0,15)
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	17 124 773	1,21	18 951 857	1,51	1 827 084	0,30
		Indirect	3 821 420	0,27	0	0,00	(3 821 420)	(0,27)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		20 946 193	1,48	18 951 857	1,51	(1 994 336)	0,02
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	4 040	0,00	6 824	0,00	2 784	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		4 040	0,00	6 824	0,00	2 784	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	504 836	0,04	756 160	0,06	251 324	0,02
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		504 836	0,04	756 160	0,06	251 324	0,02
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total			21 455 069	1,52	19 714 841	1,57	(1 740 228)	0,05
Grand Total			232 744 933	16,47	230 961 861	18,36	(1 783 072)	1,90
VPA (00 \$)			14 135 045		12 579 061		(1 555 984)	
	Total, transferts directs		34 428 431	2,44	31 871 967	2,53	(2 556 465)	0,10
	Total, transferts indirects		38 739 827	2,74	43 033 297	3,42	4 293 469	0,68
	Total, transferts réglementaires		159 576 674	11,29	156 056 597	12,41	(3 520 077)	1,12
	Total, amélioration du revenu		191 535 654	13,55	181 241 034	14,41	(10 294 620)	0,86
	Total, réduction des coûts		5 726 385	0,41	6 618 690	0,53	892 304	0,12
	Total, productivité		23 526 275	1,66	28 302 049	2,25	4 775 774	0,59
	Total, contrôle de la qualité		11 956 618	0,85	14 800 088	1,18	2 843 470	0,33

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

# Méthodologie des transferts gouvernementaux

La partie suivante fournit un aperçu des concepts et méthodes utilisés dans le calcul des transferts gouvernementaux aux producteurs agricoles et décrit les différences entre les transferts gouvernementaux et les dépenses publiques présentées à la section C.

## 1.0 Concepts

Deux concepts de base permettent de mesurer les transferts gouvernementaux. Ils sont décrits brièvement ci-après.

### 1.1 Approche comptable

En règle générale, les transferts versés par le gouvernement aux producteurs sont définis et mesurés dans un cadre comptable. Cela signifie que les transferts mesurés sont des transferts directs (ou leurs équivalents) aux producteurs, qui ne représentent pas des prestations d'aide économique pour ces derniers. Cette approche permet d'additionner les transferts offerts par tous les programmes et règlements en vigueur afin de déterminer les transferts totaux. Ainsi (et c'est une conséquence importante), chaque dollar investi dans la recherche ou le développement des marchés a la même valeur que le dollar dépensé sous forme de paiement direct aux producteurs, soit, par exemple, une réduction du coût des intrants. Il faut noter que la valeur comptable de certaines mesures de réglementation n'est pas directement mesurable. Pour ces mesures, on utilise une combinaison de méthodes comptables et d'analyses économiques partielles.

### 1.2 Principe du coût d'opportunité

Dans le cadre des politiques qui prévoient des transferts aux producteurs par une modification des prix du marché, on utilise les prix des marchés mondiaux pour calculer les coûts d'opportunité de la production nationale. Cela signifie qu'en l'absence de politique, on suppose que les coûts d'opportunité nationaux sont égaux aux prix mondiaux comparables, ajustés selon le taux de change et les coûts de transport.

## 2.0 Couverture

2.1 La plupart des programmes et des interventions du gouvernement qui ont une incidence sur les revenus des producteurs canadiens sont couverts à l'intérieur des limites pratiques significatives et mesurables. Cela inclut les transferts des contribuables par le biais des dépenses gouvernementales (ou recettes cédées en vertu des programmes d'exemption), ainsi que les transferts des consommateurs par le biais d'un meilleur taux de rendement du marché, résultant de la réglementation gouvernementale. Les transferts gouvernementaux sont calculés relativement aux programmes fédéraux, provinciaux et à frais partagés, en tenant compte de la participation des ministères provinciaux de l'agriculture.

La mesure des transferts gouvernementaux est limitée à l'agriculture primaire. Les transferts gouvernementaux extérieurs à l'exploitation agricole (qui visent le secteur de la transformation alimentaire) ne sont pas mesurés. Il existe deux autres restrictions :

- les programmes d'aide aux fournisseurs de facteurs de production (par exemple, les fabricants d'engrais ou de machines) ne sont pas pris en compte;
- les politiques générales de nature monétaire, financière, sociale ou environnementale ne sont pas mesurées, mais les mesures de compensation liées à ces politiques le sont. Par exemple, l'incidence de la politique monétaire sur les taux d'intérêt n'est pas prise en compte, mais les programmes qui favorisent une diminution des taux d'intérêt le sont.

2.2 La couverture se limite aux politiques intérieures et commerciales du Canada. Cela signifie que l'on ne tient pas compte des effets directs ou indirects des politiques étrangères sur le taux de rendement des marchés pour les producteurs canadiens. De la même façon, les effets répartis entre les diverses provinces ne sont pas pris en compte. L'OCDE établit des mesures similaires

pour les pays membres, et ce, en calculant l'équivalent subvention à la production (ESP).

### 3.0 Regroupement des programmes

Les transferts gouvernementaux sont regroupés selon un système de classification comportant trois catégories : la source de transferts, l'objectif des programmes et le type de transferts. Voici une brève description de ces catégories.

3.1 La catégorie **source de transferts** qualifie un programme fédéral, provincial ou fédéral-provincial, c'est-à-dire un programme conforme à la responsabilité exercée par le gouvernement relativement au financement du programme, ou à sa mise en oeuvre et à son administration.

3.2 La catégorie **objectif de programmes** divise les programmes et les politiques en quatre groupes : amélioration du revenu, réduction des coûts, amélioration de la productivité et contrôle de la qualité.

#### a) Amélioration du revenu

Cette catégorie inclut les politiques et les programmes liés au secteur de la production. Elle comprend les trois sous-catégories suivantes :

-paiements directs visant la production, par exemple, paiements de stabilisation, indemnisation en cas de sécheresse et paiements spéciaux d'adaptation;

-programmes liés aux activités de développement des marchés; et

-mesures réglementaires, par exemple, règlements sur la gestion des approvisionnements et mesures frontalières telles que les tarifs et les droits. Ces mesures n'engendrent pas de dépenses publiques.

#### b) Réduction des coûts

Ces programmes permettent de réduire les coûts de production pour les agriculteurs. Les exemples les plus courants sont le crédit subventionné, les subventions pour les frais de carburant et pour le transport.

#### c) Amélioration de la productivité

Le principal objectif de ces programmes consiste à améliorer la productivité du secteur agricole à long terme. Les transferts peuvent se faire de la façon suivante :

-financement de l'élaboration, du transfert et de l'adoption de nouvelles techniques, variétés de cultures et races de bétail, par exemple, les subventions aux activités de recherche, de vulgarisation et d'incitation;

-financement du développement des ressources humaines, par exemple, les programmes de formation; et

-financement d'une agriculture durable, par exemple, le Plan vert.

#### d) Contrôle de la qualité

Cette catégorie comprend les programmes destinés à améliorer ou à préserver la qualité des produits, la salubrité des aliments et la santé des animaux. Les programmes d'inspection provinciaux et fédéraux, et les divers programmes d'amélioration de la santé des animaux sont de bons exemples.

3.3 La catégorie **type de transferts** divise les programmes en trois groupes :

#### a) Transferts directs

Les transferts directs comprennent les programmes non réglementaires directs et les recettes cédées pour lesquels les dépenses du gouvernement visent des produits ou des groupes de produits particuliers ou encore l'ensemble du secteur agricole.

#### b) Transferts indirects

Les transferts indirects incluent les programmes non réglementaires pour lesquels les dépenses du gouvernement visent le secteur agricole, mais parviennent indirectement aux producteurs.

#### c) Transferts réglementaires

Les transferts réglementaires comprennent les programmes réglementaires pour lesquels aucune

dépense gouvernementale n'est engagée. Le calcul de ces transferts peut exiger une analyse économique partielle.

#### 4.0 Valeur de la production ajustée (VPA)

Les transferts sont exprimés en dollars totaux ainsi qu'en dollars par 100 \$ de la valeur de production ajustée. La VPA est égale à la somme d'une moyenne triennale de la valeur de production et du total des transferts directs de l'année en cours. Cela permet d'éviter toute fluctuation de pourcentage pouvant découler d'un changement rapide des prix du marché ou des quantités concernées.

De plus, les valeurs de production comprennent l'impact des mesures réglementaires (qui se concrétise par le changement des prix du marché), mais pas des transferts directs. Ainsi, les transferts directs sont ajoutés à la valeur de production pour rendre comparable entre les provinces les montants de soutien.

#### 5.0 Méthodes

La méthode courante consiste à faire en sorte que les transferts soient égaux aux dépenses gouvernementales ou à leurs équivalents. On calcule leur valeur monétaire selon une comptabilité de caisse, c'est-à-dire au moment où les producteurs les reçoivent.

Les transferts gouvernementaux sous forme de dépenses directes correspondent aux sommes déboursées par le gouvernement, moins les coûts administratifs. Ils n'incluent pas les frais payés et contributions versées par les bénéficiaires.

Voici un bref aperçu des méthodes utilisées pour les principaux types de programmes et de politiques.

- Les transferts financiers provenant des programmes de stabilisation, par exemple, l'assurance-récolte (à l'exception du compte de stabilisation du revenu net - CSRN), correspondent à la part des paiements de programmes assumée par le gouvernement. Les transferts financiers au titre du CSRN correspondent aux sommes retirées par les producteurs et provenant de leur compte financé par les gouvernements, moins la part des coûts administratifs assumée par les producteurs.

- Les transferts financiers provenant du Programme de remise en état des embranchements des Prairies et du Programme d'achat et de location de wagons-trémies sont répartis sur un certain nombre d'années. À l'exception des dépenses de location des wagons-trémies, toutes les autres dépenses ont été engagées entre les années 1970 et 1980. Étant donné qu'il s'agit de biens qui ont été acquis depuis longtemps, on suppose qu'ils ont généré toute une série de transferts aux producteurs, répartis sur un certain nombre d'années. Les cycles de vie et les taux d'escompte indiqués ci-dessous permettent de mesurer les transferts correspondants.

- 50 ans et 8 p. 100 pour le Programme de remise en état des embranchements des Prairies;
- 25 ans et 5 p. 100 pour l'achat des wagons-trémies.

On suppose que ces programmes d'infrastructure ont généré une augmentation du prix des céréales fourragères en facilitant le transport des céréales à partir des Prairies.

- Les transferts financiers en vertu de programmes qui réduisent les coûts des intrants de façon immédiate (p. ex., les rabais de taxe sur les carburants) équivalent aux dépenses gouvernementales ou recettes cédées. Dans le cas des programmes de subvention d'intérêts, les transferts sont estimés en faisant la différence entre le taux d'un marché représentatif et le taux appliqué aux producteurs dans le cadre du programme, multiplié par le montant des prêts en cours.

- Les transferts générés dans le cadre de la politique sur la gestion des approvisionnements visant les produits laitiers, le poulet, le dindon et les oeufs équivalent à la différence entre les prix au Canada et les prix de référence appropriés sur les marchés étrangers, multipliée par le niveau de production. Les retenues de mise en marché versées par les producteurs sont déduites des prix canadiens, et les prix de référence sont ajustés par les taux de change monétaires, les coûts de transport et les marges commerciales de gros afin d'amener ces derniers sur une base comparable aux prix canadiens. Les transferts aux producteurs découlant des droits

compensatoires, des tarifs à l'importation et des contingents équivalent à l'impact de ces politiques sur les prix pratiqués par les producteurs, multiplié par la production concernée.

- Les transferts aux producteurs provenant des conseils d'adaptation créés dans le cadre du Fonds canadien d'adaptation et de développement rural (FCADR) correspondent aux contributions fédérales payées aux conseils durant l'exercice.
- Les transferts financiers qui se rattachent aux programmes d'accompagnement qui relèvent des ententes sur la protection du revenu agricole sont mesurés en fonction du type de programme. Ces programmes peuvent être subdivisés en trois catégories : les fonds de développement de l'industrie, les mesures d'amélioration du CSRN et d'autres programmes administrés par les provinces qui n'appartiennent pas aux deux premières catégories. Dans le cas des fonds de développement de l'industrie, les transferts correspondent aux sommes véritablement déboursées par le fonds. Les transferts au titre des améliorations du CSRN sont comptabilisés lorsqu'ils sont retirés par les producteurs, de la même façon que l'on mesure le CSRN de base. Dans le cas des programmes de la troisième catégorie, les transferts financiers, dépendant du type de programme, correspondent aux paiements directs aux producteurs assumés par le gouvernement ou sont équivalents aux dépenses gouvernementales.
- La plupart des programmes sont classés comme programme fédéral-provincial à l'exception des programmes qui existaient déjà avant la mise en place des programmes d'accompagnement. C'est le cas, en outre, pour l'assurance-stabilisation du revenu agricole au Québec. La contribution du fédéral est rapportée sous la source de transfert "fédéral" au lieu d'être rapportée sous la source de transfert "fédéral-provincial" et le montant du fédéral versé au fonds d'assurance-stabilisation n'est pas inclus sous le programme provincial afin d'éviter un double comptage.
- Les programmes d'accompagnement peuvent se diviser en trois catégories, soit les fonds de développement de l'industrie, le volet

amélioré du CSRN, et les autres programmes administrés par les provinces et non regroupées dans les deux précédentes. Dans le cas des fonds de développement de l'industrie, les transferts correspondent aux déboursements réels provenant du fonds. Le volet amélioré du CSRN ne nécessite pas de calcul particulier puisque l'information est incluse dans les calculs du volet de base du CSRN. Dans le cas des programmes de la troisième catégorie, les transferts financiers, dépendant du type de programmes, correspondent aux paiements directs aux producteurs assumés par le gouvernement ou sont équivalents aux dépenses publiques.

- Dans le cas des Conseils d'adaptation, compte tenu de l'information disponible, les transferts financiers correspondent à la contribution du fédéral à chacun des conseils.

## 6.0 Comparaison entre les transferts gouvernementaux et les dépenses publiques

Le calcul des transferts gouvernementaux a pour objet de déterminer le niveau de transferts aux producteurs provenant de divers types de programmes et politiques, dont les transferts réglementaires, au cours d'un exercice donné. Les dépenses publiques sont une estimation des sommes que le gouvernement dépense pour le secteur agroalimentaire au cours d'un exercice donné.

Ces deux mesures ont une composante commune. Les principales différences entre les deux, en ce qui concerne les éléments couverts et les méthodes, sont précisées ci-dessous.

### 6.1 Éléments couverts

Les transferts gouvernementaux mesurent, par province, tous les transferts directs et indirects, y compris les transferts réglementaires qui influent sur le revenu des producteurs.

Les dépenses publiques incluent toutes les dépenses à l'appui du secteur agroalimentaire qui sont versées directement à des particuliers et organismes, ou indirectement par le truchement de fonds ou de transferts à d'autres paliers gouvernementaux. On ne tient pas compte des mesures réglementaires du type des droits

compensateurs, des tarifs et des contingents, puisqu'elles ne requièrent pas de versement en argent de la part des gouvernements.

Contrairement aux dépenses publiques, les transferts gouvernementaux n'englobent pas les subventions au secteur de la transformation des aliments.

Les sommes consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations internationales sont incluses dans les budgets des dépenses fédérales à titre de dépenses engagées à l'extérieur du Canada. Elles ne sont toutefois pas incluses dans les transferts gouvernementaux, car elles ne profitent pas aux producteurs canadiens.

## 6.2 Méthodes

Les dépenses publiques sont calculées directement d'après les données contenues dans les rapports sur les comptes publics et les budgets fédéraux et provinciaux des dépenses, et sont ventilées comme suit : frais de fonctionnement, dépenses en capital, dépenses de programmes. Pour arriver au montant réel dirigé aux producteurs, les frais de fonctionnement englobent entre autres les coûts de gestion de programmes de différents ministères. Les sommes recouvrées par le gouvernement sont également indiquées séparément.

Les transferts gouvernementaux sont calculés d'après les comptes publics et les communications directes avec des administrateurs de programmes. Les transferts sont diminués des coûts d'administration et des sommes

recouvrées par le gouvernement pour en arriver à des sommes qui profiteront directement aux producteurs.

Les transferts gouvernementaux sont mesurés selon la méthode de comptabilité de caisse, c'est-à-dire lorsqu'ils sont reçus par les agriculteurs. Les dépenses publiques sont déclarées au cours de l'année où les gouvernements effectuent ces dépenses.

Les transferts gouvernementaux pour les programmes de stabilisation, à l'exception du CSRN, sont équivalents à la part gouvernementale des paiements effectués aux producteurs. Les sommes versées par le gouvernement dans le cadre de ces programmes correspondent aux contributions fédérales et provinciales aux fonds de stabilisation d'une année donnée.

Les transferts gouvernementaux qui réduisent les coûts des intrants sur un horizon prévisionnel plus long sont répartis sur un certain nombre d'années. Le taux d'actualisation est fonction du type de biens. Par contre, les dépenses publiques ne sont pas ajustées.

Les transferts gouvernementaux offerts aux producteurs sous la forme de taux réduits sont mesurés en fonction de l'écart entre le taux représentatif du marché et le taux du programme, multiplié par le montant des prêts en cours, par exemple, des programmes qui prévoient un rabais sur les taux d'intérêt. Pour les dépenses publiques, les dépenses directes et indirectes servant à réduire les coûts des intrants correspondent à la somme totale des dépenses.